



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 9 AVRIL 1932

QUEBEC, SATURDAY, 9TH APRIL, 1932

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC"

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE"

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANONCES

ADVERTISING RATES.

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

La matière tabulaire est comptée double.

Tabular matter at double rate.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Translation: 50 cents per 100 words.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Single number: 30 cents each.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Slips: \$1.00 per dozen.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

1407-10-9

strictly payable in advance. Overpayment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House.

1408-10-9

Lettres patentes

"Billings, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1932, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat et conseil en loi du roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, de la cité d'Outremont, et Charles Gavsie, de la cité de Montréal, tous deux avocats, tous trois du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des marchandises sèches, habillements et confections de toute nature et description pour dames et messieurs, vêtements de toute nature pour dames et messieurs et le matériel utilisé dans la confection de tels vêtements, et toute machine, outil, ou appareil utilisés pour leur fabrication, et tous dispositifs, étiquettes d'emballage, et procédés de publicité utilisés ou utiles dans le commerce d'aucun des articles précités, et en faire le commerce généralement, comme principaux, ou agents, en gros ou en détail;

Entreprendre et faire l'importation et l'exportation de marchandises sèches, produits et marchandises de toute nature, caractère et description, acheter et vendre telles marchandises et faire un commerce général d'importation et d'exportation;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toutes personnes ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement

Letters patent

"Billings, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1932, incorporating: Henry Weinfeld, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Samuel David Rudenko, of the city of Outremont, and Charles Gavsie, of the city of Montreal, both advocates, all three of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export dry goods, ladies, and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishings of every kind and raw material used therein, and any machine, tool, or appliance used in the manufacture thereof, and any fixtures, packing label, and advertising device used or useful in the marketing of any of the above articles, and to deal in the same generally, as principals, or agents, wholesale or retail;

To enter upon and undertake the importing and exporting of dry goods, wares and merchandise of every kind, character and description, to buy and sell such goods and to do a general import and export business;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire

tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire, ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares, ou autrement, cultiver telles propriétés immobilières, et vendre ou disposer autrement des produits de telles propriétés;

Acheter, ériger, construire et exploiter des moulins, fabriques, édifices, entrepôts, machines et usines pour les fins du dit commerce, et agir comme agent pour des manufacturiers et marchands d'aucun des produits et marchandises

any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company; (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in buildings lots, streets, lanes, squares, or otherwise, to farm such real estate, and to sell or dispose of the products thereof;

To purchase, erect, construct and operate mills, factories, buildings, warehouses, machinery and plants for the purposes of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein men-

mentionnés dans les présentes, ou de nature similaire;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilités ou obligations de la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, en espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Etablir des agences et succursales;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs, et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Emprunter aucune et toutes sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie et donner en garantie des propriétés immobilières dans les-

tioned, or of a similar nature;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To take, acquire and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind or specie, or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the company and to give security therefor, immoveable property in which the com-

quelles la compagnie détient tout droit, titre ou intérêt;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou toute partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Billings, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2145

Sous-secrétaire de la Province.

pany has any right, title or interest;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Billings, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2146

Assistant Provincial Secretary.

"City House Furniture, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1932, constituant en corporation: René Duguay et Lucien Lalonde, avocats, et Edmond Jodoin, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de tapis, carpettes, prélaters, instruments de musique, appareils électriques, meubles et ameublements de maison et bureau en général, ou tout article se rapportant de toute manière directement ou indirectement aux objets précités; agir comme agents, courtiers et représentants;

Exercer le commerce d'un magasin de gros, de détail et à rayons, et exercer le commerce général de marchand; exercer tous ou aucun des commerces de marchands de vêtements pour dames et marchandises sèches, fabricants de marchandises sèches, pelletiers, costumiers, merciers, bonnetiers, gantiers, marchands de modes, couturiers, tailleurs, fabricants, exportateurs et importateurs, marchands en gros et en détail de toutes sortes de tissus, cuirs, robes, fabricants de bottines et chaussures; manufacturiers et importateurs et marchands en gros et en détail d'articles en cuir, ameublements de maison, quincaillerie, porcelaine, verrerie, poterie et autres accessoires et ustensiles de ménage, ornements, bric-à-brac, papeterie, bimbeloterie et articles de fantaisie, marchands de viandes et provisions, produits chimiques et autres articles et commodités d'usage et de consommation; et généralement de tous articles manufacturés, matériaux, provisions et produits et propriétés personnelles; exercer aucune des industries de constructeurs de carrosses et voitures, selliers, harnacheurs, décorateurs de maisons, ingénieurs sanitaires, ingénieurs électriciens et entrepreneurs dans toutes les spécialités des industries

"City House Furniture, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1932, incorporating: René Duguay and Lucien Lalonde, advocates, and Edmond Jodoin, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of rugs, carpets, oil-cloth, musical instruments, electric fixtures, house and office furniture and equipment generally, or any article connected in any way directly or indirectly with the above-mentioned objects; to act as agents, commission brokers and representatives;

To carry on the business of wholesale, retail and departmental store, and to carry on generally the business of a merchant; to carry on all or any of the businesses of ladies' ready-to-wear and dry goods merchants, dry goods manufacturers, furriers, clothiers, haberdashers, hosiers, gloves, milliners, dressmakers, tailors, manufacturers, exporters and importers, wholesale and retail dealers of and in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boot and shoe makers; manufacturers and importers and wholesale and retail dealers of and in leather goods, household furniture, ironmongery, china, glassware, crockery, and other household fittings and utensils, ornaments, bric-à-brac, stationery, notions and fancy goods, dealers in meats and provisions, chemicals and other articles and commodities of personal and household use and consumption; and generally of, and in all manufactured goods, materials, provisions and produce and personal property; to carry on any of the businesses of coach and carriage builders, saddlers, harnessmakers, house decorators, sanitary engineers, electrical engineers and contractors in all of the branches thereof, gasfitters, coal and wood dealers, land, estate and house agents, builders, contractors, auctioneers, cabinetmak-

précitées, gaziers, marchands de charbon et bois, agents de terrains, d'immeubles et de maisons, constructeurs, entrepreneurs, encanteurs, ébénistes, tapissiers, déménageurs, dépositaires, entreposeurs, voituriers, gardes-magasins;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer, ou arrenter, importer ou exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins d'aucune des dites industries, ou communément fournis ou négociés par des personnes engagées dans toute telle industrie ou qui peuvent être susceptibles d'être avantageusement négociés en rapport avec aucune des dites industries;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou disposer de toute manière d'actions, soit ordinaires ou privilégiées, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou exerçant toute industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et voter sur toutes actions ainsi détenues par l'entremise de tel agent ou tel agents que les directeurs pourront nommer;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toutes personnes ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Etablir supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire, ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quel-

ers, upholsterers, furniture removers, owners of depositories, warehousemen, carriers, storekeepers;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of the said businesses, or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of the said businesses;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold, sell or dispose of in any way shares, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the pro-

conque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares, ou autrement, cultiver telles propriétés immobilières, et vendre ou disposer autrement des produits de telles propriétés;

Acheter, ériger, construire et exploiter des moulins, fabriques, édifices, entrepôts, machines et usines pour les fins du dit commerce, et agir comme agents pour des manufacturiers et marchands d'aucun des produits et marchandises mentionnés dans les présentes, ou de nature similaire;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilités ou obligations de la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Émettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu au moyen de dividendes, bonis, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la

company and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise, to farm such real estate, and to sell or dispose of the products thereof;

To purchase, erect, construct and operate mills, factories, buildings, warehouses, machinery and plants for the purposes of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein mentioned, or of a similar nature;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To take, acquire and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations of the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular

compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, actions-déventures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Etablir des agences ou succursales dans aucun et dans tous endroits jugés convenables, et faire aucune et toutes affaires légales incidentes à ou de toute manière se rapportant aux dites fins ou aucune d'elles;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs, et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Emprunter aucune et toutes sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie et donner en garantie des propriétés immobilières dans lesquelles la compagnie détient tout droit, titre ou intérêt;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Payer à même les fonds de la compagnie, toutes ou aucune des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "City House Furniture, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2147 Sous-secrétaire de la Province.

any shares, bonds, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To establish agencies or branches in any and all places it may see fit, and to do any and all lawful business incidental to or in any way connected with said purposes or any of them;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the company and to give security therefor, immoveable property in which the company has any right, title or interest;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To pay out of the funds of the company, all or any of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "City House Furniture, Inc.," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2148 Assistant Provincial Secretary.

"D. C. Breault Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars, 1932, constituant en corporation: Delphis C. Breault, voyageur, Léo Dupont, comptable, Dame Lilian Ward, épouse séparée de biens du dit D. C. Breault, Georges Marien, avocat, Mlle Lucette Primeau, fille majeure, sténographe, tous de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail d'épicerie et de produits alimentaires de toutes sortes et de toutes descriptions, ani-

"D. C. Breault Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1932, incorporating: Delphis C. Breault, traveller, Léo Dupont, accountant, Dame Lilian Ward, wife, separate as to property, of the said D. C. Breault, Georges Marien, advocate, Miss Lucette Primeau, spinster of age, stenographer, all of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail dealers in groceries, foodstuffs, of every kind and of every description, live-stock, cooked meats,

maux sur pied, charcuteries, poissons, volailles, gibiers, fruits, légumes et toutes autres sortes de comestibles, et exercer l'industrie d'entrepôt et de manufacturiers d'aliments en conserve;

Agir comme agents ou représentants de manufacturiers, industriels, producteurs, importateurs, exportateurs, et, en cette qualité, offrir en vente, acheter, importer, exporter, en gros et en détail, recevoir en consignation les produits de tels manufacturiers, industriels, producteurs, importateurs ou exportateurs;

Acheter tous commerces ou toutes industries en opération dans les lignes ci-dessus, et les payer en argent ou en parts de cette compagnie;

Acheter, hypothéquer, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou disposer de tous les biens mobiliers ou immobiliers ou de tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie ou de son commerce, et en particulier, toutes machineries, matériaux et fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres instruments de commerce négociables et transférables;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises et l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Acquérir des parts ou actions dans le capital-actions d'autres compagnies exerçant un commerce ou une industrie similaires ou autres, et les payer, en tout ou en partie, avec des actions dans le capital-actions de cette compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autre titre légal, détenir, fabriquer, construire, maintenir et opérer tout stock, outillage, machinerie, équipement et appareil de tout genre, nécessaire ou utile pour atteindre des objets de la compagnie, les vendre, louer ou autrement en disposer;

Acquérir, posséder, détenir toutes les propriétés mobilières et immobilières nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des pouvoirs conférés à la compagnie par les requérants, bâtir sur icelles, les améliorer, vendre, louer ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par achat, bail ou autre titre légal, détenir, user, exercer, exploiter, vendre, céder ou autrement disposer de toute marque de commerce, brevet d'invention, brevet industriel, procédés, licence, concession, privilège, franchise et autres droits;

Acquérir toute entreprise ou affaire semblable, en tout ou en partie, à celle de la présente compagnie, ou à aucun commerce qu'elle est autorisée à exercer, avec l'outillage, les marchandises, l'achalandage, les franchises et l'actif d'icelle, de toute nature, et les payer en numéraire, rections, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Former toute société ou faire toute convention relativement à tout partage de bénéfice, à des avantages réciproques ou relativement à la coopération avec toute personne, société ou compagnie, promouvoir et aider à promouvoir, ou organiser des compagnies, syndicats, sociétés aux fins d'acquérir toutes propriétés et d'assumer toute obligation de la présente compagnie, pour atteindre directement ou indirectement les buts de la compagnie ou pour toute autre fin que la compagnie jugera avantageuse;

Vendre, échanger, louer ou disposer de l'en-

fish, poultry, game, fruit, vegetables and all other kinds of eatables and to carry on business as warehousemen and manufacturers of canned goods;

To act as agents or representatives for manufacturers, industrials, producers, importers, exporters, and, in such quality, to offer for sale, purchase, import, export, wholesale and retail, to receive under consignment the products of such manufacturers, industrials, producers, importers or exporters;

To purchase any business or industries in operation in the hereabove lines and to pay for same in cash or paid up shares of the company;

To purchase, hypothecate, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire or dispose of any moveable or immovable property, and any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its industry or trade and particularly any machinery, materials and stock in trade;

To draw, make accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To borrow all sums which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertakings or the operation of any of its powers, and that at any time and as often as it may think proper, upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To acquire stock or shares in the capital of other companies carrying on a business or industry similar or otherwise and to pay for same, in whole or in part, with shares of the capital-stock of the present company;

To acquire by purchase, lease or other legal title, hold, manufacture, construct, maintain and operate any stock, plant, machinery, equipment and apparatus of any kind, necessary or useful for the attainment of the objects of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of same;

To acquire, own, hold any moveable and immovable property necessary or useful to the carrying on of any of the powers conferred on the company by the petitioners, to build thereon, improve, sell, lease or otherwise dispose of same;

To apply for, obtain, acquire by purchase, lease or other legal title, hold, use, exercise, exploit, sell, convey or otherwise dispose of any trade-mark, patent of invention, industrial designs, processes, license, concession, privilege, franchise and other rights;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the present company, or to any business which it is authorized to carry on, with the equipment, merchandise, goodwill, franchises and assets thereof, of any nature, and to pay for same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise;

To enter into any partnership or into any arrangement for the sharing of profits, reciprocal concessions, co-operation with any person, partnership or company, to promote or assist in the promotion, or organize companies, syndicates, partnerships for the purpose of acquiring any property and to take over any liability of the present company, so as to attain directly or indirectly the purposes of the company, or for any other purpose which the company may deem advantageous;

To sell, exchange, lease or dispose of the under-

treprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, s'unir à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, transporter ou autrement disposer d'actions, d'obligations, débetures et autres valeurs de toute compagnie, exercer tous les droits et privilèges qui s'y rattachent, y compris le droit de voter en vertu d'icelles, et émettre en échange pour icelles des actions, obligations et débetures de cette compagnie ou autrement les payer;

Emettre et répartir comme entièrement libérées des actions du fonds-capital de la présente compagnie, en paiement de fonds de commerce ou marchandises, de droits, intérêts, brevets ou biens mobiliers ou immobiliers que la compagnie pourra acheter ou acquérir, pour ouvrage fait, pour toute garantie donnée, ou avec l'assentiment des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus dans l'intérêt de la compagnie, y compris les services rendus ou à être rendus relativement à la formation de la compagnie;

Faire des avances d'argent, aux conditions qui paraîtront avantageuses, aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats, entreprises par telles personnes;

Hypothéquer, grever ou autrement affecter aucun bien ou propriété mobilier ou immobilier, présent ou futur, qu'elle pourra posséder pour garantir des obligations, débetures ou actions obligatoires;

Etablir, maintenir, diriger, dans aucune des parties de la province de Québec, des fabriques, des manufactures, des bureaux d'affaires, des succursales, des agences ou des sous-agences pouvant contribuer directement ou indirectement à l'extension de l'industrie ou du commerce de la présente compagnie;

Considérer que les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes;

Entrer en pourparlers avec toutes ou chacune des autorités fédérale, provinciale, municipale, locale ou autrement, afin de solliciter et acquérir de telle autorité tous permis, droits, licences, privilèges, franchises, que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Faire toutes les choses, toute opération financière et exercer tous les pouvoirs incidents à la poursuite des objets pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "D. C. Breault Company, Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dit district, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2149 Sous-secrétaire de la Province.

"Falcon Investment Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

taking of the company or any part thereof, for such price as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company; amalgamate with any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company;

To purchase, acquire, hold, sell and transfer or otherwise dispose of shares, bonds, debentures or other securities of any company, to exercise all the rights and privileges connected therewith, including the right to vote in virtue thereof, and to issue in exchange for same shares, bonds and debentures of the present company or otherwise pay for same;

To issue and allot fully paid up shares of the capital-stock of the present company in payment of stocks-in-trade or merchandise, rights, interests, patents or moveable or immoveable property which the company may purchase or acquire, or work done, for any guarantee given, or with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered in the interest of the company, including the services rendered or to be rendered in connection with the formation of the company;

To make advances of money to customers and other persons having dealings with the company, on such conditions as may be deemed advantageous, and to guarantee the performance of contracts, undertakings by any such persons;

To hypothecate, mortgage or otherwise affect any of the assets or moveable or immoveable property, present or future, which it may own to guarantee its bonds, debentures or debenture-stock;

To establish, maintain, manage, in any part of the Province of Quebec, factories, manufacturing, business offices, branches, agencies or sub-agencies conducive to directly or indirectly further the industry or business of the present company;

To consider that the powers granted in any paragraph shall in nowise be limited or restricted by the terms of any other paragraph;

To enter into negotiations with all or any authorities, federal, provincial, municipal or otherwise, in order to solicit and acquire from any such authority any permits, rights, licenses, privileges, franchises, which the company may deem advantageous to obtain and operate;

To do all things, any financial operations and exercise all the powers incidental to the attainment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "D. C. Breault Company, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, said district, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2150 Assistant Provincial Secretary.

"Falcon Investment Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day

dix-huitième jour de mars 1932, constituant en corporation: William-Patrick Creagh, clerc avocat, John-Lawrence McCrory, et Alfred John Martin, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, souscription, contrat ou autrement et détenir comme placements ou autrement, vendre, échanger, nantir, gager ou autrement aliéner, ou mettre en valeur ou réaliser et généralement faire le trafic et le commerce, de toutes sortes de valeurs, y compris, mais non dans un sens limitatif, des actions, titres, obligations, débiteures, billets, certificats, hypothèques, titres de créances, certificats de créance et certificats d'intérêt émis ou créés dans aucune et dans toutes les parties du monde, par des compagnies, corporations, associations, sociétés, firmes, fiduciaires, syndicats, individus, gouvernements, états, municipalités ou autres divisions et subdivisions politiques ou gouvernementales ou par toute combinaison, organisation ou entité quelconque, ou émis ou créés par d'autres, sans égard à leur forme ou au nom par lequel ils sont décrits et tout certificat de fiducie, participation et autres et reçus prouvant un intérêt dans aucune de ces valeurs et émettre en échange ou en paiement d'iceux ou de toute manière permise par la loi ses propres titres, bons, débiteures, ou ses autres obligations ou valeurs ou faire des paiements sur iceux par tout autre mode de paiement légal quelconque, exercer aucun et la totalité des droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires individuels ou d'intérêt relativement à aucune et à la totalité de telles valeurs ou des titres d'intérêt y afférents, y compris le droit de voter et consentir et autrement agir en ce qui les concerne; faire aucun et la totalité des actes et choses pour la préservation, protection, amélioration et augmentation de la valeur d'aucune et de la totalité de telles valeurs ou titres d'intérêt y afférents, et aider au moyen de prêts, subsides, garanties ou autrement et aider ceux qui font l'émission ou la création ou qui sont responsables pour aucune de ces valeurs ou autres titres d'intérêt; acquérir aucune de ces valeurs ou titres d'intérêt ou y devenir intéressé, comme il est dit plus haut, par souscription originaire, garantie, prêt, participation dans les syndicats ou autrement et que ces valeurs ou titres d'intérêt soient entièrement libérés ou sujets à des paiements additionnels ou non, faire des paiements sur appel ou avant les appels ou autrement et les placer sur le marché et y souscrire, conditionnellement ou autrement, et soit dans un but de placement ou pour revente ou pour toutes autres fins légales;

Faire, conclure et poursuivre tous arrangements qui seront jugés profitables à la compagnie avec toute compagnie, corporation, association, société, firme, fiducie, syndicat, individu, gouvernement, état, municipalité ou autre division ou subdivision politique ou gouvernementale, domestique ou étrangère, ou de toute combinaison, organisation ou entité, domestique ou étrangère; obtenir d'iceux ou autrement acquérir par achat, bail, cession ou autrement tous pouvoirs, droits, privilèges, immunités, franchises, garanties, permis et concessions; les détenir, posséder, exercer, exploiter, en disposer et autrement les réaliser, et entreprendre et poursuivre tout commerce dépendant d'icelui et obtenir, promouvoir et aider de toute manière la formation de toute compagnie, corporation, association ou organisation de toute nature, domestique ou étrangère, pour toutes telles fins;

Endosser ou garantir le paiement du principal et/ou des intérêts ou dividendes sur, et garantir

of March, 1932, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, John Lawrence McCrory, and Alfred John Martin, stenographers, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, subscription, contract or otherwise and to hold for investment or otherwise, sell, exchange, mortgage, pledge or otherwise dispose of, or turn to account or realize upon, and generally to deal in and with all forms of securities, including, but not by way of limitation, shares, stocks, bonds, debentures, notes, scrip, mortgages, evidences of indebtedness, and certificates of interest issued or created in any and all parts of the world by companies, corporations, associations, partnerships, firms, trustees, syndicates, individuals, governments, states, municipalities or other political, or government divisions and subdivisions, or by any combinations, organizations or entities whatsoever, or issued or created by others, irrespective of their form or the name by which they may be described, and all trust, participation and other certificates of, and receipts evidencing interest in any such securities, and to issue in exchange therefor or in payment thereof, in any manner permitted by law, its own stock, bonds, debentures or its other obligations or securities, or to make payment therefor by any other lawful means of payment whatsoever, to exercise any and all rights, powers and privileges of individual ownership or interest in respect of any and all such securities or evidences of interest therein, including the right to vote thereon and to consent and otherwise act with respect thereto; to do any and all acts and things for the preservation, protection, improvement and enhancement in value of any and all such securities or evidences of interest therein, and to aid by loan, subsidy, guaranty or otherwise those issuing, creating or responsible for any such securities or evidences of interest therein; to acquire or become interested in any such securities or evidences of interest therein, as aforesaid, by original subscription, underwriting, loan, participation in syndicates or otherwise and irrespective of whether or not such securities or evidences of interest therein be fully paid or subject to further payments; to make payments thereon as called for or in advance of calls or otherwise and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise, and either with a view to investment or for re-sale or for any other lawful purpose;

To make, enter into and carry out any arrangements which may be deemed to be for the benefit of the Company with any company, corporation, association, partnership, firm, trustee, syndicate, individual, government, state, municipality or other political or governmental division or subdivision, domestic or foreign, or of any combination, organization or entity, domestic or foreign; to obtain therefrom or otherwise to acquire by purchase, lease, assignment or otherwise, any powers, rights, privileges, immunities, franchises, guarantees, grants and concessions; to hold, own, exercise, exploit, dispose of and realize upon the same, and to undertake and prosecute any business dependent thereon and to cause to be formed, to promote and to aid in any way in the formation of any company, corporation, association or organization of any kind, domestic or foreign, for any such purposes;

To endorse or guarantee the payment of principal and/or interest or dividends upon, and to

l'exécution de fonds d'amortissement et autres obligations, ou tous titres, bons, obligations ou autres valeurs ou titres de créance, et garantir de toute manière permise par la loi l'exécution d'aucun des contrats ou autres entreprises de toute compagnie, corporation, association, société, firme, fiducie, syndicat, individu, gouvernement, état, municipalité ou autre division ou subdivision politique ou gouvernementale, domestique ou étrangère, ou toute combinaison, organisation, ou entité, domestique ou étrangère, dans les affaires desquelles la compagnie peut être ou devenir intéressée;

Prêter de l'argent avec ou sans garantie collatérale ou autre à toute compagnie, corporation, association, société, firme, fiducie, syndicat, individu, gouvernement, état, municipalité ou autre division ou subdivision politique ou gouvernementale, domestique ou étrangère, ou toute combinaison, organisation ou entité, domestique ou étrangère;

Conclure, faire, exécuter et exploiter ou canceler et annuler des contrats d'entreprise ou contrats aux fins de placer ou de garantir le placement des valeurs de toute compagnie, corporation, association, société, firme, fiducie, syndicat, individu, gouvernement, état, municipalité ou autre division ou subdivision politique ou gouvernementale, domestique ou étrangère, ou de toute combinaison, organisation ou entité domestique ou étrangère, et agir comme gérant de toute entreprise ou syndicat d'achat ou de vente ou tout autre syndicat formé conformément ou en rapport avec tous tels contrats;

Obtenir que soit formée, absorbée ou réorganisée ou liquidée, et promouvoir, prendre charge et aider de toute manière permise par la loi, la formation, l'absorption, la liquidation ou la réorganisation de toute compagnie, corporation, association ou organisation de toute nature, domestique ou étrangère;

Manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer, importer, exporter, distribuer, faire le trafic et le commerce, soit comme principal ou agent, d'effets, produits, marchandises et matériaux de toute nature et description, soit actuellement connus ou qui seront dans l'avenir découverts ou inventés;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir, détenir, avoir, posséder, aménager, améliorer, développer, faire le commerce, vendre, transporter, céder, hypothéquer, gager ou autrement grever aucune et toutes propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières, de toute nature et description et propriétés partagées soit de la nature de propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, et droits, immeubles, intérêts, franchises, permis et privilèges sur telles propriétés, réelles, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes, situées ou localisées en n'importe quel endroit;

Faire ou obtenir que les titres légaux et/ou tout immeuble, droit ou intérêt dans toutes propriétés, soit réelles, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes, possédées, acquises, contrôlées ou exploitées par la compagnie, demeurent ou soit dévolus ou enregistrés au nom de ou exploités par toute personne, firme, association, compagnie ou corporation, domestiques ou étrangères, formées ou devant être formées, soit par fiducie ou comme agents ou nominataires de la compagnie ou d'après tous autres termes ou conditions appropriés qui seront jugés avantageux pour la compagnie par le bureau de direction;

Entreprendre, conduire, aider, promouvoir et

guarantee the performance of sinking fund and other obligations, of any stocks, bonds, obligations or other securities or evidences of indebtedness of, and to guarantee in any way permitted by law the performance of any of the contracts or other undertakings of any company, corporation, association, partnership, firm, trustee, syndicate, individual, government, state, municipality or other political or governmental division or subdivision, domestic or foreign, or any combination, organisation, or entity, domestic or foreign, in which or in whose affairs the Company may otherwise be or become interested;

To loan money with or without collateral or other security to any company, corporation, association, partnership, firm, trustee, syndicate, individual, government, state, municipality or other political or governmental division or subdivision, domestic or foreign, or any combination, organization or entity, domestic or foreign;

To enter into, make, perform and carry out or cancel and rescind contracts of underwriting or contracts to place or to guarantee the placing of the securities of any company, corporation, association, partnership, firm, trustee, syndicate, individual, government, state, municipality or other political or governmental division or subdivision, domestic or foreign, or of any combination, organization or entity, domestic or foreign, and to act as manager of any underwriting or purchasing or selling syndicate or any other syndicate formed pursuant to or in connection with any such contracts;

To cause to be formed, merged or reorganized or liquidated, and to promote, take charge of and aid in any way permitted by law, the formation, merger, liquidation or reorganization of any company, corporation, association or organization of any kind, domestic or foreign;

To manufacture, produce, purchase or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, import, export, distribute, deal in and with, whether as principal or agent, goods, wares, merchandise, and materials of every kind and description, whether now known or hereafter to be discovered or invented;

To purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire, hold, own, possess, equip, improve, develop, deal in, sell, convey, assign, mortgage, pledge or otherwise encumber any and all real and personal, moveable and immovable property, of every kind and description and property partaking of the nature of either real or personal, moveable or immovable property, and rights, estates, interests, franchises, licenses and privileges in such property, real, personal, moveable, immovable or mixed, wherever situated or located;

To cause or allow the legal title and/or any, estate, right or interest in any property, whether real, personal, moveable, immovable or mixed, owned, acquired, controlled or operated by the Company, to remain or to be vested or registered in the name of or operated by any person, firm, association, company or corporation, domestic or foreign, formed or to be formed, either upon trust for or as agents or nominees of the Company or upon any other proper terms or conditions which the Board of Directors may consider for the benefit of the Company;

To undertake, conduct, assist, promote and

participer de toute façon à des entreprises, commerces, industries, aventures, ou opérations;

Conclure tout arrangement légal pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques, ou la coopération avec toute personne, société, association, combinaison, organisation, entité, compagnie ou corporation exerçant ou se proposant d'exercer tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou tout commerce ou transaction jugés nécessaires, convenables ou incidents à l'exercice d'aucun des objets de la compagnie;

Agir en toute qualité quelconque comme agent ou représentant commercial ou d'affaires, général ou spécial, pour toute compagnie, corporation, association, société, firme, fiducie, syndicat, individu, gouvernement, état, municipalité ou autre division ou subdivision politique ou gouvernementale, domestique ou étrangère, ou pour toute combinaison, organisation ou entité, domestique ou étrangère;

Emprunter de l'argent, émettre des billets, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, garanties ou non-garanties de la compagnie, de temps à autre, pour des deniers empruntés ou en paiement de propriétés achetées ou pour aucun des autres objets ou fins de la compagnie; les garantir par mortgages, hypothèques, nantissements, liens, privilèges ou charges ou cession ou transfert d'aucune ou toutes propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières, présentes ou futures, de la compagnie en n'importe quel endroit qu'elles soient situées, soit par acte ou actes de fiducie ou autrement; et vendre, nantir ou autrement disposer d'aucun ou tous billets, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de telle manière et à tels termes qui seront jugés judicieux; conférer en aucune manière permise par la loi sur les porteurs de tous billets, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, garanties ou non-garanties, le droit de convertir le capital d'icelle en actions de la compagnie à tels termes et conditions qui seront jugés convenables; créer, émettre, vendre ou autrement disposer de deniers, propriétés ou autres considérations jugées utiles aux fins de la compagnie, de certificats donnant aux porteurs le droit à un intérêt dans toutes ou aucune partie des valeurs de temps à autre détenues par la compagnie; et permettre aux porteurs de toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie garanties par biens spécifiques, de partager dans les revenus de tels biens en raison de, ou en plus d'un remboursement fixé sur leur placement;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, exercer, développer, exploiter et introduire et vendre, céder, octroyer des permis en ce qui les concerne ou autrement disposer de tous brevets et inventions, améliorations et procédés, marques de commerce et noms de commerce, et acquérir, utiliser, exercer ou autrement faire valoir les permis en ce qui concerne tous tels brevets, inventions, procédés et leurs semblables, ou tous tels droits de propriété;

Absorber, s'amalgamer ou se consolider conformément à la loi, avec toute autre compagnie ou compagnies dûment autorisées par la loi à exercer en tout ou en partie aucun genre de commerce d'une nature semblable ou similaire à aucun commerce que la compagnie est par la loi autorisée à exercer; et organiser, promouvoir, gérer, contrôler et maintenir et dissoudre, absorber ou consolider une ou plusieurs corporations dans les

participate in every kind of commercial, industrial, mercantile or mining enterprise, business, undertaking, venture, or operation;

To enter into any legal arrangement for sharing profits, union of interest, reciprocal concession, or cooperation with any person, partnership, association, combination, organization, entity, company or corporation carrying on or proposing to carry on any business which the Company is authorized to carry on, or any business or transaction deemed necessary, convenient or incidental to carrying out any of the objects of the Company;

To act in any capacity whatsoever as commercial or business agent or representative, general or special, for any company, corporation, association, partnership, firm, trustee, syndicate, individual, government, state, municipality or other political or governmental division or subdivision, domestic or foreign, or for any combination, organization or entity, domestic or foreign;

To borrow money, to issue notes, bonds, debentures, debenture stock, or other securities, secured or unsecured, of the Company from time to time, for moneys borrowed or in payment for property purchased or for any of the other objects or purposes of the Company; to secure the same by mortgage, hypothec, pledge, lien, privilege or charge upon, or cession or transfer of any or all of the property, real and personal, moveable and immoveable, present or future of the Company wheresoever situated, whether by deed or deeds of trust or otherwise; and to sell, pledge or otherwise dispose of any or all such notes, bonds, debentures, debenture stock or other securities in such manner and upon such terms as may be deemed judicious; to confer in any manner permitted by law upon the holders of any notes, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company, secured or unsecured, the right to convert the principal thereof into stock of the Company upon such terms and conditions as may be deemed advisable; to create, issue, sell and otherwise dispose of for money, property or other considerations, deemed useful for the purpose of the Company, certificates entitling the holder to an interest in all or any part of the securities from time to time held by the Company; and to permit the holders of any notes, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company secured by specific assets, to share in the income of such assets in lieu of, or in addition to, a fixed return on their investment;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, exercise, develop, operate and introduce, and to sell, assign, grant licenses in respect of, or otherwise dispose of, any patents and inventions, improvements and processes, trade marks and trade names, and to acquire, use, exercise, or otherwise turn to gain, licenses in respect of any such patents, inventions, processes and the like, or any such property rights;

To merge, amalgamate or consolidate in accordance with law, with any other company or companies duly authorized by law to carry on, in whole or in part, any kind of business of a nature the same or similar to any business which the Company is duly authorized by law to carry on; and organize, promote, manage, control and maintain and dissolve, merge or consolidate one or more corporations in the shares or securities

actions ou valeurs desquelles la compagnie peut être ou devenir intéressée pour telle fin ou fins qui peuvent aider ou augmenter les objets ou fins de la compagnie;

Vendre, céder, transférer, transporter, hypothéquer, donner en gage ou autrement disposer de toutes les propriétés, réelles et personnelles, mobilières et immobilières, et tout le commerce de la compagnie en aucun temps, y compris toute sa clientèle et tous ses biens, privilèges, franchises et droits de toute nature quelconque, soit en argent ou à crédit ou en considération du transfert de la compagnie d'actions, billets, obligations, débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs ou titres de créances dans toute corporation ou corporations, et à tels termes et conditions que le bureau de direction de la compagnie jugera convenables, et pour les meilleurs intérêts de la compagnie lorsque et tel que approuvé par une majorité du nombre total des votes appartenant à toutes les actions ayant dans le temps, droit de vote, et étant émises et en cours, donné à une assemblée des actionnaires dûment convoquée pour cette fin, ou lorsque approuvé par le consentement écrit des actionnaires ayant droit à une majorité de tel nombre total de votes;

Entreprendre, donner par contrat ou exercer aucun commerce se rapportant ou pouvant aider ou être avantageux à aucun des objets ou fins de la compagnie;

Faire aucune des choses ci-dessus énumérées dans les présentes pour elle-même ou pour le compte d'autres, et faire et réaliser des contrats pour aucune partie d'icelles;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer, en assurant ou garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou toutes débiteures, actions-débiteures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les profits nets ou surplus ou les bénéfices nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débiteures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Conduire son commerce en toutes ou aucune de ses spécialités en autant qu'il est permis par la loi, maintenir des bureaux et agences; et en autant qu'il peut être requis dans la transaction convenable de son commerce ou la conduite de ses opérations, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, transporter ou autrement disposer des propriétés, réelles et personnelles, mobilières et immobilières de toutes classes et description et en n'importe quel endroit qu'elles sont situées;

En général, faire aucune ou toutes les choses ci-devant énoncées dans les présentes et telles autres choses qui sont incidentes ou appropriées à la réalisation des objets et fins de la compagnie, comme principal, facteur, agent, entrepreneur ou autrement, soit seul ou conjointement avec toute personne, firme, association, compagnie ou corporation; ou dans l'exercice de son commerce ou dans le but d'atteindre ou augmenter aucun de

of which the Company may be or become interested for such purpose or purposes as may aid or advance the objects and purposes of the Company;

To sell, assign, transfer, convey, mortgage, pledge, and otherwise dispose of all the property, real and personal, moveable and immoveable, and the entire business of the Company at any time, including its entire good-will and all its assets, privileges, franchises and rights of whatever sort, either for cash or upon credit, or in consideration of the transfer to the Company of shares, notes, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or evidences of interest in any other corporation or corporations, and under such terms and conditions as the Board of Directors of the Company may deem expedient and for the best interests of the Company, when and as approved by a majority of the total number of votes appertaining to all the shares having at the time voting power issued and outstanding given at a shareholders' meeting duly called for that purpose, or when approved by the written consent of shareholders entitled to a majority of such total number of votes;

To undertake, contract for or carry on any business incidental to or in aid of, or advantageous in pursuance of, any of the objects or purposes of the Company;

To do any of the things herein before enumerated for itself or for account of others and to make and perform contracts for doing any part thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person, or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, underwriting or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To distribute in specie or otherwise as dividends legally declared out of the net earnings or surplus of the Company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To conduct its business in all or any of its branches so far as permitted by law, to maintain offices and agencies; and as may be requisite in the convenient transaction of its business or conduct of its operations, to purchase or otherwise acquire, hold, own, mortgage, sell, convey or otherwise dispose of real and personal, moveable and immoveable property of every class and description and wheresoever situate;

In general, to do any or all of the things herein before set forth and such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and purposes of the Company, as principal, factor, agent, contractor or otherwise, either alone or in conjunction with any person, firm, association, company or corporation; and in carrying on its business and for the purpose of attaining or furthering any of its objects, to enter

ses objets, conclure, faire, réaliser et exécuter des contrats avec toute compagnie, corporation, association, société, firme, fiducie, syndicat, individu, gouvernement, état, municipalité ou autre division ou sub division politique ou gouvernementale, domestique ou étrangère, ou toute combinaison, organisation ou entité, domestique ou étrangère, ou tout autre corps; et faire tels actes et choses et exercer aucun ou tous tels pouvoirs au même degré qu'une personne naturelle peut ou pourrait faire dans toute l'étendue autorisée ou permise à une compagnie en vertu de toutes lois qui peuvent être actuellement ou qui pourront être dans la suite applicables ou convenables à la compagnie;

Les clauses ci-dessus seront chacune interprétées comme fins et pouvoirs, et les objets exprimés dans chaque clause, excepté tel que expressément autrement prévu, ne seront en aucune manière limités par induction ou déduction des termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins, objets et pouvoirs indépendants, et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée de façon à limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux ou les pouvoirs généraux de la compagnie qui sont actuellement ou qui seront dans la suite conférés par les lois de la Province de Québec, ni l'expression d'une chose ne pourra être jugée en exelure une autre quoiqu'elle soit d'une même nature, mais non exprimée;

Rien de contenu dans les présentes ne sera interprété comme donnant tous droits, pouvoirs ou privilèges qui ne lui sont pas permis par la loi;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "Falcon Investment Company, Limited", avec un capital-actions total de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2151

Sous-secrétaire de la Province.

into, make, perform and carry out contracts with any company, corporation, association, partnership, firm, trustee, syndicate, individual, government, state, municipality or other political or governmental division or subdivision, domestic or foreign, or of any combination, organization or entity, domestic or foreign, or any other body whatsoever; and to do such acts and things, and to exercise any and all such powers to the same extent as a natural person might or could lawfully do to the full extent authorized or permitted to a Company under any laws that may be now or hereafter applicable or available to the Company;

The foregoing clauses shall each be construed as purposes, objects and powers, and the matters expressed in each clause shall, except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to, or inference from terms of any other clause, but shall be regarded as independent purposes, objects and powers, and the enumeration of specific purposes, objects and powers shall not be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms or the general powers of the Company now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor shall the expression of one thing be deemed to exclude another, although it be of like nature, not expressed;

Nothing herein contained shall be construed as giving the Company any rights, powers or privileges not permitted to it by law;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are stock-holders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other Directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Falcon Investment Company, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2152

Assistant Provincial Secretary.

"General Credit, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1932, constituant en corporation: Philip Popliger, marchand, Alexander Israel Popliger et Sidney Louis Kursner, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

"General Credit, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1932, incorporating: Philip Popliger, merchant, Alexander Israel Popliger and Sidney Louis Kursner, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Souscrire, convenir d'acheter et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit comme propriétaire, ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente et céder, transporter, ou autrement disposer ou faire le commerce d'hypothèques, mortgages, balances de prix, garanties par privilèges ou autrement et réclamations, conventions d'achat ou de vente et obligations de toute nature et description et aussi d'obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, traites, récépissés d'entrepôt, billets à ordre, conventions de vente conditionnelle, contrats, comptes recevables et toutes sortes d'effets de commerce et de titres de créance de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute corporation de banque ou de services publics, ou compagnie commerciale, industrielle ou autre, ou individu ou association, et transiger et faire les opérations d'une agence financière générale, de courtiers en placements, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

Agir comme courtiers en assurance et comme agents et courtiers pour le placement, les prêts, les paiements, la transmission et l'encaissement de deniers; et accepter et accomplir comme procureurs, agents ou autrement, toute transaction d'affaires, le placement de fonds et le recouvrement de prêts, rentes, intérêts et dividendes et l'émission et la confection, la manipulation ou le recouvrement d'hypothèques, débentures, obligations, comptes, billets, coupons et autres valeurs ou argents;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des propriétés immobilières, ou intérêts en icelles, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dites propriétés immobilières ou aucune d'icelles, et vendre, louer ou échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute portion des dites propriétés immobilières, et tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou qui seront à l'avenir érigés sur icelles, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires; ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, améliorer, modifier ou administrer les dites propriétés immobilières et édifices, et prendre ou détenir des mortgages et hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune des propriétés immobilières, bâties ou constructions ainsi vendues et vendre les dits mortgages et hypothèques ou autrement en disposer;

Contracter des emprunts d'argent pour le ou les montants, au taux d'intérêt et aux termes et conditions jugés convenables, engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées avec les intérêts, et à l'exécution des termes et conditions et, s'il y a lieu, hypothéquer ou donner en gage la totalité ou toute partie des biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts et l'exécution des termes et conditions;

Vonsentir des prêts d'argent aux termes et conditions et aux taux d'intérêt jugés convenables et prendre toutes les garanties pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des conditions que la compagnie jugera à propos;

Garantir le paiement d'argents garantis par ou payables en vertu ou relativement à toutes obligations, débentures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres garanties de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold, either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price, secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description and also in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouses receipts, promissory notes, conditional sale agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, individual or association, and to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

To act as insurance brokers, and as agents and brokers for the investments, loans, payments, transmission and collection of money and to accept and fulfil as attorneys, agents or otherwise, any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rent, interest, dividends and the issuing, making, handling and collecting of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or monies;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire immovable properties or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said immovable properties or any of them and to sell, lease or exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of such immovable properties and all or any of the buildings or structures that are now or may be hereafter erected thereon, and to take such security therefore as may be deemed necessary, to erect buildings and deal in building materials, to improve, alter or manage the said immovable properties and buildings and to take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance of the purchase price on any of the immovable properties, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of the said mortgages or hypothecs;

To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions and, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immovable and moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest and the fulfilment of the terms and conditions;

To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions as the company may think proper;

To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company, and to raise and

compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers ou aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, et garantir l'exécution des contrats ou le paiement des obligations ou autrement aider et secourir toute personne, firme ou corporation dans laquelle la compagnie pourrait être financièrement intéressée ou avec lesquelles elle pourrait avoir des relations d'affaires et agir comme employés, agents ou gérants d'aucune de ces opérations ou firmes;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays ou état étranger et y désigner des personnes d'après les lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toutes procédures ou poursuites;

Acquérir par achat, échange, souscription originale, émission, participation dans les syndicats ou autrement toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et autres valeurs d'autres compagnies organisées en tout pays quelconque, et des débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émis ou garantis par tout souverain, gouvernement, commissaire, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit au pays ou à l'étranger, et les détenir absolument comme propriétaire ou par voie de garantie additionnelle ou autrement, et les vendre, transporter, nantir, hypothéquer, donner en gage, créer des privilèges ou autrement en disposer ou les négocier et acquérir par achat, échange ou autrement posséder, détenir, vendre, transporter, disposer et autrement négocier des terrains et intérêts sur des terrains, constructions et immeubles et propriétés immobilières de toutes sortes et acheter, négocier, céder, transférer et disposer d'hypothèques, mortgages et valeurs similaires;

Investir et réinvestir de temps à autre les fonds de la compagnie, y compris les fonds prélevés par des emprunts de la manière et dans des propriétés réelles et personnelles, y compris des terrains et hypothèques, et dans des valeurs qui seront de temps à autre déterminées, et varier et changer ses placements;

Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces et entreprises;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, et en disposer autrement;

Répartir, émettre et livrer des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toutes propriétés, contrats, droits, actions, débentures, obligations ou autres valeurs

assist in raising money for and to aid by way of bonus, loans, promise, endorsement and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein, according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To acquire by purchase, exchange, original subscription, underwriting, participation in syndicates, or otherwise, any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations and other securities of other companies, wheresoever organized, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any sovereign ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and to hold, absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, transfer, mortgage, hypothecate, pledge, create liens on or otherwise dispose thereof or deal therewith and to acquire by purchase, exchange or otherwise own, hold, sell, convey, dispose of and otherwise deal in lands and interest in lands, buildings and real estate and immoveable property of every kind and to purchase, deal in, assign, transfer and dispose of hypothecs, mortgages and similar securities;

To invest and re-invest from time to time the funds of the Company, including funds raised by borrowing in such manner and in such properties real and personal, including lands and mortgages and in such securities as may from time to time be determined, and to vary and change such investments;

To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit, as holder of or interested in any share, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business and undertaking;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, and otherwise deal with the same;

To allot, issue and deliver fully paid and non-assessable shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the Company in payment or part payment of any property, contracts, rights, shares, debentures, bonds or other securities of any other company which this Company

de toute autre compagnie que cette compagnie peut acquérir pour les fins de son commerce;

Rémunérer toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite des opérations; et avec l'approbation des actionnaires, répartir, émettre et livrer des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie en paiement partiel pour les services ainsi rendus;

Faire des avances de deniers et garantir toutes obligations et contrats ou autrement assister et aider en aucune manière toute compagnie ou corporation dont les actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et autres valeurs sont détenus par cette compagnie, et faire tout acte ou chose pour la conservation ou la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur de toutes telles actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

Promouvoir ou aider à la promotion d'aucune compagnie subsidiaire, auxiliaire ou autre, exerçant ou ayant le droit d'exercer tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, et accepter en paiement de ses services pour l'organisation de telle compagnie, des actions entièrement libérées, des obligations, ou des garanties de la dite compagnie, acheter, souscrire ou autrement acquérir ses actions, obligations ou débentures, et détenir, vendre, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

S'unir et se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement, les propriétés, franchises, entreprise et commerce de toute compagnie, et en assumer les obligations et les payer en entier ou en partie en argent, actions, bons, obligations ou autres garanties de la compagnie;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; ou de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée comme propriétaire d'aucune de ses actions, titres ou obligations, débentures ou autres valeurs;

Améliorer, gérer, développer, échanger, louer et disposer, faire valoir ou autrement négocier toute ou aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie et sujet de toute manière aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, distribuer aucune des propriétés de la compagnie entre les membres, en espèces, et en particulier les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui peut assumer toute ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie et toutes actions, débentures ou valeurs dans toutes autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie a le pouvoir de disposer;

Accepter en paiement de tout travail fait par la

may acquire for the purpose of its business;

To remunerate any person, firm or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of the business; and, with the approval of the shareholders, to allot, issue and deliver fully paid and non-assessable shares of the capital stock of the Company in part payment for services so rendered;

To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities are held by the Company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stocks, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

To promote or assist in promoting any subsidiary, allied or other company carrying on or having power to carry on any business altogether or in part similar to that of this Company, and to accept in payment of its services in promoting this company, fully paid up shares, bonds or securities of said Company, and to purchase, subscribe for or otherwise acquire its shares, bonds and securities of said company, and to purchase, subscribe for or otherwise acquire its shares, bonds or debentures, and to hold, sell, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertaking and business of any company, and to assume the obligations thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, or of any company in which the Company is interested as the holder of any of its shares, stocks, bonds, debentures or other securities;

To improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company, and subject in all respect to the provisions of the Quebec Companies' Act, to distribute any of the Company's property among the members in specie, and in particular the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the Company and any shares, debentures or securities in any other companies belonging to the Company or which the Company may have power to dispose of;

To accept in payment of any work done by

compagnie ou dette due à la compagnie, des titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, commissions, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "General Credit, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les Cité et District de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2153

Sous-secrétaire de la Province.

"Glassberg's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1932, constituant en corporation: Michael Garber, de Westmount, Jacob-Harold Blumenstein, et Sol-Sidney Fels, de Montréal, tous trois avocats, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de soieries, lainages, habillement, chapeaux, casquettes, fourrures, articles de mode, vêtements, tweeds, tissus, marchandises sèches, cotonnades, drap et dentelles, articles en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements et articles de toilette, parfumerie, savon et tous autres articles, commodités, marchandises et choses nécessaires aux fins de la compagnie, et agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, costumiers, pelletiers, gantiers et négociants de caoutchouc, et agir comme agents-manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles, effets, objets, marchandises et matériels manufacturés;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, ou autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute nature et description;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune

or debt due to the Company stock, shares, bonds, debentures or other securities of any other Company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills, etc., lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons;

To do all or any of the above things as principals, agents, or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "General Credit, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) (common) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2154

Assistant Provincial Secretary.

"Glassberg's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixteenth day of March, 1932, incorporating: Michael Garber, of Westmount, Jacob-Harold Blumenstein, and Sol Sidney Fels, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade in and deal with all kinds of silks, woollens, clothing, hats, caps, furs, millinery, wearing apparel, tweeds, fabrics, dry goods, cottons, cloth and laces, india rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments and toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the Company, and to act as tailors, drapers, hosiers, costumiers, furriers, gloves and dealers in india-rubber, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

To manufacture, purchase, and in any manner acquire, to own, hold, and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of, and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way

manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Glassberg's, Limited", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Faire des prêts d'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par aucune de ces personnes, sous le nom de "Glassberg's, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2155

Sous-secrétaire de la Province.

"Joseph Dress Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1932, constituant en corporation: Lazarus Phillips, avocat et conseil en loi du roi, Lionel-Albert Sperber, et Louis-Mortimer Bloomfield, avocats, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Importer, exporter, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce généralement de robes et confections de toutes sortes pour dames, comme principaux et comme agents;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerce ou franchises que

shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Glassberg's, Limited", and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places where the business of the company may be carried on;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "Glassberg's, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2156

Assistant Provincial Secretary.

"Joseph Dress Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1932, incorporating: Lazarus Phillips, advocate and King's Counsel, Lionel Albert Sperber, and Louis Mortimer Bloomfield, advocates, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, manufacture and deal generally in ladies' dresses and ready-to-wear garments of all kinds, both as principals and as agents;

To pay for any property, movable or immovable, rights, privileges, business or franchises

cette compagnie peut acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, hypothéquer, aliéner ou autrement approprier tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits et s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou acquérir autrement, posséder et détenir et vendre et aliéner des actions, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre, et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans et d'autres compagnies ou individus;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but, et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliquent pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, exception faite des employés actuels et anciens qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi, sous le nom de "Joseph Dress Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

which the Company may acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the Company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the Company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, hypothecate, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the Company may think fit;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, and other obligations of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this Company is authorized to carry on, on such terms as this Company may decide;

To purchase, take in exchange or in payment, or otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, bonds, and other securities in other companies having objects similar, in whole or in part, to those of this Company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the Company, represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Issue debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the Company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, in or any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the Company or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the Company, and who have continued so to be after leaving its employ, under the name of "Joseph Dress Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2157 Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2158 Assistant Provincial Secretary.

"Jos. Lacasse Footwear Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars, 1932, constituant en corporation: Joseph Perron, marchand, Stanislas Lagueux, boucher, Wilfrid Jacques, arpenteur, Placide Lessard, épicer, et Jos. Lacasse, manufacturier de chaussures, tous domiciliés dans le village de Saint-Joseph-de-Beauce, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, importer, exporter et vendre des chaussures en cuir et en caoutchouc, de toute nature, et tous articles, composés, ingrédients et produits s'y rapportant ou y appartenant de toute façon quelconque; faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs et marchands de souliers, bottines, guêtres et chaussures de toute nature et description, et toutes autres marchandises appartenant de toute manière ou incidentes au dit commerce; exercer le commerce en détail de marchands de chaussures et agir comme négociants de toutes sortes de chaussures, articles en caoutchouc, polis, vernis, et toutes autres marchandises qui peuvent être convenablement achetées ou vendues en rapport avec le commerce de la compagnie;

Manufacturer, acheter, importer ou exporter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de polis, vernis et choses de même nature, appartenant à l'industrie des chaussures en cuir et en caoutchouc;

Manufacturer, acheter, importer, exporter, vendre et louer ou faire le commerce de machineries de toute nature se rapportant à ou incidentes à la fabrication de bottines, souliers, guêtres, claques, semelles, formes, et toutes sortes de chaussures en cuir, feutre ou drap;

Agir comme agent spécial pour toute compagnie ou fabricant exerçant le commerce de toutes sortes de chaussures, guêtres, semelles, formes, polis et vernis, et aussi agir comme marchands à commission, courtiers ou facteurs;

Payer pour toutes propriétés réelles ou personnelles acquises par la compagnie, en actions entièrement libérées de son capital-actions privilégiées et communes, et payer moyennant des droits régaliers pour toutes formules, récépissés, procédés secrets et machineries ainsi acquis;

Pour les fins susdites, exercer l'industrie d'entreposage, de courtiers en douane et d'emmagasinage;

Distribuer en espèces ou autrement, au moyen de dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

"Jos. Lacasse Footwear Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1932, incorporating: Joseph Perron, merchant, Stanislas Lagueux, butcher, Wilfrid Jacques, land surveyor, Placide Lessard, grocer, and Jos. Lacasse, shoe manufacturer, all residing in the village of Saint Joseph de Beauce, for the following purposes:

To manufacture, buy, import, export and sell leather and rubber footwear of every description, and all goods, compounds, ingredients and products in any way relating or pertaining thereto; to carry on the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in shoes, boots, gaiters and footwear of every kind and description, and all other goods in any way pertaining to or incidental to the said business; to carry on the business of retail shoe merchants and to act as jobbers in all kinds of footwear, rubber goods, polishes, varnishes and all other goods which may conveniently be bought or sold in connection with the business of the Company;

To manufacture, buy, import or export, sell and deal in all kinds of polishes, varnishes and the like, pertaining to leather and rubber footwear;

To manufacture, buy, import, export, sell and lease or deal in machinery of any kind in connection with or incidental to the manufacture of boots, shoes, gaiters, rubbers, soles, lasts, and all kinds of leather, felt or cloth footwear;

To act as special agent for any company or manufacturer dealing in all kinds of footwear, gaiters, soles, lasts, polishes and varnishes, and also to act as commission merchants, brokers or factors;

To pay for any real or personal property acquired by the Company in fully paid up preferred or common shares of its capital stock, and to pay royalties for any formulae, recipes, secret processes and machinery so acquired;

For the purposes aforesaid, to carry on the business of bonded warehouses, custom brokers and storage warehouses;

To distribute in specie or otherwise any assets as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie dont la compagnie a l'autorisation d'acquiescer les titres, actions, débetures ou autres valeurs;

Rémunérer, soit au moyen de commission, bonis ou autrement, tous ou aucun des actionnaires de la compagnie ou toute personne, personnes ou compagnie pour services rendus ou à rendre, qui pourraient aider ou tendant à aider la compagnie dans aucune de ses entreprises, soit directement ou indirectement, ou en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres garanties de la compagnie;

Payer toutes ou aucune des dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Exercer toute autre industrie ou activité, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucune des industries ou aucun des objets susdits, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acheter, vendre, céder, aliéner, manufacturer, importer, exporter et faire généralement le commerce de gros et de détail des peaux crues et tannées, et de tous les produits de matières premières s'y rattachant;

Faire le commerce de tanneur, spécialement organiser la tannerie du cuir sous toutes ses formes;

Acquiescer tout meuble ou tout immeuble pour des fins commerciales ou manufacturières, ou autres fins;

Pouvoir établir des magasins de toute sorte et y vendre et commercer sur tous les produits que la Compagnie jugera à propos;

Avoir le pouvoir de vendre tout son actif mobilier et immobilier à condition que le tout soit approuvé par la majorité des actionnaires porteurs du capital-actions privilégiées "A", convoqués par une assemblée spéciale;

Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie, ou qui s'y rattachent;

Acquiescer toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

Obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger, ou province, et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays ou province étrangers, représenter cette compagnie et accepter des services pour et au nom de cette compagnie dans tout procès ou poursuite;

Demander, acheter, ou par tout autre moyen acquiescer et protéger, prolonger et renouveler, soit au Canada ou ailleurs, des brevets, des droits brevetés, brevets d'invention, permis, marques de commerce, protections et concessions qui sembleront probablement être avantageux et utiles à la compagnie, et utiliser, mettre en valeur et industrialiser ou octroyer des permis ou privilèges en ce qui les concerne, et dépenser de l'argent à faire des expériences, et éprouver, et améliorer ou essayer d'améliorer tous brevets, inventions ou droits que la compagnie peut acquiescer ou se propose d'acquiescer;

Placer et négocier les deniers de la compagnie

To consolidate or amalgamate with any other company whose stock, shares, debentures or other securities the Company is authorized to acquire;

To remunerate, whether by means of commission, bonuses or otherwise, any or all of the stockholders of the company or any person, persons or company for services rendered or to be rendered, which may help or tend to help the company in any of its undertakings, either directly or indirectly or in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the Company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To carry on any other business or activity, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the foregoing businesses or objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, sell, assign, manufacture, alienate, import, export and deal generally, wholesale and retail, in raw and tanned hides and in any products and raw materials connected therewith;

To carry on business as tanner and especially to organize the tanning of leather under all the forms thereof;

To acquire any movable or immovable for commercial, manufacturing or other purposes;

To be empowered to establish stores of every kind and sell and deal in any products which the company may deem proper;

To be empowered to sell the whole of its assets either movable or immovable, on condition that the whole be approved by the majority of the shareholders of preferred capital stock "A" called by special meeting;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, or province, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country or province, to represent this Company and to accept service for and on behalf of this Company of any process or suit;

To apply for, purchase or by any other means acquire and protect, prolong and renew, whether in Canada or elsewhere, any patents, patent rights, *brevets d'invention*, licenses, trade marks, protections and concessions, which may appear likely to be advantageous or useful to the Company, and to use, turn to account and to manufacture under or grant licenses or privileges in respect of the same, and to expend money in experimenting upon and testing, improving or seeking to improve any patents, inventions or rights which the company may acquire or propose to acquire;

To invest and deal with the moneys of the

qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets à ordre, lettres de change, obligations, débetures, et titres de créances de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, nantissement ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par mortgage, nantissement ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Nul actionnaire ne pourra, sans le consentement des directeurs, vendre, aliéner ou transporter la totalité ou toute partie des actions qu'il détient dans la compagnie, à moins que ces actions, en tout ou en partie, aient été d'abord offertes aux directeurs qui auront une option d'acheter, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis par écrit de la part de l'actionnaire vendeur, la totalité ou toute partie desdites actions offertes en vente, au même prix que l'actionnaire vendeur est prêt à accepter de toute autre personne de qui il a reçu une offre par écrit, faite de bonne foi, de laquelle offre les directeurs ont droit de prendre connaissance, sous le nom de "Jos. Lacasse Footwear Co., Limited".

Le montant du capital-actions sera de \$55,000.00, divisé en parts de \$100.00 chacune, dont \$35,000.00 privilégiées "A", divisées en 350 actions de \$100.00 chacune, et \$20,000.00 commun, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Les actions communes auront droit d'élire seules un directeur et auront droit de voter aux assemblées pour les autres directeurs suivant leur nombre de parts;

Les actions privilégiées "A" jouiront d'un intérêt accumulé de 7% l'an sur les profits nets de la Compagnie payable le 1er février de chaque année;

Les surplus, qui resteront après le paiement des dividendes de 7% par an sur le montant versé et payé sur les actions privilégiées "A", devront être employés pour racheter les dites actions privilégiées "A", qui, une fois rachetées, ne seront pas réémises.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Joseph de Beauce, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

2159

"Jos. St-Onge, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1932, constituant en corporation: Arthur St-Onge, mécanicien, Edmond St-Onge, commerçant, et Georges St-Onge, commis, tous trois de la cité de Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, cultiver, produire, manufacturer, entreposer et autrement faire le commerce et le trafic, en gros et en détail, comme principal et comme agent, du pain, des grains, du foin, de la farine, des céréales, des engrais alimentaires, des provisions et des denrées de toutes sortes;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre, qui pourrait être exercée convenablement par la Compagnie en même temps que son commerce et son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens

Company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

No shareholder may, without the consent of the directors, sell, dispose of or transfer the whole or any part of his stockholding in the company until such shares in whole or in part shall first have been offered to the directors, who shall have an option to purchase, within thirty (30) days from receipt of notice in writing from the selling shareholder, the whole or any part of said offering at the same price as the selling shareholder is willing to accept from a third party from whom he has received a *bona fide* offer in writing, of which offer the directors shall be entitled to have communication, under the name of "Jos. Lacasse Footwear Co., Limited".

The amount of the capital stock will be \$55,000.00, divided into shares of \$100.00 each, of which \$35,000.00 will be preferred shares "A", divided into 350 shares of \$100.00 each, and \$20,000.00 of common stock divided into 200 shares of \$100.00 each.

The common shares alone are entitled to the election of one director and shall have voting right at the meetings for the other directors according to the number of shares;

The "A" preferred shares shall be entitled to a cumulative interest of 7% per annum out of the net profits of the company, payable on the 1st of February of each year;

The surplus, which remains after the payment of dividends of 7% per annum on the amount invested and paid on the "A" preferred shares, must be employed for the redeeming of the said "A" preferred shares, which, once redeemed, shall not be re-issued.

The head office of the company will be at Saint Joseph de Beauce, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

2160

"Jos. St-Onge, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1932, incorporating: Arthur St-Onge, mechanic, Edmond St-Onge, trader, and Georges St-Onge, clerk, all three of the city of Shawinigan Falls, for the following purposes:

To purchase, sell, import, export, grow, produce, manufacture, warehouse and otherwise trade and deal, wholesale and retail, as principal and as agent, in bread, grain, hay, flour, cereals, feed, provisions and foodstuffs of all kinds;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or industry or calculated directly or indirectly to enhance the value

ou droits de la Compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, louer ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, exploiter, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières, machineries et outillages jugés utiles à l'exercice de l'entreprise de la Compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie de l'entreprise, du commerce, des propriétés, biens ou obligations de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce similaire à celui que cette Compagnie est autorisée à exercer et les payer en tout ou en partie en deniers ou en actions ou autres valeurs de la Compagnie, ces actions ou valeurs étant totalement ou partiellement libérées;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des chèques, des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie, sous le nom de "Jos. St-Onge, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2161 Sous-secrétaire de la Province.

"Maison Chambord, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1932, constituant en corporation: Isidore Popliger, et David Miller, avocats, et Sara Cooper, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, commerçants, négociants et détaillants de vêtements de toute sorte et description pour dames, hommes et enfants, faire le commerce de marchandises sèches, soies, satins, fournitures pour tailleurs, tissus de toutes sortes et articles en drap et en coton généralement, et faire les affaires de tailleurs, costumiers et drapiers;

Exercer le négoce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et espèces d'articles, effets et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains, machines, usines et propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie;

of orrender profitab leany of the company's property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, exploit, improve, erect, modify and otherwise trade and deal in immovable property, machinery and equipment deemed useful to the carrying out of the undertakings of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the undertaking, business, property, assets liabilities of any person firm or company carrying on a business similar to that which the present company is authorized to carry on and to pay therefor in whole or in part in cash or in shares or other securities of the company, the said shares and securities being fully or partly paid up;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects wholly similar to those of the Company;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company, under the name of "Jos St-Onge, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2162 Assistant Provincial Secretary.

"Maison Chambord, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1932, incorporating: Isidore Popliger, and David Miller, advocates, and Sara Cooper, stenographer, spinster, of full age and majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers and retailers in ladies', men's and children's clothing of every kind and description, to deal in dry-goods, silks, satins, tailor's trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods, generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers;

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, imoporters, exporters and agents of all kinds and description of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie, ou qui s'y rattachent;

Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins susdites;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

Hypothéquer, mettre en gage, vendre, louer ou aliéner des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature et les vendre ou autrement les négocier;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susdit et émettre des actions entièrement libérées, en paiement ou paiement partiel du prix d'achat;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou engagements envers la compagnie, contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie, sous le nom de "Maison Chambord, Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2163

Sous-secrétaire de la Province.

"Shawinigan Sweet & Tea Room, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1932, constituant en corporation: Catherine Kotsonas, de Shawinigan Falls, veuve de Nicolas Huses, en son vivant du même lieu, Spiros Moshonas et Antonios Moshonas, restaurateurs, tous deux de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce dans tous genres et spécialités et, particulièrement, celui de restaurateur et de maison de pension, et, à cet effet, tenir ouverts au public des magasins et salle à manger, et autres locaux nécessaires pour les fins du commerce;

Faire affaires comme marchands, commerçants, manufacturiers, sous quelque forme que ce soit, de marchandises de toutes espèces et effets de commerce quelconques, et généralement de tout ce qui peut être l'objet du commerce;

Agir comme agent ou représentant de toute corporation, compagnie, association, syndicat ou individu, domestique ou étranger et, comme tels, aider au développement et à l'agrandissement des affaires;

Eriger ou construire sur tous terrains possédés ou loués par la Compagnie ou dans lesquels la Compagnie est en aucune manière intéressée, des bâtiments pour des fins commerciales ou autres;

Acheter le fonds de commerce d'autres personnes ou compagnies exploitant la ou les mêmes lignes de commerce et les payer soit par argent ou par parts acquittées du capital de cette Compagnie;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To purchase, or otherwise acquire any other properties, rights or interests, which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of the lands, works, trade-marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the same;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire, and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company, under the name of "Maison Chambord, Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2164

Assistant Provincial Secretary.

"Shawinigan Sweet & Tea Room, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1932, incorporating: Catherine Kotsonas, of Shawinigan Falls, widow of Nicolas Huses, in his lifetime of the same place, Spiros Moshonas and Antonios Moshonas, restaurant keepers, both of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on any kind and all lines of business and particularly that of a restaurant or boarding house, and, for such purpose, to open to the public stores and dining-rooms, and other premises necessary for the purposes of trade;

To carry on business as merchants, tradesmen, manufacturers, under any form whatsoever, of merchandise of every sort and articles of trade whatsoever, and generally of all that may form the object of trade;

To act as agent or representative of any native or foreign corporation, company, society, syndicate or individual and as such, to assist in the development and the enlarging of its or their business;

To erect or build on any land owned or leased by the company on in which the company may in any manner be interested, buildings for commercial or other purposes;

To purchase the stock in trade of other persons or companies carrying on the same line or lines of business, and to pay therefor either in cash or paid up shares of the capital stock of the said company;

Payer toutes dettes de cette Compagnie en deniers comptants, actions, débetures ou autrement;

Acquérir tous immeubles dont la dite Compagnie peut avoir besoin ou qu'elle jugera nécessaires pour les fins de son commerce;

Vendre ou disposer des biens de cette Compagnie ou de toute partie d'iceux, pour la compensation ou le prix que la Compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie;

Détenir et payer des actions, devenir actionnaires, acheter des débetures d'une ou de plusieurs compagnies légalement constituées en corporation;

Vendre, céder et aliéner, avec le consentement des deux tiers en valeur du capital payé de cette Compagnie, ses droits ou partie d'iceux, ainsi que son fonds de commerce ou actif ou partie d'icelui, à toutes personnes ou compagnies légalement constituées, pour le prix, considération, termes, clauses et conditions qu'elle trouvera convenables et, particulièrement, pour des actions, bons et obligations ou autres valeurs de telles personnes ou compagnies;

Faire toutes transactions et tous actes et exercer tous pouvoirs et attributions, quoique non prévus en ces présentes, tendant à promouvoir les intérêts de cette Compagnie;

Emprunter sur le crédit de la Compagnie, émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la Compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer et donner en garantie les biens meubles ou immeubles de la Compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la Compagnie, sous le nom de "Shawinigan Sweet & Tea Room, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2165 Sous-secrétaire de la Province.

To pay all the debts of the said company in cash, shares, debentures or otherwise;

To acquire any immovables which the said company may need or which it may deem necessary for the purposes of its business;

To sell or dispose of the property of the said company, or of any part thereof, for such consideration or price as may be deemed suitable, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company;

To hold and pay for shares, to become shareholders, to purchase debentures of one or more legally incorporated companies;

To sell, assign and alienate, with the consent of two thirds in value of the paid up capital of the said company, its rights or part thereof, also its stock in trade or assets or part thereof, to any person or legally incorporated companies, for such price, consideration, terms, clauses and conditions as it may deem suitable and particularly, for shares, bonds and debentures or other securities of such persons or companies;

To carry out any transaction and to perform any acts and exercise any powers and things, though not set forth in these present Letters Patent, conducive to the promotion of the interests of the said company;

To borrow on the credit of the company, to issue bonds, debentures, or other securities of the company and to give as security or sell same at such price and sum deemed advisable, to hypothecate and give as security the movable and immovable property of the company or both to secure the payment of such bonds, debentures or of any loans of money contracted for the purposes of the company, under the name of "Shawinigan Sweet & Tea Room, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

2166 Assistant Provincial Secretary.

"The Diamond Clothing House, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1932, constituant en corporation: Benjamin Shulman, et Samuel-Alexander Shulman, avocats, et Dorothy Boretsky, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer, en gros et en détail, le commerce de marchands de vêtements et confections pour messieurs et tous autres articles s'y rapportant;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de même nature, y compris les machineries, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions dûment libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

"The Diamond Clothing House, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty sixth day of March, 1932, incorporating: Benjamin Shulman, and Samuel Alexander Shulman, advocates, and Dorothy Boretsky, stenographer, *fille majeure*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the business of clothing and gents' furnishing and all other articles incidental thereto;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and pay for same in cash, or duly paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débetures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débetures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises par toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateur ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, ou débetures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tout droit acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en argent ou en actions, obligations ou débetures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "The Diamond Clothing House, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

2167

To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, warehouses, stores and buildings and any interests or rights connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company, or corporation;

To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or right acquired by the company and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "The Diamond Clothing House, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary,

2168

ERRATUM

A la page 1455, de la Gazette Officielle du 2 avril, 1932, dans l'arrêté en Conseil No 679, "Concernant le Règlement concernant la Sollicitation", aux sixième et septième lignes dudit règlement, version anglaise, lisez: "wearing an appropriate garb", etc., au lieu de "wearing an appropriate badge, etc".

A la page 1457 de cette même Gazette Officielle du 2 avril, 1932, dans l'arrêté en Conseil No 686, "Concernant le Règlement relatif aux chalets", dans la troisième ligne de la version anglaise de l'article I, "Définition chalet" lisez: "for the lodging of", etc., au lieu de "for the accommodation of", etc.

Aussi à la page 1458 de cette même Gazette, et dans le même arrêté en Conseil, dans les cinquième et sixième lignes de la version anglaise de l'article 11, "Fenêtre", lisez: "with a window opening inside", au lieu de "with an indoor opening window";—dans la dernière ligne de l'article 12, "Peinture", lisez: "round or unbarked timber" au lieu de "logs or hewn timber" et dans la quatrième ligne de la version anglaise de l'article 16, "Cabinet de Toilette", lisez: "from the inside", au lieu de "Through an inside passage". 2211

ERRATUM

On page 1455 of the Official Gazette of April 2, 1932, in the Order in Council No. 679, "Respecting the Regulation respecting soliciting", in the sixth and seventh lines of the said regulation, read: "wearing an appropriate garb", etc., instead of "wearing an appropriate badge", etc.

On page 1457 of the same Official Gazette of April 2, 1932, in the Order in Council No. 686, "Respecting the regulation concerning Bungalows" in the third line of the article I, "Definition of Bungalow", read: "for the lodging of", etc., instead of "for the accommodation of", etc.,

Also on page 1458 of the same Gazette, and in the same Order in Council, in the fifth and sixth lines of article 11, "Windows", read: "with a window opening inside", instead of "with an indoor opening window"—in the last line of article 12, "Paint", read: "round or unbarked timber", instead of "logs or hewn timber" and in the fourth line of article 16, "Lavatory", read: "from the inside", instead of "through an inside passage".

2212

Assemblées

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Assemblée générale annuelle

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Montreal Tramways Company", sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice "Tramways Building", 159 rue Craig Ouest, Montréal, à midi, jeudi, le 31e jour de mars 1932.

Cette assemblée se réunira tel que convoquée et immédiatement ajournée jusqu'à lundi, le 25 avril 1932, à la même heure et au même endroit.

Les registres de transfert seront fermés à compter du 11ème jour de mars 1932 au 30ème jour de mars 1932 les deux dates inclusivement.

Par ordre du bureau.

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBEE.

Lundi, le 15 février 1932. 1743—12-4

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie dite "Quebec Central Railway Company", sera tenue aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, mercredi, le 20 avril mil neuf cent trente-deux, à midi, aux fins d'élire deux directeurs représentant les porteurs de valeurs, tel que requis par la constitution de la compagnie et pour la transaction de telles autres affaires qui seront jugées propres à être apportées devant l'assemblée.

Les actionnaires enregistrés le premier mars auront droit à assister et à voter à l'assemblée.

Par ordre du bureau,

Le secrétaire,
H.-C. OSWALD.

Montréal, le 1er mars 1932. 2057—14-3

Meetings

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the shareholders of the "Montreal Tramways Company" will be held at the Company's Offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, at 12 o'clock noon, on Thursday, the 31st day of March, 1932.

This meeting will be convened as called and immediately adjourned until Monday, the 25th. April, 1932, at the same time and place.

The transfer books will be closed from the 11th day of March, 1932 to the 30th day of March, 1932, both dates inclusive.

By order of the Board.

PATRICK DUBEE,
Secretary-Treasurer.

Monday, February 15th, 1932. 1744—12-4

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

NOTICE TO STOCKHOLDERS

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 20th April, one thousand nine hundred and thirty two, at 12 noon, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders as required by the constitution of the Company and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

By Order of the Board,

H. C. OSWALD,
Secretary.

Montreal, 1st March 1932. 2058—14-3

Assurance

Insurance

AVIS DE FORMATION D'UNE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "L'Association des Employés des Postes de Montréal", a été autorisée par un Ordre en Conseil portant le No 755 et approuvé par le Lieutenant-gouverneur le 24 mars 1932.

Le but de la dite société est déclaré être:

1. S'occuper et promouvoir parmi nos membres les œuvres sociales, charitables, sportives, etc.

2. Remplir en général les fins spécifiées au paragraphe 2^{ème} de l'article 65 de la Loi des Assurances de Québec et plus spécialement assister nos membres soit dans le besoin matériel, soit dans le besoin moral;

3. S'intéresser à toutes les questions affectant le service civil en général et plus particulièrement le département des postes;

4. Revendiquer, faire valoir et promouvoir les droits et les meilleurs intérêts de nos membres, soit comme individus, soit comme corps;

Le siège principal d'affaires de l'Association est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce 31^{ème} jour de mars 1932.

Pour le trésorier de la Province.

Le surintendant des Assurances,
2177 B.-ARTHUR DUGAL.

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE SOCIETY

Notice is hereby given that the formation of a charitable society under the name of "L'Association des Employés des Postes de Montréal", has been authorized by the Lieutenant-Governor in Council, bearing No. 755 and approved by the Lieutenant-Governor on March 24th, 1932.

The purpose of the said society is declared to be:

1. To encourage and promote among our members social, charitable and sporting works, etc.;

2. To fulfil in general the specific purposes of paragraph 2, of article 65 of the Quebec Insurance Act and more particularly to aid our members who are in either material or moral need;

3. To take an interest in all questions concerning civil service in general and more particularly the postal department;

4. To revendicate, further and promote the rights and the best interests of our members, either as individuals or as a body;

The principal place of business of the Association shall be in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 5 of article 66, of the Quebec Insurance Act, this 31st day of March, 1932.

For the Provincial Treasurer,

B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, (En faillite), No 125.

Dans l'affaire de Trefflé Bastien, failli, avis est par les présentes donné que le 29 mars 1932, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, Curateur aux biens du dit Trefflé Bastien, aux lieu et place de Pierre-Henri Dufresne, décédé.

Montréal, ce 1^{er} jour d'avril 1932.

Le curateur,
T.-D. PONTBRIAND.
57, Saint-Jacques-Ouest,
Montréal, P. Q. 2179

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (In Bankruptcy), No. 125.

In the matter of Trefflé Bastien, Insolvent, notice is hereby given that on the 29th day of March, 1932, the undersigned has been appointed Curator, by an order of the Superior Court, for the Estate of the said Trefflé Bastien, in place and stead of Pierre Henri Dufresne, deceased.

Montreal, this 1st day of April, 1932.

T. D. PONTBRIAND,
Curator.
57, Saint James Street West,
Montreal, P. Q. 2180

"CANADIAN BOND & SHARE CORPORATION"

Sommaire du Règlement spécial "A".

Le Règlement spécial "A" décrété par la compagnie "Canadian Bond & Share Corporation", pourvoit à la distribution de tous les biens de la compagnie *pro rata* entre ses actionnaires et, lorsque telle distribution des biens sera faite, à la dissolution de la compagnie et à l'abandon de sa charte.

Certifié Copie conforme.

Montréal, le 1^{er} avril 1932.

2181

Le secrétaire,
A.-H. LANG.

"CANADIAN BOND & SHARE CORPORATION"

Summary of Special By-Law "A"

Special By-law "A", enacted by "Canadian Bond & Share Corporation", provides for the distribution of all of the assets of that Company *pro rata* among its shareholders and, upon such distribution of assets being made, the dissolution of the Company and the surrender of its charter.

Certified True Summary.

Montreal, 1st April, 1932.

2182

A. H. LANG,
Secretary.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure, No 283. Dame Marie Joyal, épouse commune en biens de Eddie Boivin, commis, de Coaticook, dit district, demanderesse; vs le dit Boivin, défendeur.

Action en séparation de biens a été instituée le 30ième jour de mars 1932.

Le procureur de la demanderesse,
2175 J.-C. SAMSON.

Province de Québec, District de Montréal, No F-101579. Dame Bertha Silverberg, épouse de Morris Gass, marchand, a poursuivi son mari en séparation de biens.

Montréal, le 4 avril 1932.

Le procureur de la demanderesse,
2195 LOUIS GLAZER.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 99687. Dme Sarah Ethel Levine, épouse commune en biens de Léon Feigenbaum, marchand, des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le dit Léon Feigenbaum.

Daté à Montréal, ce 6ième jour d'avril 1932.

Le procureur de la demanderesse,
2213 JOSEPH-K. MERGLER.

Province of Quebec, District of Saint Francis, in the Superior Court, No. 283. Marie Joyal, wife common as to property of Eddie Boivin, Clerk, of Coaticook, in said district, plaintiff; vs her said husband, defendant.

Action in separation as to property has been instituted this 30th day of March, 1932.

J. C. SAMSON,
2176 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. F-101579. Dame Bertha Silverberg, wife of Morris Gass, merchant, has sued her husband in separation as to property.

Montreal, April 4th, 1932.

LOUIS GLAZER,
2196 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 99687. Dme. Sarah Ethel Levine, wife common as to property of Leon Feigenbaum, of the city and district of Montreal, merchant, has instituted an action in separation as to property against the said Leon Feigenbaum, her husband.

Dated at Montreal, this 6th day of April, 1932.

JOSEPH K. MERGLER,
2214 Attorney for plaintiff.

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Greenshields & Company, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1924, et par lettres patentes supplémentaires en date du cinquième jour de janvier 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour d'avril 1932, la compagnie "Greenshields & Company, Incorporated", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'avril 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2169 Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Greenshields & Company, Incorporated", incorporated by letters patent dated the twenty sixth day of February, 1924, and by Supplementary Letters Patent, dated the fifth day of January, 1925.

Notice is also given that from and after the second day of April, 1932, the company "Greenshields & Company, Incorporated", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of April, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2170 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Greenshields & Company, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour d'avril 1932, la compagnie "Greenshields & Company, Incorporated", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'avril 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2171 Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Greenshields & Company, Incorporated", incorporated by letters patent dated the twentieth day of December, 1930.

Notice is also given that from and after the second day of April, 1932, the company "Greenshields & Company, Incorporated", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of April, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
2172 Assistant Provincial Secretary.

CANADIAN BOND & SHARE CORPORATION.

Canadian Bond & Share Corporation donne avis, par les présentes, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec, en vertu de l'article 25 de la dite Loi, aux fins d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie, d'ordonner sa cancellation et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril 1932.

Le secrétaire,
2183 A.-H. LANG.

CANADIAN BOND & SHARE CORPORATION.

Canadian Bond & Share Corporation hereby gives notice that in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, under Section 25 of the said Act, to accept the surrender of the charter of the Company, direct its cancellation and fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 1st. day of April, 1932.

A.-H. LANG,
2184 Secretary.

DELAWARE SECURITIES CORPORATION.

Delaware Securities Corporation donne avis, par les présentes, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec, en vertu de l'article 25 de la dite Loi, aux fins d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie, d'ordonner sa cancellation et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'avril 1932.

Le secrétaire,
2185 G.-T. HARDIE.

DELAWARE SECURITIES CORPORATION.

Delaware Securities Corporation, hereby gives notice that in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, under Section 25 of the said Act, to accept the surrender of the charter of the company, direct its cancellation and fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 2nd day of April, 1932.

G. T. HARDIE,
2186 Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 1861-30.

Québec, 2 avril 1932.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mars 1932, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Armand-Ouest, comté de Missisquoi, le territoire borné vers le nord par la ligne limitative entre le canton de Stanbridge et la paroisse de Saint-Armand-Ouest; par le centre du chemin entre les lots 203 et 204; par la ligne de division entre les lots Nos 196, 241, 233, 231, 230 et 229 et les lots Nos 200, 201, 226 et 228 des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, par les lots Nos 73 et 77 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Armand-Ouest; vers le sud par la ligne limitative entre le canton de Stanbridge, et la paroisse de Saint-Armand-Ouest, par les lots Nos 79, 78, 71a, 72, 73, 66 et 56 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Armand-Ouest et par la ligne frontière entre le Canada et les Etats-Unis; vers l'est par le centre du chemin public entre les lots Nos 226, 1157, 1158, 1163 et 1164 des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge; par les lots Nos 83, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 71a, 73, 70, 66, 59, 56 et 55 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Armand-Ouest; vers l'ouest, par le centre du chemin public entre les lots Nos 27, 28, 29, 30, 204, 205 et 206; par les lots Nos 199 et 203 des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge; par la baie de Missisquoi et par la seigneurie de Foucault, et d'ériger ledit territoire en municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement, sous le nom de "La Municipalité scolaire catholique de Saint-Philippe de Philipsburg".

Department of Education

No. 1861-30.

Quebec, 2nd April, 1932.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 31st of March, 1932, to detach from the School Municipality of Saint Armand West, County of Missisquoi, the territory bounded on the North by the division line between the township of Stanbridge and the parish of Saint Armand-West, by the middle of the road between lots 203 and 204; by the division line between lots Nos. 196, 241, 233, 231, 230 and 229 and lots Nos. 200, 201, 226 and 228 on the official plan and book of reference for the township of Stanbridge, by lots Nos. 73 and 77 on the official plan and book of reference for the parish of Saint Armand West; on the South by the division line between the township of Stanbridge and the parish of Saint Armand West; by lots Nos. 79, 78, 71a, 72, 73, 66 and 56 on the official plan and book of reference for the parish of Saint Armand West and by the boundary line between Canada and the United States; on the East, by the middle of the public road between lots 226, 1157, 1158, 1163 and 1164, on the official plan and book of reference for the township of Stanbridge; by lots Nos. 83, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 71a, 73, 70, 66; 59, 56 and 55 on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Armand West; on the West by the middle of the public road between lots Nos. 27, 28, 29, 30, 204, 205 and 206; by lots Nos. 199 and 203 on the official plan and book of reference for the township of Stanbridge; by the Bay of Missisquoi and by the Foucault Seigniorie, and to erect the said territory into a separate School Municipality for Catholics only, under the name of "The Catholic School Municipality of Saint Philippe de Philipsburg".

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

AVIS PUBLIC.

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Terrebonne.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Terrebonne, sous le nom de "Cercle Agricole de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55, des S. R. Q., 1925).

Québec, ce 31 mars 1932.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

2173

AVIS PUBLIC.

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la municipalité de Saint-François-de-Pabos, comté de Gaspé-Sud.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Gaspé-Sud, sous le nom de "Cercle Agricole de la municipalité de Saint-François-de-Pabos", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55, des S. R. Q., 1925).

Québec, ce 4 avril 1932.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

2191

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Huntingdon, sous le nom de "Huntingdon Clydesdale Breeding Syndicate", avec sa principale place d'affaires à Huntingdon, dans le comté de Huntingdon.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

2193

PUBLIC NOTICE.

Respecting the formation of a Farmers' Club in the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, County of Terrebonne.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the County of Terrebonne, under the name of "Farmers' Club of the Parish of Sacré-Cœur-de-Jésus", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Club Act. (Chap. 55, R. S. Q., 1925).

Quebec, March 31, 1932.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

2174

PUBLIC NOTICE.

Respecting the formation of a Farmers' Club in the Municipality of Saint François de Pabos, County of Gaspé South.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the County of Gaspé South, under the name of "Farmers' Club of the Municipality of Saint François de Pabos", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Club Act. (Chap. 55, R. S. Q., 1925).

Quebec, this 4th of April, 1932.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

2192

NOTICE OF THE FORMATION OF A STOCK BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been incorporated in the County of Huntingdon, under the name of "Huntingdon Clydesdale Breeding Syndicate", with its principal place of business at Huntingdon, in the County of Huntingdon.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

2194

Minutes de notaire

Québec, le 7 mars, 1932.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. David-Hercule Rheault, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Edouard-de-Gentilly, district de Nicolet, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Ludger Tourigny, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Gentilly, district de Nicolet, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu Honoré Tourigny dont ledit Joseph-Ludger était le cessionnaire.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la province.

1597—11-5

Québec, le 30 mars, 1932.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Avila Rouleau, notaire, demeurant et pratiquant dans la paroisse de

3

Notarial Minutes

Quebec, March 7, 1932.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. David Hercule Rheault, notary, residing and practising at Saint Edouard de Gentilly, district of Nicolet, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Ludger Tourigny, in his lifetime notary, residing and practising at Gentilly, district of Nicolet, also of the minutes, repertory and index of the late Honoré Tourigny of which the said Joseph Ludger Tourigny was assignee.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1598—11-5

Quebec, March 30, 1932.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Avila Rouleau, notary, residing and practising in the parish of Saint Barthélemi,

Saint-Barthélemi, comté de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire François-Ephrem Rouleau, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Barthélemi, comté de Berthier, district de Joliette.

ALEXANDRE DESMEULES,
2049—14-5 Sous-secrétaire de la Province.

county of Berthier, district of Joliette, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Notary François Ephrem Rouleau, in his lifetime notary, residing and practising at Saint Barthélemi, county of Berthier, district of Joliette.

ALEXANDRE DESMEULES,
2050—14-5 Assistant Provincial Secretary.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 13 mai 1932, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1931, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
1857—13-6 T. E. McDONNELL.

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 13th., 1932, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1931, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1858—13-6 President and General Manager.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, District d'Arthabaska, Division de Faillite, No 2, Québec. Dans l'affaire de Aimé Grenon, cultivateur, de Manseau, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné, que MARDI, le DIXIEME jour de MAI 1932, sera vendu, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église paroissiale de Manseau, comté de Nicolet, à l'enchère publique, l'immeuble suivant:

1. Une terre étant le lot No 803 du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comprenant celle de Saint-Joseph de Blandford.

2. Une propriété désignée comme suit: Partie nord-ouest du lot No 864 du cadastre de Saint-Pierre-les-Becquets, comprenant la paroisse de Saint-Joseph de Blandford, (Manseau)—avec bâtisses y érigées;

3. Une terre de figure irrégulière située à Saint-Joseph de Blandford, connue et désignée sous le lot No 810 et comme étant la partie nord-ouest du chemin de front du lot connu et désigné sous le lot Partie nord-ouest du No 857, aux plan et livres de renvois officiels du cadastre du Comté de Nicolet dans la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, partie de Saint-Joseph de Blandford—avec les bâtisses qui y sont érigées. A distraire l'emplacement vendu à la Commission Scolaire de Manseau, suivant titres de cette dernière.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20 de la Loi de Faillite et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: comptant.
Drummondville, avril le 1er, 1932.

Le syndic autorisé,
2187—15-2 J.-W. ST-ONGE.

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Dame Philomène Chicoine, veuve de H.-A. St-Pierre, de Saint-Pie de Bagot, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le ONZIEME jour de MAI, mil neuf

Province of Quebec, District of Arthabaska, Bankruptcy Division No. 2, Quebec. In the matter of Aime Grenon, farmer, of Manseau, authorized assignor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the TENTH day of MAY, 1932, will be sold at auction sale, at THREE o'clock p.m., at the parochial church door of Manseau, the following immovable properties:

1. A piece of land being lot No. 803 of the cadastral plan of the County of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les Becquets, including Saint Joseph de Blandford;

2. A property designated as follows: Part North-West of lot No. 864 of cadastral plan of Saint Pierre les Becquets, including the parish of Saint Joseph de Blandford, (Manseau)—with buildings thereon erected.;

3. A piece of land of irregular form located at Saint Joseph de Blandford, known and designated as No. 810 and as being part North-West of the front road of lot known and designated under the lot part North-West of No. 857 of cadastral plan and official books of Nicolet County, in the parish of Saint Pierre les Becquets, part of Saint Joseph de Blandford—with buildings thereon erected.

To be excluded a piece of land sold to Scholar Commission of Manseau, according with documents in their possession.

This sale is made according to article 20 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Condition of sale: Cash.
Drummondville, April 1st, 1932.

J. W. ST-ONGE,
2188—15-2 Authorized Trustee.

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Philomene Chicoine, widow of H. A. Saint Pierre, of Saint Pie de Bagot, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MAY, nineteen

cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pie de Bagot, en bloc, l'immeuble en cette affaire composé comme suit:

(a) Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie de Bagot, de deux arpents de front par trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de Saint-Pie comme étant les numéros quatre cent vingt-six et quatre cent vingt-sept (426 et 427).

(b) Un lopin de terre à distraire du numéro quatre cent vingt-huit (428) des mêmes plan et livre de renvoi officiels, borné en front à la rivière Yamaska, en arrière au ruisseau La Senelle, coupant ce terrain à environ sept arpents et demi du cordon de ce dit terrain—avec bâtisses;

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérissseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné, Granby, et l'on pourra visiter la propriété en s'adressant sur les lieux.

Cet immeuble sera vendu conformément aux articles 716 et 717 C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi des Faillites et elle équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Daté à Granby, ce premier avril 1932.

Le syndic autorisé,
D.-J. FORTIN.

2197—15-2

hundred and thirty-two, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of Saint Pie de Bagot, as a whole, the immoveable property of this estate composed as follows:

(a) A farm situate in the parish of Saint Pie de Bagot, of two arpents in width by thirty arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Pie as numbers four hundred and twenty six and four hundred and twenty seven (426 and 427);

(b) A tract of land to be taken off of lot number four hundred and twenty eight on the same official plan and book of reference, bounded in front by Yamaska River, in rear by "La Senelle" brook, dividing that lot at around seven and one half arpents of the back—with the buildings thereon erected.

The said immoveable property to be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at any time by applying at the office of the undersigned Trustee and the property may be visited by applying on the premises.

The said immoveable shall be sold pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C. P. C., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Given at Granby, this first day of April, 1932.

D. J. FORTIN,
Authorized Trustee.

2198—15-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 145, "En faillite", Re Victor Robert, cultivateur, de Boucherville, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le NEUVIEME jour de mai 1932, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Boucherville, les immeubles suivants:

1. Une terre située en la paroisse de Boucherville, au deuxième rang, et composée de trois lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros soixante-douze, soixante-treize et soixante-quinze (Nos 72, 73 et 75) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville—avec les bâtisses dessus érigées;

2. Une autre terre située en la paroisse de Boucherville, connue et désignée comme étant le lot numéro trois cent quatorze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville—avec les bâtisses dessus érigées;

Le procès verbal de vente peut être examiné en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions : Comptant.

Un dépôt de 20% sera exigé sur la mise à l'enchère de chacune des propriétés.

Cette vente est faite conformément à un jugement autorisant le syndic à vendre, suivant les dispositions de l'article 45 de la loi de faillite.

Cette vente équivaut à une vente au shérif.

Boucherville, ce 31 mars 1932.

Le syndic,
EMILE BEAUCHEMIN, N.P.
Boucherville.

2189—15-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (sitting in bankruptcy), No. 145, Re Victor Robert, farmer, Boucherville, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the NINTH day of MAY, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of the Village of Boucherville, the following immovables, to wit:

1. A farm situated in Boucherville, known and designated under numbers seventy two, seventy three and seventy five (72, 73 and 75) on the official plan and book of reference for the parish of Boucherville—with all the buildings thereon erected;

2. A farm situate in the parish of Boucherville, known and designated under number three hundred and fourteen (314) on the official plan and book of reference for the parish of Boucherville—with the buildings thereon erected.

The *procès-verbal* of the sale may be examined at the office of the undersigned trustee.

Conditions: Cash.

A deposit of 20% will be exacted from each and every bidder on each of the said properties.

The said sale shall be made pursuant to a judgment authorising the trustee to sell in conformity with the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act.

The said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Boucherville, March 31, 1932.

EMILE BEAUCHEMIN, N.P.
Trustee,
Boucherville.

2190—15-2

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de l'actif de Donat Garceau, Notre-Dame-des-Neiges, de Charette, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le ONZIEME jour de MAI 1932, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges-de-Charette, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges-de-Charette, sur le premier rang de l'augmentation du Township de Caxton, et connu et désigné comme étant et faisant partie du lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-onze (391) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Barnabé, contenant, le dit terrain, un quart d'arpent de largeur sur un arpent de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et borné comme suit: en front au nord à une ruelle, au sud à la clôture du chemin de Fer Canadien National, ci-devant Canadien Northern Quebec, à l'est à Wilbrod St-Pierre, et à l'ouest à Philias Grenier—avec maison et dépendances dessus érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 C. P. C., et article 45, paragraphe 2, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser au soussigné.

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: Edifice Ameau,
Trois-Rivières, Qué.
Trois-Rivières, le 4 avril 1932.

2199—15-2

L'encanteur,
EDDIE MARTIN.

BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of the assets of Donat Garceau, Notre-Dame-des-Neiges-de-Charette, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1932, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable shall be sold by public auction at the church door of the parish of Notre Dame des Neiges de Charette, to wit:

An emplacement being and situate in the parish of Notre Dame des Neiges de Charette, in the first range of the Gore of the township of Caxton, and known and designated as being and forming part of lot of land number three hundred and ninety one (391) on the official plan and book of reference of the official cadastre for the said parish of Saint Barnabé, said land measuring one quarter of an arpent in width by one arpent in depth, more or less, without guarantee of exact measurement, and bounded as follows: in front on the North, by a lane, on the South by the fence of the Canadian National Railway heretofore Canadian Northern Railway, on the East by Wilbrod St-Pierre, and on the West by Philias Grenier—with a house and dependencies thereon erected.

The titles and certificates may be examined at any time at my office.

This sale shall be made pursuant to articles 716, 717 C. P. C., and article 45, paragraph 2, of the Bankruptcy Act, which gives it the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further information apply to the undersigned:

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: Edifice Ameau,
Trois-Rivières, Qué.
Trois-Rivières, April 4, 1932.

2200—15-2

EDDIE MARTIN,
Auctioneer.

Province de Québec, District de Montréal, No 57, Cour Supérieure, (En faillite). Dans l'affaire de Armand Durocher, marchand général, de De Beaujeu, dans la province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Polycarpe, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Polycarpe comme faisant partie du lot numéro quatre cent soixante-seize (No 476 Ptie) tenant en front à un chemin ou route, en arrière à Madame Antoine Asselin, d'un côté à Isaie Martin et de l'autre côté à Aldéma St-Amant et contenant un demi-arpent de largeur sur un arpent de profondeur—avec les bâtisses dessus érigées, moins la partie vendue à Odilon Séguin maintenant occupée par Isaie Martin, par acte dûment enregistré;

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le 31 mars 1932, suivant les dispositions de la Loi des faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Polycarpe, le DIX-SEPTIEME jour de MAI 1932, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Conditions de paiement: Argent comptant.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 57, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of Armand Durocher, general merchant, of De Beaujeu, in the Province of Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate in the parish of Saint Polycarpe, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Polycarpe, as forming part of lot number four hundred and seventy six (Pt. No. 476), bounded in front by the road or by-road, in rear by Madame Antoine Asselin, on one side by Isaie Martin and on the other side by Aldema St. Amant and measuring one half arpent in width by one arpent in depth—with the buildings thereon erected, less the part sold to Odilon Séguin, now occupied by Isaie Martin, by duly registered deed;

Will be sold at auction, in virtue of a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, rendered March 31st, 1932, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, so that the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of Saint Polycarpe, on the SEVENTEENTH day of MAY, 1932, at TWO o'clock in the afternoon, (Standard Time).

Conditions of payment: Cash.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Montréal, le 5 avril 1932.

Les syndics,

CHARETTE & LABELLE.

Bureau: Ch. 41, Edifice "La Sauvegarde",

152 est rue Notre-Dame,

Montréal.

2217-15-2

Province de Québec, district de Montréal, No 72, Cour Supérieure, (En faillite). Dans l'affaire de J.-B. Roy & Cie, (Dame Amanda Chagnon), manufacturière de portes et châssis, de Contrecoeur, dans la Province de Québec, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un terrain sis audit lieu du village de Contrecoeur, comté de Verchères, à être détaché d'une terre appartenant à l'Euvre et Fabrique de la Paroisse de Contrecoeur, pour le bénéfice du Curé desservant la dite paroisse; de la contenance, le dit terrain vendu, de cent trente-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et sans indication de mesure, et à prendre tel qu'enclos dans les bornes ci-après: tenant d'un côté, vers le sud-est, au terrain de la Corporation du village de Contrecoeur, d'un autre côté, vers le nord-ouest, au terrain de François-Xavier Mailhot, et aboutissant vers le nord-est à la rue des Chars (Chemin de ligne de l'Eglise) et vers le sud-est au reste de la dite terre; étant et formant, le dit terrain vendu, la partie susdécrite du lot numéro deux cent neuf (étant celui que porte la dite terre) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse, maintenant dans le village de Contrecoeur (P. 209);

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le 30 mars 1932, suivant les dispositions de la Loi des faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Contrecoeur, le QUATORZIEME jour de MAI 1932, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,

CHARETTE & LABELLE.

Montréal, le 5 avril 1932.

Bureau: Ch. 41, Edifice "La Sauvegarde",

152-est, rue Notre-Dame,

Montréal.

2219-15-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Cour Supérieure, No 2106-F. Dans l'affaire de Albert Bouchard, contracteur, Baie Saint-Paul, Co. Charlevoix, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1932, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'Eglise paroissiale de la Baie Saint-Paul, Co. Charlevoix, Qué., l'immeuble ci-après décrit, appartenant au dit cédant, savoir:

Un lopin de terre situé en la paroisse de la Baie Saint-Paul, contenant soixante-quinze pieds de profondeur sur la largeur qu'il y a à partir d'un cours d'eau appelé Petit Bras jusqu'à un chemin ou rue bordant le dit lopin de terre, ce dit lopin

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, April 5th., 1932.

CHARETTE & LABELLE,

Trustees.

Office: Room 41, "La Sauvegarde" Bld'g.,

152, Notre Dame Street East,

Montreal.

2218-15-2

Province of Quebec, District of Montreal, No. 72, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of J. B. Roy & Cie, (Dame Amanda Chagnon), door and sash manufacturer, of Contrecoeur, in the Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A lot of land being and situate in the said place of the Village of Contrecoeur, county of Verchères, to be detached from a farm belonging to L'Euvre et Fabrique de la Paroisse de Contrecoeur, for the benefit of the Curé in charge of the said parish; said lot of land sold measuring one hundred and thirty five feet in width by ninety feet in depth, the whole English measure and more or less, and without exact indication as to measurement, and to be taken as enclosed within the following boundaries: bounded on one side, on the Southeast, by the land of the Corporation of the Village of Contrecoeur, on another side on the Northwest, by the land of François Xavier Mailhot and ending on the Northeast at Des Chars Street, (Chemin de ligne de l'Eglise), and towards the Southeast by the residue of the said farm; said lot of and sold, being and forming the above described part of lot number two hundred and nine (being the number of the said farm) on the official plan and book of reference for the parish now the Village of Contrecoeur (Pt. 209).

To be sold by auction, in virtue of a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, rendered on the 30th of March, 1932, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, giving to the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of Contrecoeur, on the FOURTEENTH day of MAY, 1932, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Conditions of payment: Cash.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

CHARETTE & LABELLE,

Trustees.

Montreal, April 5, 1932.

Office: Room 41, "La Sauvegarde" Building,

152 East, Notre Dame Street,

Montreal.

2220-15-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE.

Superior Court, No. 2106-F. In the matter of Albert Bouchard, contractor, Baie Saint Paul, Charlevoix, Que., assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, at TEN (10) o'clock, a.m., will be sold by auction sale at the door of the parish church at Baie Saint Paul, Charlevoix, Que., the following immovable, to wit:

A lot of land situated in the parish of Baie Saint Paul, measuring seventy five feet in depth on the width starting from a stream named "Petit Bras", to a road or a street bounding the said lot of land, this said lot of land being North

formant une partie nord du lot de terre portant le numéro huit cent treize (Partie nord de 813) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Baie Saint-Paul, borné par devant vers l'est à l'emplacement appartenant à Charles Benjamin Simard, vers l'ouest au terrain appartenant à la Renardière du Moulin, joignant d'un côté au nord le Petit Bras et de l'autre côté au sud à une rue conduisant au moulin de M. Boily & Fils —avec bâtisses et dépendances dessus érigées.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Cette vente devra être faite à la charge par l'acquéreur d'accepter le tout dans l'état où il se trouve actuellement et à ses risques et péril sans aucune garantie quelconque de la part des syndics, et sujet aux taxes municipales, scolaires et autres impositions quelconques à partir de la date de la vente.

L'acquéreur devra payer tous les droits dus au Gouvernement sur la dite vente, ainsi que tous les frais encourus pour l'exécution de l'acte de vente et son enregistrement.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

L'immeuble pourra être visité en aucun temps en s'adressant au cédant autorisé à la Baie Saint-Paul.

Les titres et certificats sont visibles à nos bureaux, 17 rue Saint-Jacques, Québec, en aucun temps.

Cette vente sera faite sous l'autorité d'un jugement de la dite Cour, en date du onzième jour de mars 1932, et conformément aux dispositions des articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45, chap. 11, S. R. C., 1927, de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
BINET & RACINE.

Québec, le 17 mars 1932.

Bureaux: 17 rue Saint-Jacques,
Edifice Langlois & Paradis.

Québec, Qué. 1881—13—2

LA LOI DE FAILLITE.

Province de Québec, District d'Iberville, Cour Supérieure, (En matière de Faillite), No 125. Dans l'affaire de Napoléon Poirier, cultivateur de la paroisse Saint-Jean, comté de Saint-Jean, province de Québec, district d'Iberville, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL 1932, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean susdit, sera vendu, aux enchères publiques, conformément à la Loi de Faillite, l'immeuble ci-après décrit comme appartenant au cédant, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Jean, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Jean sous le lot numéro cent vingt-quatre, de la contenance de cinq arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins—avec maison, grange et autres bâtisses dessus érigées.

Cette vente aura l'effet du décret.

Conditions: argent comptant.

Saint-Jean, le 22 mars 1932.

Le syndic,
ZACHARIE MARTIN, N.P.

40 Saint-Jacques, Saint-Jean, P.Q.
Tel. 83.

1905—13—2

part of the lot of ground bearing No. eight hundred and thirteen (North part of 813) on the official cadastral plan of book of references of the parish of Baie Saint Paul, bounded in front toward the East to the lot of land belonging to Charles Benjamin Simard, toward the West to the lot belonging to La Renardière du Moulin, joining in one side at the North Le Petit Bras, and the other side at the South by a street leading to the mill of Mr. Boily & Son—with buildings and dependencies thereon erected.

The sale will be made to the highest bidder.

This sale will be made at the buyer's risk and to accept the whole where it is situated presently and without any guarantee on the part of the trustees and subject to municipal and school taxes and other charges from the date of this sale.

The buyer will have to pay all charges due to the Government on said sale and all fees occurred and also the deed of sale of his registration.

The said sale will also be made with all "actives and passives" services apparently or occult attached to the said property.

The property can, at any time, be seen at Baie Saint Paul.

The titles and certificates can be examined at any time at our offices, 17 Saint James St., Quebec, Que.

This sale shall be made pursuant to a judgment of the said Court dated the eleventh day of March, 1932, and in conformity with the provisions of articles 716 and 717 C. C. P., and also of article 45, chap. 11 R. S. C., 1927, of the bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Term of payment: Cash.

BINET & RACINE,
Authorized Trustees.

Quebec, March the 22nd, 1932.

Offices: 17 Saint James Street,
Langlois & Paradis Building,
Quebec, Que.

1882—13—2

THE BANKRUPTCY ACT.

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court "Sitting in Bankruptcy", No. 125. In the matter of Napoléon Poirier, farmer, of the parish of Saint John's county of Saint John's., Province of Quebec, district of Iberville, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY NINTH day of APRIL, 1932, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of the parish of Saint John's aforesaid, there will be sold by public auction, pursuant to the Bankruptcy Act, the immovable hereinafter described as belonging to the Assignor, to wit:

A farm situate in the parish of Saint John's known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint John's, under lot number one hundred and twenty four, measuring five arpents in front by thirty arpents in depth, more or less—with a house, barn and other buildings thereon erected.

The said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

Saint John's, March 22, 1932.

ZACHARIE MARTIN, N.P.

40 Saint Jacques, Saint John's, P.Q.
Tel. 83.

Trustee.
1906—13—2

LA LOI DE FAILLITE.

No 2140-F—Québec. Dans l'affaire de Lucien Nadeau, journalier, de la ville de Victoriaville, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le TROISIEME jour de MAI mil neuf cent trente deux, à ONZE heures du matin, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène-de-Chester, comté d'Arthabaska, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre faisant partie du lot numéro treize du quatrième rang du canton de Chester, contenant cinq arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester sous les numéros trois cent trois (303) et trois cent quatre (304), prenant du côté sud-est à Ovila Nadeau et du côté nord-ouest à Willie Lacourse—avec bâtisses dessus construites, mais à distraire dans le coin est dudit numéro trois cent trois la partie située à l'est de la rivière Gobeil; avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 C.P.C. et aux articles 44 et 45 de la Loi de Faillite et a l'effet du décret.

Conditions de vente: argent comptant.

Arthabaska, 22 mars 1932.

Le syndic autorisé,

1903—13-2 C.-R. GARNEAU, N.P.

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Louis-Ph. Bidégare, constructeur, 315, rue Napoléon, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL, 1932, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 147, Côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite, comme suit:

Item A.—Une bâtisse à trois logements construite sur un terrain à bail avec promesse de vente, ledit terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, comme étant la subdivision numéro trente-sept du lot originaire numéro deux mille trois cent un (2301-37).

Cedit lot de terre sis sur le côté ouest de la rue Lafayette, cité de Québec, mesure 35 pieds de front par 83 pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins.

Item B.—Un lot de matériaux de construction, \$107.80.

Les item A et B seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificat, et l'inventaire peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Québec, le 22 mars 1932.

Bureaux: 147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué.

1925—13-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

No. 2140-F—Quebec. In the matter of Lucien Nadeau, laborer, of the town of Victoriaville, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRD day of MAY nineteen hundred and thirty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immoveable will be sold by public auction, at the parochial church-door of Sainte Hélène de Chester, county of Arthabaska, to wit:

A land being part of lot number thirteen in the fourth range of the township of Chester, containing five arpents in front, more or less, by the depth of said lot, known and distinguished on the official cadastre for the parish of Sainte Hélène de Chester under the numbers three hundred and three (303) and three hundred and four (304) bounded on the south-east side by Ovila Nadeau and on the north west side by Willie Lacourse—with buildings thereon erected, but à distraire in the east corner of said number three hundred and three the part thereof situated east of river Gobeil; with the active and passive, apparent or occult servitudes.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and to articles 44 and 45 of the Bankruptcy Act and has the effect of a Sheriff's sale.

Sale conditions: Cash.

Arthabaska, March 22nd, 1932.

C. R. GARNEAU, N.P.,
Trustee.

1904—13-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Louis Ph. Bidegaré, builder, 315, Napoléon Street, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the assets in this bankruptcy will be sold by public auction at the offices of the undersigned trustees, 147, Mountain Hill, as follows:

Item A.—A three tenement building, erected on a lot of land under lease with promise of sale, said lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Sauveur de Quebec, as being subdivision number thirty seven of the original lot number two thousand three hundred and one (2301-37).

The said lot of land situate on the west side of Lafayette street, city of Quebec, measures 35 feet in front by 83 feet in depth, English measure and more or less.

Item B.—A lot of building materials, \$107.80.

Items A and B shall be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificate and the inventory may be seen at any time at the office of the undersigned trustees.

The said sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P. and also Article forty five of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Authorized trustees.

Quebec, March 22, 1932.
Offices: 147, Mountain Hill.
Quebec, Que.

1926—13-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Joseph Boutin, cultivateur et commerçant, Saint-Gilles, Lotbinière, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL, 1932, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, Qué., l'actif de cette faillite, comme suit:

Item A.—Une terre située en la paroisse de Saint-Gilles, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et connue sous le numéro quatre-vingt-dix-neuf (99) du cadastre officiel pour ladite paroisse de Saint-Gilles, division de Lotbinière.

Item B.—Les animaux de la ferme comprenant trois vaches et un veau. (Pour être vendus en détail.)

L'item A sera offert en vente sujet aux rentes pouvant exister et au plus haut enchérisseur, l'item B sera vendu en détail, au plus haut enchérisseur.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente de l'item A est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.C.P. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndics autorisés,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Québec, le 22 mars 1932.

Bureaux: 147, Côte de la Montagne,

Québec, Qué.

1927—13—2

Canada, Province de Québec, No 186. "Division de Faillite, No 1". Dans l'affaire de: Alexandre Pellerin, contracteur, de Saint-Jérôme, P.Q., Co. Terrebonne.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble ci-après décrit sera vendu à l'enchère publique, pour avoir l'effet du décret, à la porte de l'église catholique de la ville de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, P.Q., à DIX heures du matin, le TRENTIEME jour d'AVRIL 1932, par le notaire Eugène Léveillé, résidant en ladite ville de Saint-Jérôme, syndic nommé aux biens dudit Alexandre Pellerin, le tout conformément à une ordonnance émanée de la Cour Supérieure, en matière de faillite, dans et pour le district de Montréal, en date du vingt et un mars courant 1932.

DÉSIGNATION

Un emplacement connu et désigné sous le numéro trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent trente-sept (No 437-30) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, mesurant soixante et un pieds de largeur en front sur la rue Saint-Joseph et quarante et un pieds de largeur en arrière, sur cent pieds de profondeur, mesure française.

Et un morceau de terre à prendre et distraire du lot connu et désigné sous le numéro trente et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent trente-sept (P. No 437-31) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme. Ce dit morceau de terre mesurant douze pieds de

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Joseph Boutin, farmer and trader, Saint Gilles, Lotbinière, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of APRIL, 1932, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of Saint Gilles, county of Lotbinière, Que., the assets of this estate, to wit:

Item A.—A farm situate in the parish of Saint Gilles, measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and known under number ninety nine (99) on the official cadastre for the said parish of Saint Gilles, division of Lotbinière.

Item B.—The cattle of the farm comprising three cows and one calf. (To be sold separately).

Item A will be offered for sale subject to the existing rentals and to the highest bidder, item B will be sold separately to the highest bidder.

The titles and certificate may be seen at any time at the office of the undersigned trustees.

The sale of Item A is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P. and also article forty five of the Bankruptcy Act; the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Authorized trustees.

Quebec, March 22, 1932.

Offices: 147, Mountain Hill,

Quebec, Que.

1928—13—2

Canada, Province of Quebec, No. 186. "Bankruptcy Division No. 1". In the matter of: Alexandre Pellerin, contractor, of Saint Jérôme, Co. Terrebonne, P.Q.

Notice is hereby given that the following immoveable property will be sold at public auction to have the same effect as "vente avec effet du décret" at the door of the Catholic Church of the town of Saint Jérôme, county of Terrebonne, P.Q. at TEN o'clock in the morning, the THIRTIETH day of APRIL, 1932, by Eugène Léveillé, notary, residing at the said town of Saint Jérôme, appointed trustee in the said estate of Alexandre Pellerin, accordingly with a special authorization issued from the Superior Court, in the matter of bankruptcy, in and for the district of Montreal, the 21st day of March, 1932.

DESCRIPTION:

A piece of land known and designated under the number thirty of the official subdivision of the lot number four hundred and thirty seven at the official plan and book of reference for the town of Saint Jérôme, measuring sixty one feet in front on Saint Joseph street and forty one feet at the rear by one hundred feet deep, French measure.

And a piece of land to be taken from the lot known and designated at the official plan and book of reference for the town of Saint Jérôme, under the number thirty one of the official subdivision of the lot number four hundred and thirty seven (437-31) at the plan of reference for the

largeur sur la rue Saint-Joseph et s'en allant en pointe en diminuant à rien en ligne droite jusqu'à la profondeur dudit lot; Ce morceau de terre borné en front par ladite rue Saint-Joseph et touchant à la ligne dudit lot 437-30, plus haut décrit.

Et un terrain faisant partie du lot numéro trente-deux de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente-sept (Pt. 437-32) des plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Saint-Jérôme, attenant à l'emplacement plus haut décrit en arrière et situé sur une rue projetée Pt. 436 du cadastre de Saint-Jérôme. Borné en front à ladite rue projetée, en arrière par les immeubles plus haut décrits, et des côtés est et ouest par les lignes actuelles de la propriété dite Alexandre Pellerin tel qu'actuellement enclose—avec maisons et dépendances.

Saint-Jérôme, 23 mars 1932.

Pour conditions s'adresser à Eugène Léveillé, N.P., 26 Legault, Saint-Jérôme, P.Q., Co. Terrebonne.

1945—13-2 Le syndic,
EUGENE LEVEILLE.

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de: J.-Chs. Dufresne, chauffeur, Québec, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1932, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 147, Côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite comme suit:

Item A.—Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, comme étant la subdivision numéro soixante-dix du lot originaire numéro deux mille trois cent un (2301-70) à la charge d'une rente foncière, annuelle et constituée de \$50.83 en faveur des Dames Ursulines—avec bâtisse dessus construite et dans l'état où elle sera au moment de la vente.

L'item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente de l'item A est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, le 22 mars 1932.

Les syndics autorisés,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux 147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué.

1947—13-2

town of Saint Jérôme. The said piece of land measuring twelve feet on Saint Joseph Street and nothing at the rear of the said property hereabove described. Bounded in front by Saint Joseph street and by the lot 437-30 hereabove described in one line.

And a piece of land being a part of lot number thirty two of the official subdivision of the lot number four hundred and thirty seven (Pt. 437-32) at the official plan and book of reference for the said town of Saint Jérôme, situated on a proposed street Pt. 436 on the cadastral book for the town of Saint Jérôme and bounded in front by the said street, at the rear by the immovables hereabove described and on the East and the West by the actual lines of the property Alexandre Pellerin by the actual fences—with buildings thereon erected and houses.

Saint Jérôme, March 23rd, 1932.

For conditions of the sale apply to Eugène Léveillé, N.P. 26 Legault, Saint Jérôme, P.Q. Co. Terrebonne.

1946—13-2 EUGENE LEVEILLE,
Trustee.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of: J. Chs. Dufresne, Chauffeur, Québec, Que., Authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1932, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon, the assets of this estate will be sold by public auction, at the offices of the undersigned trustees, 147 Mountain Hill, Québec, as follows:

Item A.—A lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Sauveur de Québec, as being subdivision number seventy of the original lot number two thousand three hundred and one (2301-70), subject to the charge of an annual and constituted ground rent of \$50.83, in favour of the Ursuline Ladies—with a building thereon erected, and in whatever state it may be at the time of the sale.

Item A shall be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificate may be seen at any time at the office of the undersigned trustees.

The said sale of Item A shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen C.C.P., and also of article forty five of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Québec, March 22, 1932.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Authorized Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Québec, Que.

1948—13-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, "En Faillite", No 69. Dans l'affaire de: John Boone Robinson et Robert L. Ellis, tous deux de la cité et du district de Montréal, faisant affaires ensemble en participation comme courtiers en obligations, sous les nom et raison sociales de "J. M. Robinson & Sons", faillies.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le QUATRIEME jour de MAI 1932, à ONZE heures du matin, les immeubles sui-

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "In Bankruptcy", No. 69. In the matter of: John Boone Robinson and Robert L. Ellis both of the city and district of Montreal, there doing business together in co-partnership as stockbrokers, under the firm name and style of "J. M. Robinson & Sons", bankrupts.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTH day of MAY, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovable

vants seront vendus par encan public, au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, à savoir:

Ce certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Notre-Dame-ouest, et connu comme étant le lot numéro cent soixante et neuf (169) des plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 381 et 383 rue Notre-Dame-ouest et 4, ruelle Dollard, dont le mur en pignon est en commun ou mitoyen.

La dite vente sera faite en vertu des dispositions de la Loi des Faillites et aura le même effet qu'une vente par le shérif.

Un dépôt de six mille cinq cents dollars (\$6,500.00) sera requis de tout offrand.

Conditions de paiement: comptant.

Montréal, le 24 mars 1932.

2077—14-2

Le syndie,
GORDON W. SCOTT.

will be sold by public auction, at the Shreriff's Office, Court House, Montreal, to wit:

That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Notre Dame Street West, and known as lot number one hundred and sixty-nine (169) on the Official Plan and Book of Reference of the West Ward of the city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing Civic numbers 381 and 383, Notre Dame Street West and 4 Dollard Lane, whereof the South West gable wall is common or *mitoyen*.

The said sale will be made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's Sale.

A deposit of six thousand five hundred dollars (\$6,500.00) will be required from every bidder.

Conditions of payment: Cash.

Montreal, 24th March, 1932.

2078—14-2

GORDON W. SCOTT,
Trustee.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, "En Faillite", No 153. Dans l'affaire de: Antoine Lafrance, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le QUATRIEME jour de MAI 1932, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un certain emplacement situé dans le quartier Saint-Eusèbe de la cité de Montréal, étant la subdivision numéro deux mille deux cent soixante et dix, de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit (148-2270) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, à Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Rouen, autrefois Forsythe, étant l'encoignure Nord des rues Rouen et Montgomery—avec toutes les bâtisses dessus érigées, avec droit de passage dans la ruelle en arrière et dans celle reliant cette dernière avec la dite rue Rouen, en commun avec ceux y ayant droit, mais cependant sans avoir le droit de les obstruer en aucune manière.

Conditions: Comptant. Un dépôt de \$500.00 sera exigé sur la mise à l'enchère de la propriété.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite, cette vente équivant à la vente au shérif.

Montréal, ce 24ème jour de mars 1932.

Le syndie,
HERMAS PERRAS.
84, rue Notre-Dame Ouest. 2081—14-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 153. In the matter of: Antoine Lafrance, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTH day of MAY, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovable shall be sold by public auction at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, to wit:

A certain emplacement situate in the Saint Eusèbe Ward, of the city of Montreal, being subdivision number two thousand two hundred and seventy of the subdivision of the original lot number one hundred and forty eight (148-2270) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, at Montreal, measuring twenty five feet in width by eighty five feet in depth, the whole English measure and more or less, bounded in front by Rouen Street, formerly Forsythe, being the North corner of Rouen and Montgomery Streets—with all the buildings thereon erected, with right of way in the lane at the rear, and in the one communicating from the latter to said Rouen Street, in common with those having rights therein, but, however, without right to encumber same in any manner.

Conditions: Cash. A deposit of \$500.00 shall be exacted on the bid for the property.

The said sale shall be made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, this 24th, day of March, 1932.

HERMAS PERRAS,
Trustee.
84 Notre Dame West. 2082—14-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, "En Faillite", No 183. Dans l'affaire de: Charles Brodeur, N. P., failli; et Hermas Perras, syndie.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVIL 1932, à ONZE heures, de l'avant-midi, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice à Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un immeuble situé rue Saint-André, à Montréal, et composé des deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq cent cinquante et un et cinq cent cinquante-deux de la subdivision du lot numéro sept (Nos 7-551 et 552) sur le plan

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy) No. 183. In the matter of Charles Brodeur, N. P., Insolvent, and Hermas Perras, trustee.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, the following immovable, to wit:

An immovable situate on Saint André Street, Montreal, and composed of two lots of land known and designated under numbers five hundred and fifty one and five hundred and fifty two of the subdivision of lot number seven

et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant, le dit lot 7-551: vingt-cinq pieds de largeur par soixante et onze pieds et sept pouces de profondeur (25 x 71' 7") dans une ligne et soixante et onze pieds et cinq pouces de profondeur (71' 5") dans l'autre ligne, et ledit lot 7-552 mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante et onze pieds et cinq pouces de profondeur (25 x 71' 5") dans une ligne et soixante et onze pieds et trois pouces de profondeur (71' 3") dans l'autre ligne, mesure anglaise.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant le No civique 5953 rue Saint-André, Montréal, ainsi que toutes les machineries qui s'y trouvent.

Conditions: Comptant. Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé sur la mise à l'enchère de la propriété.

Cette vente est faite conformément aux articles 761 et suivants du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Montréal, ce 6ème jour d'avril 1932.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

84 Notre-Dame-O.,
Montréal. 2263—15-2

(Nos. 7-551 and 552) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Saint Louis, measuring, the said lot 7-551: twenty five feet in width by seventy one feet and seven inches in depth (25 x 71' 7") in one line and seventy one feet and five inches in depth (71' 5") in the other line, the said lot 7-552 measuring twenty five feet in width by seventy one feet and five inches in depth (25 x 71' 5") in one line and seventy one feet and three inches (71' 3") in the other line, English measure.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

With all the buildings thereon erected, bearing civic No. 5953 Saint André Street, Montreal, also all the machinery found therein.

Conditions: Cash. A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder on the property.

The said sale shall be made pursuant to articles 761 and following of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, this 6th day of April, 1932.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

84 Notre Dame-W.
Montreal. 2264—15-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Auguste Lavergne, cultivateur et hôtelier, Saint-Paul du Buton, Co. Montmagny, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DOUZIEME jour de MAI 1932, à ONZE heures a.m., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul du Buton, comté de Montmagny, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement sis et situé à Saint-Paul de Montminy, comté de Montmagny, à prendre dans le village de Saint-Paul, ayant quatre-vingt-dix pieds de front par cent quatre-vingts pieds de profondeur, étant partie du lot numéro treize-B (13B) du troisième rang sud-ouest du canton Montminy, et compris dans les bornes suivantes, savoir: en front au sud, au chemin Taché, en profondeur au nord, à Auguste Delagrave, ou représentants légaux, joignant à l'est à Adrien Morin, et à l'ouest à France Létourneau et Auguste Delagrave—avec ensemble la maison érigée sur ce terrain servant d'hôtel ou maison de pension, la grange et une autre bâtisse, sujet aux servitudes affectant cet immeuble.

2. Une ferme située à Saint-Paul de Montminy, comté de Montmagny, ayant une superficie approximative de soixante-dix acres, plus ou moins, connue au cadastre du Canton Montminy comme étant le lot numéro onze (11) du quatrième rang sud-ouest—avec les bâtisses dessus construites, sauf à distraire les emplacements de Sieurs Zéphirin Fournier, Philippe Delagrave, Eugène Gourgue, Alfred Prévost, Joseph Cloutier et autres;

3. Un emplacement situé dans le village de Saint-Paul de Montminy, faisant partie du lot numéro treize-A (13A) du troisième rang nord-est du Canton Montminy—avec bâtisses et dépendances, et compris dans les bornes suivantes: au sud, au chemin Taché, au nord à Joseph Langlois, à l'ouest à Dame Pierre Létourneau

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Auguste Lavergne, farmer and Hotel-keeper, Saint Paul du Buton, Co. Montmagny, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH day of MAY, 1932, at ELEVEN o'clock, a.m., will be sold by public auction at the church door of Saint Paul du Buton, county of Montmagny, P. Q., the immovable properties as follows:

1. One lot of land situated at Saint Paul de Montminy, county of Montmagny, to be taken in the village of Saint Paul, having ninety feet in front by hundred and eighty feet in depth, being part of lot number thirteen-B (13B) on the third range South West of township Montminy, and enclosed in the following boundaries: In front to the South by Taché Road, in depth to the North to Auguste Delagrave or legal representatives, adjoining to the East to Adrien Morin, and to the West to France Létourneau and Auguste Delagrave—with together the house erected on this lot used as hotel and boarding house, barn and an other building, subject to servitudes on said lot;

2. One farm situated at Saint Paul de Montminy, county of Montmagny, having an approximate area of seventy acres, more or less, known on the cadastre for township Montminy, as being lot number eleven (11) of the fourth range south-West—with the buildings thereon constructed, to deduct lots of Messrs. Zéphirin Fournier, Philippe Delagrave, Eugène Gourgue, Alfred Prévost, Joseph Cloutier and others;

3. One lot of land situated in the village of Saint Paul de Montminy, forming part of lot number thirteen-A (13A) of the third range North East of township Montminy—with buildings and dependencies, and enclosed in the following boundaries: to the South to Taché Road, to the North to Joseph Langlois, to the West to Mrs.

et Nap. Delagrave, à l'est à Albert Zakem et Joseph Langlois;

4. Une ferme située en la paroisse de Saint-Paul de Montminy, comté de Montmagny, ayant une largeur en front de trois arpents et trois perches sur une profondeur de vingt-huit arpents, pouvant représenter une superficie totale de quatre-vingt-deux acres, le tout plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Montminy, comme étant le lot numéro dix-huit (18) du cinquième rang sud-ouest, dit Canton Montminy, et bornée comme suit: en front au nord, partie au chemin public et partie à Omer Ouellet, en arrière au sud, aux terres du sixième rang sud-ouest, joignant du côté est à Adélard Samson, et du côté ouest à François Proulx—avec les bâtisses érigées sur cette ferme, circonstances et dépendances.

5. Une ferme d'une superficie totale d'environ quatre-vingts acres, comprenant suivant le cadastre du canton Montminy:

a. Le lot numéro vingt et un-B (21B) du cinquième rang sud-ouest du canton Montminy, compris dans les bornes suivantes: en front, au nord, aux terres du quatrième rang ou Lucien Blais, en profondeur au sud, aux terres du sixième rang, joignant d'un côté à l'est, au terrain de Arthur Pelchat, et de l'autre côté, à l'ouest, au terrain décrit ci-après;

b. Le lot numéro vingt-deux-A (22A) du cinquième rang sud-ouest, même canton, lequel est compris dans les bornes suivantes: en front au nord au chemin public, en profondeur au sud, aux terres du sixième rang, joignant à l'est au terrain décrit plus haut, soit le No 21B, et de l'autre côté à l'ouest, au terrain d'Achille Therrien—avec les bâtisses érigées sur cette ferme, circonstances et dépendances;

6. La moitié est du lot numéro vingt-neuf du cinquième rang sud-ouest, canton Montminy, —sans bâtisses mais avec dépendances ($\frac{1}{2}$ est No 29 Rge. 5 S.-O.).

Ces immeubles seront vendus séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,
BEDARD & BELANGER.

Bureaux: 97 rue Saint-Pierre,
Québec, le 6 avril 1932. 2265—15-2

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Charles Lebrun, cultivateur, Saint-Bruno-de-Kamouraska, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que SAMEDI, le QUATORZIEME jour de MAI 1932, à DIX heures a. m., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bruno, comté de Kamouraska, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le deuxième rang du canton Woodbridge, sous les numéros quarante-trois-A et quarante-trois-C (43a et 43c).

Pierre Letourneau and Nap. Delagrave, to the East to Albert Zakem and Joseph Langlois;

4. A farm situated on the parish of Saint Paul de Montminy, county of Montmagny, having a width in front of three arpents and three perches by a depth of twenty eight acres, representing a total area of eighty two acres, the whole more or less, known and designated on the plan and book of official references for the cadastre of township Montminy, as being lot number eighteen (18) of the fifth range South-West, said township Montminy, and bounded as follows: in front to the North, part to the public road and part to Omer Ouellet, in rear to the South to the lands of the sixth range South-West, adjoining on the East side to Adélard Samson, on the West side to François Proulx—with the buildings erected on the farm, circumstances and dependencies;

5. A farm of a total area of about eighty acres including, as per the cadastre for township Montminy:

a. The lot number twenty one-B (21B) of the fifth range Southwest of township Montminy, enclosed in the following boundaries: In front to the North to the lands of the fourth range or Lucien Blais, in depth to the South, to the lands of the sixth range, adjoining on one side to the East to Arthur Pelchat's lot, and on the other side to the West, to lot hereafter described;

b. The lot number twenty two-A (22A) of the fifth range Southwest, same township, said lot enclosed in the following boundaries: in front to the North to the public road, in depth to the South to the lands of the sixth range, adjoining to the East to the lot number twenty one-B (21B) above described, and on the other side to the West to lot of Achille Therrien—with buildings erected on this farm, circumstances and dependencies.

6. The East half of lot number twenty nine (29) of the fifth range South-West, Township of Montminy—without buildings but with dependencies. (Half East No. 29, fifth range, South-West).

These properties will be sold separately to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,
Trustees.

Offices: 97 Saint Peter Street,
Quebec, April 6th, 1932. 2266—15-2

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Charles Lebrun, farmer, Saint Bruno, County Kamouraska, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on SATURDAY, the FOURTEENTH day of MAY 1932, at TEN o'clock a. m., will be sold by public sale at the Church door of the parish of Saint Bruno, County of Kamouraska, P. Q., the immovable properties as follows:

1. A lot of land known and designated on the plan and book of official references for the cadastre of the County of Kamouraska, for the second range, Township Woodbridge, under numbers forty three-A and forty three-C (43a and 43c).

2. Une lisière de terrain sise et située en le second rang du canton susdit, contenant d'un bout par le nord, un arpent et sept perches et demie de front et de l'autre bout, par le sud, deux arpents et six perches de front, sur une profondeur de neuf arpents et quatre perches, la contenance française, bornée au nord à Dame Veuve Herménégilde Duval, au sud au troisième rang, au sud-ouest au numéro quarante-trois et à l'est à ladite Herménégilde Duval, laquelle lisière de terre fait partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté susdit pour le deuxième rang du canton susdit sous le numéro quarante-deux-C (Pte 42c)—circonstances et dépendances.

3. Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Woodbridge, sous le numéro quarante-quatre-A (44a) du deuxième rang, lequel lot de terre contenant en superficie quarante-huit acres et trois rods (48,3,0) le tout plus ou moins.

4. Un certain terrain contenant environ vingt-quatre arpents en superficie, lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Woodbridge, comme étant la partie sud du lot numéro quarante-quatre-B (44b) du deuxième rang, est borné comme suit: au nord, aux représentants de feu Guillaume Richard, c'est-à-dire à une élévation connue sous le nom de "Dos de Cheval", au sud au fronteau entre les deuxième et troisième rangs, au sud-ouest à Salomon Emond et au nord-est aux représentants d'André LeBrun—sans bâtisses.

5. Un terrain de deux arpents de front sur six arpents de profondeur étant la partie nord de la demie sud-ouest du lot numéro quarante-quatre-B (44b) du cadastre du comté de Kamouraska pour le troisième rang du canton Woodbridge, bornant au sud au chemin du troisième rang—avec bâtisses dessus construites.

Les lots en premier et deuxième lieu décrits seront vendus en bloc comme un seul et même lot et les lots en troisième, quatrième et cinquième lieu décrits seront vendus séparément.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureaux: 97 rue Saint-Pierre,

Québec, le 6 avril 1932.

2267—15-2

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Ulric Bédard, épiciier, 43-45, 8ème avenue, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessous qui devait avoir lieu vendredi, le 15ème jour d'avril 1932, à 11 heures a. m., à nos bureaux, 97 rue Saint-Pierre, Québec, aura lieu MARDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1932, à ONZE heures, a. m., à nos bureaux, 97 rue Saint-Pierre, Québec.

Un terrain ou emplacement de figure irrégulière situé à Limoilou, sur la huitième avenue, mesurant trente-cinq pieds et trois pouces de front sur ladite rue et trente-cinq pieds et dix

2. A strip of land situated in the second range of the above township, containing on one end by the North, one arpent and seven and a half perches in front and on the other end by the South two arpents and six perches in front by a depth of nine arpents and four perches, the whole French measure, bounded to the North to Mrs. Widow Herménégilde Duval, to the South by the third range, to the South West by number forty three and to the East to the said Mrs. Herménégilde Duval, the said strip of land being part of lot of land known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the above County for the second range of the above Township under number forty two-C (Part 42c)—circumstances and dependencies.

3. One lot of land known and designated on the plan and book of official references of the cadastre for the Township Woodbridge, under number forty four-A (44a) of the second range, said lot of land containing in area forty eight acres and three rods, (48, 3, 0) the whole more or less.

4. A certain lot of land containing about twenty four arpents in area, said lot is known and designated on the plan and book of official references of the cadastre for Township Woodbridge, as being the South part of lot number forty four-B (44b) of the second range, bounded as follows: to the North, by the representatives of the late Guillaume Richard, that is to say to a rising ground known under the name of "Dos de Cheval", to the South to the frontal between the second and third ranges, to the South West to Salomon Emond and to the North East to André LeBrun's representatives—without buildings.

5. A lot of land of two arpents in front by six arpents in depth, being the North part of the South West half of lot number forty four-B (44b) on the cadastre of the County of Kamouraska for the third range of the Township Woodbridge, bounding to the South to the third range road—with buildings thereon constructed.

The lots first and second described will be sold *en bloc* as a single lot and the lots third, fourth and fifth described will be sold separately.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Offices: 97 Saint Peter St.,

Quebec, April 6th, 1932.

2268—15-2

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Ulric Bédard, grocer, 43-45, 8th Avenue, Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the sale of the following immovable which was to take place on Friday the 15th of April, 1932, at 11 o'clock, a. m., at our offices, 97 Saint Peter Street, Quebec, will take place on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1932, at ELEVEN o'clock, a. m., at our offices, 97 Saint Peter Street, Quebec.

One lot of land of irregular form situated at Limoilou, on the eighth Avenue, measuring thirty five feet and three inches in front on the said Street and thirty five feet and ten inches

pouces en largeur à sa profondeur suivant la ligne Est de la maison en brique construite à cet endroit, la largeur suivant la limite Est du lot a trente-cinq pieds plus ou moins sur quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front à l'est à la huitième avenue, au sud à Télesphore Trudel, au nord à Amédée Roy et à l'ouest à Joseph Proteau, le dit terrain faisant partie des lots numéros quatorze et quinze (14 et 15) des subdivisions du lot cinq cent onze (511) du cadastre pour Saint-Roch Nord de la cité de Québec—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Le dit terrain maintenant connu et désigné sous les numéros quinze-A et quatorze-A (15-A et 14-A) des subdivisions du lot originaire numéro cinq cent onze (511) du cadastre pour Saint-Roch Nord de la cité de Québec.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Québec, le 6 avril 1932.
Bureaux de Bédard & Bélanger,
97, rue Saint-Pierre,
Québec.

2289—15-2

—
SOUS LA LOI DE FAILLITE

—
VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de Anselme Allen, commerçant et cultivateur, Saint-Anselme, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le ONZIÈME jour de MAI 1912, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public les immeubles de cette faillite, comme suit, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Anselme, Qué.:

Item A. Trois arpents de terre de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, faisant partie et à distraire du lot numéro quatre-cent dix (ptie 410) côté sud-ouest du cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Anselme, borné au nord aux terres de la concession Saint-Mathieu, au sud au bout de ladite profondeur aux terres de la concession Saint-Luc, du côté sud-ouest à Amédée Roy, étant au No 411 du dit cadastre de Saint-Anselme, et au nord-est au résidu du lot 410—avec maison et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

2. Un terrain de la contenance d'un arpent de largeur sur dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, contigu à celui sus-désigné et vendu, tenant du côté nord-est au terrain immédiatement ci-après désigné et vendu, d'un bout au chemin de la concession Saint-Marc, d'un autre bout au reste du dit lot, à une clôture séparant le dit terrain d'avec le bois debout; lequel terrain est connu et désigné au cadastre pour la paroisse de Saint-Anselme, sous le numéro quatre cent dix (P. 410);

3. Un arpent de terre de front sur aussi dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, faisant partie du numéro quatre cent neuf (P. 409) du dit cadastre de Saint-Anselme et compris dans les bornes suivantes: au nord au chemin public

in width at its depth following the East line of the brick house erected on the premises, the width following the East limit of said lot has thirty five feet more or less by eighty feet in depth, the whole more or less, bounded in front to the East by the eighth Avenue, to the South by Télesphore Trudel, on the North by Amédée Roy and to the West by Joseph Proteau, the said lot forming part of lots numbers fourteen and fifteen (14 and 15) of the subdivisions of lot five hundred and eleven (511) on the cadastre for Saint Roch North of the city of Québec—with the house thereon constructed, circumstances and dependencies.

The said lot now known as being the lots numbers fifteen-A and fourteen-A of the subdivisions of lot number five hundred and eleven (511) of the cadastre for Saint Roch North of the city of Québec.

This sale is made pursuant to Articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to Article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

Terms of sale: Cash.

J. E. BÉDARD,
Trustee.

Québec, April 6th., 1932.
Offices of Bédard & Bélanger,
97, Saint Peter Street,
Québec.

2290—15-2

—
UNDER THE BANKRUPTCY ACT

—
AUCTION SALE

In the matter of Anselme Allen, trader and farmer, Saint Anselme, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, the immovables of this estate, to wit, at the parochial church door of Saint Anselme, Que.:

Item A. A parcel of land three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less, forming part of and to be deducted from lot number four hundred and ten (Pt. 410) Southwest side of the official cadastre for the parish of Saint Anselme, bounded on the North by the lands of the Saint Mathieu concession, on the South at the end of the said depth by the lands of the Saint Luc concession, on the Southwest side by Amédée Roy, being No. 411 of said cadastre for Saint Anselme, and on the Northeast by the residue of lot 410—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. A lot of land measuring one arpent in width by eighteen arpents in depth, more or less, contiguous to the aforesaid lot of land, and sold, bounded on the Northeast side by the land hereinafter immediately designated and sold, at one end by the road of the Saint Marc concession, and at the other end by the residue of said lot, at a fence separating the said lot of land from the standing timber; which lot of land is known and designated on the cadastre for the parish of Saint Anselme, under number four hundred and ten (P. 410);

3. A parcel of land one arpent in front also by eighteen arpents in depth, more or less, forming part of number four hundred and nine (Pt. 409) on the said cadastre for Saint Anselme and comprised within the following boundaries: on

de la dite concession Saint-Marc, et en arrière au sud au bout de ladite profondeur à la clôture séparant le dit terrain d'avec le dit bois debout, du côté nord-est à André Despons, et du côté sud-ouest au No 410 ci-dessus mentionné.

Cette vente est faite sujet aux servitudes et droits de passage attachés sur les immeubles sus désignés et sera vendu au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué.

2291—15-2

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Philias Deschênes, cultivateur, Saint-Léon, Co. de Maskinongé, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le ONZIEME jour de MAI 1932, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léon, comté de Maskinongé, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Léon, concession du Grand Rang, connue et désignée sous le numéro deux cent trois (203) aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, à distraire la partie d'icelle appartenant à Joseph Deschênes et Thomas Bellemare, le dit lot contenant soixante-huit arpents et vingt-cinq perches en superficie—avec maison et autres bâties y érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et article 45 de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: 20% comptant et la balance sous trois jours.

Le syndie autorisé,
NAPOLÉON ALARIE.

Bureau: 176 rue Alexandre,

Les Trois-Rivières, le 6 avril 1932. 2293—15-2

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 101402.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 1er jour d'avril, 1932, dans une cause dans laquelle Alfred Guinard, charpentier en fer, des cité et district de Montréal, es-qualité d'héritier de feu Dame Rose-de-Lima Bergeron, en son vivant de Montréal, veuve de Oscar Guinard, est demandeur; et Joseph Guinard, agent; Dame Cécile Guinard, épouse séparée de biens de Oli-

the North by the public road of the said Saint Marc concession, in rear to the South at the end of the said depth by a fence separating the said lot of land from the said standing timber, on one side to the Northeast by André Despons and on the Southwest side by No. 410 hereinabove mentioned;

The said sale shall be made subject to the servitudes and rights of way attached to the immovables hereinabove designated and will be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned trustees.

The said sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Authorized trustees.

147, Mountain Hill,
Quebec, Que.

2292—15-2

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Philias Deschênes, farmer, Saint Leon, Co. of Maskinongé, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1932, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable shall be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Leon, County of Maskinongé, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Leon, Grand Rang concession, known and designated under number two hundred and three (203) on the official plan and book of reference for the said parish, to be deducted the part thereof belonging to Joseph Deschênes and Thomas Bellemare, said lot containing sixty eight arpents and twenty five perches in area—with a house and other buildings thereon erected.

The titles and certificates may be examined at the office of the undersigned at any time.

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 C.C.P. and article 45 of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: 20% cash and the balance within three days.

NAPOLÉON ALARIE,
Authorized Trustee.

Office: 176 Alexandre Street,

Trois-Rivières, April 6, 1932.

2294—15-2

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 101402.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, on the 1st day of April in the year 1932, in a case in which Alfred Guinard, carpenter in iron, of the city and district of Montreal, es-quality of the heir of the late Mrs. Rose-de-Lima Bergeron, in her life of Montreal, widow of Oscar Guinard, is plaintiff; and Joseph Guinard, agent; Mrs Cécile Guinard, wife separate as to

vier Cardinal, boulanger, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes; Dame Fabiola Guinard, épouse séparée de biens de Oscar Côté, menuisier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes; Gabriel Borduas, imprimeur; Paul Borduas, journalier, Joseph Borduas, Demoiselles Annette Borduas, Bernadette Borduas, et Irène Borduas, filles majeures et usant de leurs droits; et Pierre-Eloi Borduas, laitier, es-qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de Pierre-Eloi Borduas, laitier, et de Feue Dame Alméria Guinard, suivants, savoir: Pauline Borduas, Claire-Marie Borduas, Jean Borduas et André Borduas, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

a. Un immeuble situé sur la rue Hochelaga, dans la cité de Montréal, portant le No 252 de la subdivision officielle 398 (398-252) de la paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 8607-8609 de la rue Hochelaga, dans la cité de Montréal;

b. Un immeuble situé sur la rue Hochelaga, dans la cité de Montréal, portant le No 200 de la subdivision officielle 398 (398-200) de la paroisse de la Longue-Pointe—sans bâtisses;

c. Un immeuble situé sur la rue Hochelaga, dans la cité de Montréal, portant le No 201 de la subdivision officielle 398 (398-201) de la paroisse de la Longue-Pointe—sans bâtisses;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le DOUZIEME jour de MAI, 1932, par la Cour, dans la salle d'audience No 31, du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre chambre que l'Honorable Juge désignera, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite vente par licitation, devra être déposée au greffe dudit protonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour ladite vente, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties intéressées de déposer leurs oppositions dans les délais prescrits comme susdit, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 6 avril, 1932.

Le procureur du demandeur,
2269—15-2 J.-E.-C. BUMBRAY.

property of Olivier Cardinal, baker, and this latter to authorize his wife of these presents; Mrs. Fabiola Guinard, wife separate as to property of Oscar Côté, carpenter, and this latter to authorize his wife of these presents; Gabriel Borduas, printer, Paul Borduas, laborer, Joseph Borduas, Misses Annette Borduas, Bernadette Borduas and Irene Borduas, spinsters of the full age of majority; and Pierre Eloi Borduas, milkman, *es-quality* of tutor to the minor children born from the marriage of Pierre Eloi Borduas, milkman, and of the late Mrs Alméria Guinard, following, namely: Pauline Borduas, Claire Marie Borduas, Jean Borduas and André Borduas, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the following immoveables, to wit:

a. The immoveable situated on the Hochelaga Street in the city of Montreal bearing the No. 252 of the official subdivision 398 (398-252) of the Parish of Longue-Pointe—with the buildings thereon erected bearing the civic Nos. 8607-8609 of the Hochelaga Street in the city of Montreal.

b. The immoveable situated on the Hochelaga Street in the city of Montreal bearing the No. 200 of the subdivision 398 (398-200) of the parish of Longue-Pointe—without buildings.

c. The immoveable situated on the Hochelaga Street in the city of Montreal bearing the No. 201 of the official subdivision 398 (398-201) of the parish of Longue-Pointe—without buildings.

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the last and highest bidder on THURSDAY, the TWELFTH (12th) day of MAY, in the year 1932, by the Court, in Room number 31 of the Court House at Montreal, or in any other room that the Court may order, at HALF PAST TEN (10.30) of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited at the Prothonotary's Office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said sale by licitation should be filed at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale and all oppositions for payment should be filed within six days following the adjudication, in default of which filing the interested parties will be foreclosed from making any such oppositions; the whole according to Law.

Montreal, April 6th, 1932.

J. E. C. BUMBRAY,
2270—15-2 Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 avril 1932 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 avril 1932.

No 849.

Concernant les Bureaux d'Informations

L'Honorable Trésorier de la province, dans un mémoire en date du 6 avril, (1932), recommande que l'arrêté ministériel No 680 du 16 mars 1932, approuvé le 17 mars 1932, concernant les Bureaux d'Informations, soit modifié comme suit:

Que les mots "ne s'applique pas", dans le sous-

Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated April 6th., 1932, approved by the Lieutenant-Governor on April 7th., 1932.

No. 849.

Concerning Information Bureaux.

The Honourable the Provincial Treasurer, in a memorandum dated April 6th., 1932, recommends that Order-in-Council No. 680, dated March 16, 1932, approved on March 17, 1932, concerning Information Bureaux, be modified as follows:

That the words "does not apply" in sub-pa-

paragraphe (a) du paragraphe 3, soient remplacés par les mots "permet de tenir un bureau d'informations".

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Vraie copie,

J.-A. BEGIN,
Contrôleur du Revenu de la province.
2299

paragraphe (a) of paragraph 3, be replaced by the words "permits the operation of an Information Bureau".

Certified,

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

True Copy,

J. A. BEGIN,
Comptroller of Provincial Revenue.

2300

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

DISTRICT DE TERREBONNE.

Ville de Sainte-Thérèse.

Avis public est, par les présentes, donné par J.-L. Blanchard, secrétaire-trésorier de la ville de Sainte-Thérèse, que les propriétés ci-dessus désignées seront vendues à l'enchère publique, à la porte de l'église catholique paroissiale, en la ville de Sainte-Thérèse, SAMEDI, le SEPT MAI prochain (1932), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêt, mentionnés dans l'état ci-dessous ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

DISTRICT OF TERREBONNE.

Town of Sainte Therese.

Public notice is hereby given by J. L. Blanchard, secretary treasurer, of the town of Sainte Therese, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction, at the parochial Catholic church door, in the town of Sainte Therese, on SATURDAY, the SEVENTH of MAY next, 1932, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal, special, school and other taxes mentioned in the statement hereinunder, and also for costs subsequently incurred, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre	Taxes municipales Municipal taxes	Intérêts Interests	Total
Forget, Veuve-Widow Joseph	194	\$89.60	\$ 6.00	\$95.60
Touchette, Succession-Estate F. Xavier	154 P.	24.97	2.89	27.86

Les immeubles susmentionnés sont du cadastre du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Donné en la ville de Sainte-Thérèse, ce premier avril mil neuf cent trente-deux.

Le secrétaire-trésorier,
2271-15-2 J.-L. BLANCHARD.

The above mentioned immovables are from the cadastre of the village of Sainte Therese de Blainville.

Given at the town of Sainte Therese, this first of April, 1932.

J. L. BLANCHARD,
Secretary Treasurer.
2272-15-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, en date du 29 mars 1932, d'établir une Cour de commissaires de la paroisse de Saint-Julien-de-Wolfetown, comté de Wolfe, et de nommer MM. Napoléon-A. Beaudoin, Denis Larkin, et Pierre Dussault, tous cultivateurs, et tous de la paroisse de Saint-Julien-de-Wolfetown, pour tenir la dite cour. 2259

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, by Order in Council dated March 29, 1932, to establish a Commissioners' Court for the parish of Saint Julien de Wolfetown, county of Wolfe, and to appoint Messrs Napoléon A. Beaudoin, Denis Larkin, and Pierre Dussault, all farmers, and all of the parish of Saint Julien de Wolfetown, for the holding of the said court. 2260

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, le 28 mars 1932.

M. J.-Pierre Veilleux, comptable, de la cité de Québec, 32 Avenue Parent: juge de paix avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec 1925, chapitre 145, article 358.

Québec, le 29 mars 1932.

M. Léo-P. Légaré, de Chicoutimi, gérant de la compagnie d'assurance Métropolitaine: juge de paix avec juridiction sur les districts de Chicoutimi et de Roberval, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145, article 358.

MM. Jules Boisseau, correcteur, et Fortunat Crépín, marchand, de Châteauguay-Bassin: juges de paix pour le district de Beauharnois.

M. Jean-Baptiste Bissonnette, de Farnham: juge de paix pour le district de Bedford.

M. Arthur Cloutier, de Saint-Herménégilde, marchand: juge de paix pour le district de Saint-François.

M. F. M. Vaz, de la cité de Montréal, gérant de la "Canadian Division of the Holland-America Line": juge de paix pour le district de Montréal.

MM. Jacques Bourcier, Pierre Laberge, Jean-Baptiste Laberge, cultivateurs, Alphonse-J. Allard, jardinier, Jules Cécyré, rentier, tous de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay: commissaires pour tenir la Cour de commissaires de la municipalité de Saint-Joachim-de-Châteauguay, dans le district de Beauharnois.

Québec, le 30 mars 1932.

M. Edgar Du Verger, de la cité de Montréal, Surintendant des magasins de la Commission des Liqueurs de Québec: commissaire pour administrer le serment à toute personne nommée à un emploi par la Commission des Liqueurs de Québec, pour en tenir et garder les rôles et pour en transmettre les certificats au Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec ou au Gardien du Grand Sceau d'icelle.

Québec, le 4 avril 1932.

M. Joseph-Sylfrid Couture, de la cité de Sherbrooke, avocat et Conseil en loi du Roi: magistrat de district pour le district de Saint-François, avec juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province.

MM. P.-E. Cyrenne et Joseph Hébert, de Bécancour: juges de paix pour le district de Nicolet.

M. P.-H. Royer, de Saint-Edouard, comté de Napierville: juge de paix avec juridiction sur le district d'Iberville, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145, article 358.

2261

Quebec, March 28, 1932.

Mr. J. Pierre Veilleux, accountant, of the city of Quebec, 32 Parent Ave.: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Quebec, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, Article 358.

Quebec, March 29, 1932.

Mr. Léo P. Légaré, of Chicoutimi, manager of the Metropolitan Insurance Company: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the districts of Chicoutimi and Roberval, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, Article 358.

Messrs Jules Boisseau, corrector, and Fortunat Crépín, merchant, of Châteauguay-Bassin: to be Justices of the Peace for the district of Beauharnois.

Mr. Jean Baptiste Bissonnette, of Farnham: to be a Justice of the Peace for the district of Bedford.

Mr. Arthur Cloutier, of Saint Herménégilde, merchant: to be a Justice of the Peace for the district of Saint Francis.

Mr. F. M. Vaz, of the city of Montreal, manager of the "Canadian Division of the Holland-America Line": to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Messrs Jacques Bourcier, Pierre Laberge, Jean-Baptiste Laberge, farmers, Alphonse J. Allard, gardener, Jules Cécyré, annuitant, all of the parish of Saint Joachim de Châteauguay: to be commissioners for the holding of the Commissioners' Court for the Municipality of Saint Joachim de Châteauguay, in the district of Beauharnois.

Quebec, March 30, 1932.

Mr. Edgar Du Verger, of the city of Montreal, Superintendent of the Quebec Liquor Commission Stores: to be Commissioner for the administration of the oath to any person appointed to any position by the Quebec Liquor Commission, to hold and keep the rolls and to transmit certificates to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec or to the Keeper of the Great Seal thereof.

Quebec, April 4, 1932.

Mr. Joseph Sylfrid Couture, of the city of Sherbrooke, advocate and King's Counsellor: to be a District Magistrate for the district of Saint Francis, with concurrent jurisdiction with the other district magistrates over the whole Province.

Messrs P. E. Cyrenne and Joseph Hébert, of Bécancour: to be Justices of the Peace for the district of Nicolet.

Mr. P. H. Royer, of Saint Edouard, county of Napierville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the district of Iberville, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes 1925, chapter 145, art. 358.

2262

Ordre de Cour

Cour Supérieure

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No 3483. A. R. Côté Limitée, corps politique et dûment incorporé sui-

Rule of Court

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 3483. A. R. Côté, Limitée, a body politic and corporate, duly in-

vant la loi, ayant son principal bureau d'affaires au village de Luceville, district de Rimouski, demanderesse; vs Auguste Hallé, industriel, de la paroisse de Saint-Donat, district de Rimouski, défendeur; et L.-P. St-Laurent, marchand de bois, du village de Luceville, opposant.

ORDONNANCE

Vu l'allégation de déconfiture dudit Auguste Hallé, défendeur, les créanciers dudit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Rimouski, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Rimouski, ce 23 mars 1932.

2115-14-2

GLEASON BELZILE,
P. C. S.

corporated, having its head office in the village of Luceville, district of Rimouski, plaintiff; vs Auguste Hallé, manufacturer, of the parish of Saint Donat, district of Rimouski, defendant; and L. P. St. Laurent, lumber merchant, of the village of Luceville, opposant.

ORDER

Seeing the allegation of insolvency of the said Auguste Hallé, defendant, the creditors of the said defendant, who have not yet filed their claims, are now called upon to file the same in this cause at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district, at Rimouski, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

Rimouski, March 23, 1932.

2116-14-2

GLEASON BELZILE,
P.S.C.

Avis divers

Avis est par le présent donné que la compagnie appelée "La Compagnie d'Aqueduc de la Paroisse de Belœil", devant être conduite conformément aux dispositions des articles 6 et suivants de la Loi des compagnies de gaz et d'eau, (chapitre 232, S. R. Q., 1925), s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

Québec, le 6 avril 1932.

2257

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the company known as "La Compagnie d'Aqueduc de la Paroisse de Belœil", to be governed by the provisions of articles 6 and following of the Gas and Water Companies' Act, (chapter 232, R. S. Q., 1925), has complied with the formalities prescribed by the said Act.

Quebec, April 6, 1932.

2258

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

VENTES PAR LE SHÉRIF BEAUHARNOIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du Magistrat, dans et pour le comté de Huntingdon.

Province de Québec, } W. K. PHILPS,
District de Beauharnois, } demandeur; vs
No 1936. } C. LALONDE, Sr.,
défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Huntingdon, sous le numéro soixante (60)—avec toutes les bâtisses dessus érigées; à déduire cependant, la partie nord du dit lot numéro soixante (60) vendus à M. Charles Lalonde, Jr., cultivateur, de la ville de Huntingdon, par acte de vente passé devant L. Baillargeon, N. P., le septième jour de février, dix-neuf cent vingt-huit, et enregistré au Bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, sous le numéro 38315.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Huntingdon, MERCREDI, le ONZIEME jour de MAI 1932, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN,
Salaberry de Valleyfield, ce cinquième jour
d'avril 1932.

[Première publication, le 9 avril 1932]

2295-15-2

SHERIFF'S SALES BEAUHARNOIS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court, In and for the County of Huntingdon.

Province of Québec, } W. K. PHILPS,
District of Beauharnois, } plaintiff; vs
No. 1936. } C. LALONDE, Sr.,
defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

That lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the Village of Huntingdon, under the number sixty (60)—with all the buildings thereon erected; less, nevertheless, the North part of the said lot number sixty (60) sold to Mr. Charles Lalonde, Jr., Laborer, of the Town of Huntingdon, by deed of sale passed before L. Baillargeon, N. P., the seventh day of February, nineteenth hundred and twenty eight, and registered in the registry office of the County of Huntingdon, under the number 38315.

To be sold at the parochial church door of the parish of Huntingdon, WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINA CREPIN,
Salaberry de Valleyfield, this fifth day of April, Sheriff.
1932.

[First publication, April 9th., 1932]

2296-15-2

BEDFORD

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, } CREDIT FONCIER
 Province de Québec, } FRANCO - CANA-
 No F-71489. DIEN, demandeur; vs
 DAME ZOE VERCROYSE *et vir*, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

Une terre ou ferme située partie dans le village de Sweetsburg, et partie dans le canton de Dunham, district de Bedford, et composée comme suit:

a. Des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sweetsburg, district de Bedford, sous les numéros quatre-vingt-trois, quatre-vingt-sept, et quatre-vingt-douze (83, 87 et 92);

b. De toute la partie nord du lot numéro huit (Ptie N. 8), des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant, la dite partie, en profondeur dans la ligne ouest, 1252 pieds, et dans la ligne est, 1,415 pieds, bornée au nord par le lot numéro 102, et partie du lot numéro 103 du canton de Dunham, au sud, partie par le lot numéro 8-1 des dits plan et livre de renvoi officiels pour le village de Sweetsburg, appartenant à Damase Deguire, et partie par une autre partie du dit lot numéro 8, propriété de la Corporation des Sœurs de La Présentation de Marie de Saint-Hyacinthe, d'un côté, à l'ouest, par le lot numéro 7, et d'autre côté, à l'est, par le lot numéro 31 des dits plan et livre de renvoi officiels;

c. De la partie non subdivisée du lot originaire numéro sept (Ptie 7), des dits plan et livre de renvoi officiels, moins et à distraire ce lopin de terre formant le coin sud-est du dit lot numéro 7 vendu à la corporation des Sœurs de la Présentation de Marie de Saint-Hyacinthe, par acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement pour le Comté de Missisquoi, sous No 57841, lequel lopin de terre, tel qu'enclos, mesure en front, sur le chemin public, 392 pieds, dans sa ligne ouest, 925 pieds, dans sa ligne nord, 280 pieds; et dans sa ligne est, 900 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise;

d. Des lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt et un, de la subdivision du lot originaire numéro sept (7-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21), des dits plan et livre de renvoi officiels du village de Sweetsburg;

e. De la partie nord-est de la partie non subdivisée du lot originaire numéro six (Ptie N.-E. 6), des dits plan et livre de renvoi officiels pour le village de Sweetsburg, contiguë à la partie non subdivisée du lot numéro 7 susdécrite, et mesurant 280 pieds de largeur, par une profondeur moyenne de 690 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise, et bornée la dite partie, d'un côté, à l'est, par partie susdécrite du dit lot numéro sept, au nord, par partie du lot ci-après décrit numéro 290 du canton de Dunham, au sud par les lots de subdivision 6-2, 6-24 et 6-25, des dits plan et livre de renvoi officiels du village de Sweetsburg, et d'autre côté, à l'est, par une autre partie de la partie non subdivisée du dit lot numéro 6 appartenant à Henri Palmer ou représentants;

f. Des lots numéros deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } CREDIT FONCIER
 Province of Quebec, } FRANCO - CANA-
 No. F-71489. DIEN, plaintiff; vs
 DAME ZOE VERCROYSE *et vir*, defendants.

As belonging to the defendants:

A land or farm situate partly in the village of Sweetsburg, and partly in the township of Dunham, district of Bedford, and composed as follows:

a. Of the lots known and designated on the official plan and book of reference for the village of Sweetsburg, district of Bedford, under numbers eighty three, eighty seven and ninety two (83, 87 and 92);

b. Of all the Northern part of lot number eight (Pt. No. 8), on the said official plan and book of reference, the said part measuring, in depth in the West line, 1,252 feet, in the East line 1,415 feet, bounded on the North by lot No. 102, and part of lot No. 103 of the township of Dunham, on the South, partly by lot No. 8-1 of the said official plan and book of reference for the village of Sweetsburg, belonging to Damase Deguire, and partly by another part of said lot No. 8, property of the Corporation of the "Sœurs de la Présentation de Marie de Saint Hyacinthe", on one side to the West by lot No. 7, and on the other side to the East by lot No. 31, on the said official plan and book of reference;

c. Of the unsubdivided part of original lot number seven (Pt. 7), on the said official plan and book of reference, less and to be deducted that parcel of land forming the Southeastern corner of said lot No. 7 sold to the "Corporation des Sœurs de la Présentation de Marie de Saint Hyacinthe, by deed registered at the office of the registration division for the county of Missisquoi, under No. 57841, which said parcel of land, as fenced in, measures, in front on the public road, 392 feet, in its Western line, 925 feet, in its Northern line, 280 feet, in its Eastern line, 900 feet, the whole English measure and more or less;

d. Of lots numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty and twenty one, of the subdivision of original lot number seven (7-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21) on the said official plan and book of reference for the village of Sweetsburg;

e. Of the Northeast part of the unsubdivided part of original lot number six (N. E. Pt. 6), on the said official plan and book of reference for the village of Sweetsburg, contiguous to the unsubdivided part of lot No. 7, hereinabove described, and measuring 280 feet in width by a mean depth of 690 feet, the whole more or less, English measure, and bounded, the said part, on one side, to the East by the hereinabove described part of said lot number seven, on the North by part of the lot hereinafter described number 290 of the township of Dunham, on the South by subdivision lots 6-2, 6-24 and 6-25, of the said official plan and book of reference for the Village of Sweetsburg, and on the other side to the East by another part of the unsubdivided part of said lot No. 6 belonging to Henri Palmer or representatives;

f. Of lots numbers two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three, twenty four, twenty five, twenty

vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre et quarante-cinq, de la subdivision du lot originaire numéro six (6-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 45), des dits plan et livre de renvoi officiels du village de Sweetsburg;

g. Du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Dunham, District de Bedford, moins et à distraire une lisière de terrain prise au coin sud-ouest dudit lot, mesurant 2,489 pieds de longueur dans la ligne sud, par une largeur de 430 pieds, plus ou moins, mesure anglaise—le tout avec les bâtisses et autres dépendances dessus érigées, et formant ensemble une même exploitation.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, palais de justice, dans le village de Sweetsburg, District de Bedford, le ONZIEME jour de MAI 1932, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de sept cent dollars sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Boyer, en date du quinzième jour de janvier 1932.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sweetsburg, Qué., le 4 avril 1932. C.-B. JAMESON.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2201—15-2

six, twenty seven, twenty eight, twenty nine, thirty, thirty one, thirty two, thirty three, thirty four, thirty five, thirty six, thirty seven, thirty eight, thirty nine, forty, forty one, forty two, forty three, forty four and forty five, of the subdivision of original lot number six (6-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 and 45) of said official plan and book of reference for the Village of Sweetsburg;

g. Of lot number two hundred and ninety (290) on the official plan and book of reference for the township of Dunham, District of Bedford, less and to be deducted a strip of land taken at the Southwestern corner of said lot, measuring 2,489 feet in length in its Southern line, by a width of 430 feet, more or less, English measure—the whole with the buildings and other dependencies thereon erected, and forming together one and the same lot of land.

To be sold "en bloc" at my office, at the Court House, in the Village of Sweetsburg, District of Bedford, on the ELEVENTH day of MAY, 1932, at TEN of the clock in the forenoon.

A deposit of seven hundred dollars shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Boyer, dated the fifteenth day of January, 1932.

Sheriff's office, C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., April 4th, 1932. Sheriff.
[First publication, April 9, 1932]
2202—15-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **B**ORIS BREITMAN,
No 2490. } commerçant, des cité
et district de Montréal, demandeur; contre
ALFRED TRUTEAU, journalier, des mêmes
lieux, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-trois (283) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Rémi, comté de Napierville—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville, le DIX-IEME jour de MAI prochain 1932, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Saint-Jean, le 31 mars 1932. ARTHUR LASNIER.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2207—15-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } **B**ORIS BREITMAN,
No. 2490. } trader, of the city
and district of Montreal, plaintiff; against AL-
FRED TRUTEAU, labourer, of the same place,
defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A lot of land known and designated as being lot number two hundred and eighty three (283) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Remi, County of Napierville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church of the parish of Saint Remi, district of Iberville, on the TENTH day of MAY next, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ARTHUR LASNIER,
Saint John's, March 31st., 1932. Sheriff.
[First publication, April 9th., 1932]
2208—15-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **A**UGUSTE MI-
District de Kamouraska, } CHAUD, mar-
Rivière-du-Loup, à savoir: } chand, de Saint-Pas-
No 12424. } chal, demandeur;
contre LAURENT DESCHENES, de Saint-
Bruno, défendeur.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **A**UGUSTE MI-
District of Kamouraska, } CHAUD, mer-
Riviere du Loup, to wit: } chant, of Saint Pas-
No. 12424. } chal, plaintiff; against
LAURENT DESCHENES, of Saint Bruno,
defendant.

Un terrain situé en le troisième rang du canton Woodbridge, contenant environ cinquante aeres en superficie, borné au nord au deuxième rang, au sud au quatrième rang, à l'est à Alphonse Bernier (aujourd'hui Emile Bernier, fils d'Alphonse) et à l'ouest à Michel Plourde (aujourd'hui J.-Bte Bernier)—avec les bâtisses dessus construites, à l'exception de celles appartenant à Joseph Deschenes; lequel terrain fait partie et est la moitié sud-est du lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le canton Woodbridge, sous le numéro vingt-cinq (No 25) du troisième rang. Sauf à distraire de ce terrain la partie vendue à Noël Pelletier et aussi l'assiette du chemin public qui traverse le dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bruno, comté et district de Kamouraska, le DIXIEME jour de MAI prochain, 1932, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, le 6 avril 1932.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2245—15-2

A lot of land situate in the third range of the township of Woodbridge, containing about fifty acres in area, bounded on the North by the second range, on the South by the fourth range, on the East by Alphonse Bernier (to-day Emile Bernier, son of Alphonse) and on the West by Michel Plourde (now J. Bte Bernier)—with the buildings thereon erected, with the exception of those belonging to Joseph Deschenes; the said lot of land forms part and is the Southeast half of the lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the County of Kamouraska, for the township of Woodbridge, under number twenty five (No 25) in the third range. Save to be deducted from the said lot of land the part sold to Noel Pelletier and also the right of way of the public road which crosses the said immovable.

To be sold at the parochial church door of Saint Bruno, County and district of Kamouraska, on the TENTH day of MAY next, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, April 6th., 1932.
[First publication, April 9th., 1932]
2246—15-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **FELIX CARDINAL**,
No 98473. demandeur; vs E.
ALDERIC BOURBONNAIS, défendeur.

Une ferme composée des lots numéros six cent soixante et quatre, six cent soixante et cinq, six cent soixante et six, six cent soixante et sept, six cent soixante et huit, six cent soixante et neuf, six cent soixante et douze, six cent soixante et treize, six cent soixante et quatorze, six cent soixante et quinze et six cent soixante et seize (Nos 664, 665, 666, 667, 668, 669, 672, 673, 674, 675 et 676) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Polycarpe, comté de Soulanges—avec les bâtisses dessus érigées, sauf et à distraire:—A. Du lot numéro six cent soixante et quatre (664): la partie appartenant à Isaie Leroux ou représentants. B. Du lot No 673: la partie de terrain vendue à la Compagnie de Chemin de fer Canadien National, tous bornés en front par la rivière Delisle, sauf et excepté les lots Nos 664 et 673 qui sont bornés en front par le chemin public, et le lot No 669 borné en front par le No 670 des susdits plan et livre de renvoi officiels, et contenant en superficie 225 arpents et 45 perches, plus ou moins, sans garantie de mesure précise et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Polycarpe, le DOUZIEME jour de mai prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 avril 1932.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2221—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **LA CITE DE VERDUN**,
No F-95988. demanderesse; vs ED-
MOND CHAMPAGNE, défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **FELIX CARDINAL**,
No. 98473. plaintiff; vs E. AL-
DERIC BOURBONNAIS, defendant.

A farm composed of lots numbers six hundred and sixty four, six hundred and sixty five, six hundred and sixty six, six hundred and sixty seven, six hundred and sixty eight, six hundred and sixty nine, six hundred and seventy two, six hundred and seventy three, six hundred and seventy four, six hundred and seventy five and six hundred and seventy six (Nos. 664, 665, 666, 667, 668, 669, 672, 673, 674, 675 and 676) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Polycarpe, County of Soulanges—with the buildings thereon erected, save and to be deducted:—A. From lot number six hundred and sixty four (664): that part belonging to Isaie Leroux or representatives. B. From lot No 673: that part of the lot of land sold to the Canadian National Railway Company, all bounded in front by the Delisle river, save and except lots Nos. 664 and 673 which are bounded in front by the public road, and lot No. 669 bounded in front by No. 670 of the aforesaid official plan and book of reference, and containing an area of 225 arpents and 45 perches, more or less, without warranty of exact measurement and forming one and the same farm.

To be sold at the church door of the parish of Saint Polycarpe, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5th., 1932.
[First publication, April 9th., 1932]
2222—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **THE CITY OF VERDUN**,
No. F-95988. plaintiff; vs EDMOND
CHAMPAGNE, defendant.

Un lot de terre vacant, ayant front sur le boulevard de l'Aqueduc, à l'angle de la rue Gordon, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le résidu sud-est du lot No 23, de la subdivision du lot No 4269 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. Un lot de terre vacant, ayant front sur le boulevard de l'Aqueduc, à l'angle de la rue Galt, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le résidu sud-est du lot No 21, de la subdivision du lot No 4270 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$40.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Patterson, daté le 1er avril 1932.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's office,
Montréal, 5 avril 1932. Montreal, April 5, 1932.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2223—15-2 [First publication, April 9, 1932]
2224—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN, demanderesse; vs
No D-27417. } GREENBERG WOOLLENS LTD, défenderesse.

Un lot de terre vacant ayant front sur la rue Bond, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le lot No. 841 de la subdivision du lot No. 3405 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. Mesures: (-25' x 112' 6").

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$60.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Patterson, daté le 1er avril 1932.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, 5 avril 1932. Montreal, April 5, 1932.
[Première publication, 9 avril 1932]
2225—15-2 [First publication, April 9, 1932]
2226—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN, demanderesse; vs
No A-90995. } ST. LAWRENCE PROPERTIES LTD, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Newmarch, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le No 237 de la subdivision du lot originaire No 3406, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les constructions y érigées, portant les numéros civiques 3812, 3814, 3816, de ladite rue Newmarch, (terrain 25' x 105').

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$770.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Patterson, daté le 1er avril 1932.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, 5 avril 1932. Montreal, April 5, 1932.
[Première publication, 9 avril 1932]
2227—15-2 [First publication, April 9, 1932]
2228—15-2

A vacant lot of land fronting on Aqueduct Boulevard, at the corner of Gordon Street, in the city of Verdun, known and designated as being the Southeast residue of lot No 23, of the subdivision of lot No. 4269 on the official plan and book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal. A vacant lot of land fronting on Aqueduct Boulevard, at the corner of Galt Street, in the city of Verdun, known and designated as being the Southeast residue of lot No. 21 of the subdivision of lot No. 4270 on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$40.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Patterson, dated April 1st., 1932.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 5, 1932. Montreal, April 5, 1932.
[First publication, April 9, 1932]
2224—15-2 [First publication, April 9, 1932]
2224—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN, plaintiff; vs
No. D-27417. } GREENBERG WOOLLENS LTD, defendant.

A vacant lot of land fronting on Bond street, in the City of Verdun, known and designated as being lot No. 841 of the subdivision of lot No. 3405 on the official plan and book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal. Measurements: (-25' x 112' 6").

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$60.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Judge Patterson, dated April 1st., 1932.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 5, 1932. Montreal, April 5, 1932.
[First publication, April 9, 1932]
2226—15-2 [First publication, April 9, 1932]
2226—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN, plaintiff; vs
No. A-90995. } ST. LAWRENCE PROPERTIES LTD, defendant.

An emplacement fronting on Newmarch Street, in the city of Verdun, known and designated as being No. 237 of the subdivision of the original lot No. 3406, on the official plan and book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 3812, 3814, 3816 of said Newmarch Street (Land 25' x 105').

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at HALF PAST THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$770.00 will be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Patterson, dated April 1st., 1932.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 5, 1932. Montreal, April 5, 1932.
[First publication, April 9, 1932]
2228—15-2 [First publication, April 9, 1932]
2228—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L** A CITE DE VERDUN,
No C-92996. } LA demanderesse; vs LA
SUCCESSION DE JOSEPH RIELLE, défen-
deresse.

Un lot de terre vacant, ayant front sur l'avenue Willibrod, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant la partie Est de la subdivision du lot numéro 4666 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, borne à l'ouest par le lot No 4666-Ouest, à l'est par le lot No 4666A, mesurant 35 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$119.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Patterson, daté le 1er avril 1932.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 5 avril 1932. OMER LAPIERRE.
[Première publication, le 9 avril 1932] 2229—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF VER-
No. C-92996. } DUN, plaintiff; vs
THE ESTATE OF JOSEPH RIELLE, defend-
ant.

A vacant lot of land fronting on Willibrod Avenue, in the City of Verdun, known and designated as being the East part of the subdivision of lot number 4666 on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, bounded on the West by lot No. 4666 West; on the East by lot No. 4666A, measuring 35 feet in width by 85 feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$119.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Judge Patterson, dated April 1st., 1932.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 5, 1932. 2230—15-2
[First publication, April 9, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **C** HARLES COUTU et al,
No E-100427. } demandeurs; vs WIL-
LIAM L. HASKELL, défendeur.

Un emplacement faisant front sur la sixième Avenue en la cité de Verdun et se composant:—

1. De la subdivision numéro deux cent dix-neuf du lot numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-219) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

2. De la moitié ouest de la subdivision numéro deux cent-dix-huit dudit lot numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-218 ½ O.); contenant douze pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front par ladite sixième Avenue; en arrière par une ruelle, à l'ouest par ladite subdivision numéro deux cent dix-neuf, et à l'est par le résidu de ladite subdivision numéro deux cent dix-huit—avec les bâtisses érigées sur ledit emplacement et portant maintenant les numéros civiques 347-349-351-353-355 et 357 de ladite sixième avenue; et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit emplacement.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 5 avril 1932. OMER LAPIERRE.
[Première publication, le 9 avril 1932] 2231—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **C** HARLES COUTU et
No. E-100427. } al, plaintiffs; vs WIL-
LIAM L. HASKELL, defendant.

An emplacement fronting on sixth Avenue in the city of Verdun, and composed of:—

1. Subdivision number two hundred and nineteen of lot number four thousand six hundred and seventy one (4671-219) on the official plan and book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by ninety three feet in depth, English measure and more or less;

2. The West half of subdivision number two hundred and eighteen of said lot number four thousand six hundred and seventy one (4671-W. ½ 218) measuring twelve feet and six inches in width by ninety three feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by said sixth Avenue, in rear by a lane, on the West by said subdivision number two hundred and nineteen and on the East by the residue of said subdivision number two hundred and eighteen—with the buildings thereon erected, now bearing civic numbers 347-349-351-353-355 and 357 of said sixth Avenue, and with right of way in the lane situate in rear of said emplacement.

To be sold "en bloc", at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 5th., 1932.
[First publication, April 9th., 1932] 2232—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**URIEL M. GURD,
No C-92255. } fille majeure usant
de ses droits, demanderesse; vs JOSIAH STAN-
LEY, défendeur.

L'emplacement situé au coin des rues Dorchester et Drummond, en ladite cité de Montréal, lequel contient trente pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**URIEL M. GURD,
No. C-92255. } spinster of the full
age of majority, plaintiff; vs JOSIAH STANLEY,
defendant.

The emplacement situate on the corner of Dorchester and Drummond Streets, in the city of Montreal, which contains thirty feet in width by one hundred and ten feet in depth, English mea-

ou moins, et constitue la partie nord-est du lot de terre connu et désigné par le numéro six cent sept (Pt. N.-E. 607) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de ladite cité de Montréal; ledit emplacement est borné en front vers le nord-ouest par la rue Dorchester, en arrière par une ruelle, vingt pieds de largeur, du côté nord-est par la rue Drummond, et du côté sud-ouest par le résidu dudit lot numéro six cent sept.

Avec la maison de pierre et dépendances sus-érigées connues comme No 576 de ladite rue Dorchester-ouest, avec le droit de passage à pied et avec animaux et véhicules, dans et sur ladite ruelle en arrière en commun avec les autres et avec tous autres droits et appartenances appartenant à ladite propriété sans exception ou réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

A la folle-enchère de John T. Parker, le ci-devant adjudicataire.

Un dépôt de \$4,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Patterson, daté le 31 mars 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1932.

[Première publication, 9 avril 1932]

2233

sure and more or less, and constitutes the north easterly part of the lot of land known and designated by the number six hundred and seven (N.E. pt. 607) of the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward of the said city of Montreal; the said emplacement is bounded in front towards the North West by Dorchester Street, in rear by a lane, twenty feet wide, on the North Easterly side by Drummond Street and on the South Westerly side by the residue of the said lot number six hundred and seven.

With the stone house and outbuildings erected thereon known as No. 576 of said Dorchester street West, and with the right of passage on foot and with animals and vehicles in, over and upon the said lane in rear in common with others and with all other rights and appurtenances belonging to the said property without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

For the false bidding of John T. Parker, the heretofore adjudicataire.

A deposit of \$4,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Hon. Judge Patterson, dated March 31, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office,
Montreal, April 5, 1932.

[First publication, April 9, 1932]

2234

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ELIZABETH
No B-97405. } HUNTINGDON, veuve de feu Laurence de K. Stephens, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, Sheldon Stephens et Frances Danforth Stephens, demanderesse; vs HARDING-B. SIMONS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Beaconsfield, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinquante-huit du lot officiel numéro cent soixante et quatre (No 164-58) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins. Avec la maison dessus-érigée, portant le numéro civique 407 avenue Beaconsfield.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 avril 1932. 2235—15-2

[Première publication, le 9 avril 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ELIZABETH
No. B-97405. } HUNTINGDON, widow of the late Laurence de K. Stephens, in her quality of tutrix to her minor children, Sheldon Stephens and Frances Danforth Stephens, plaintiff; vs HARDING B. SIMONS, defendant.

An emplacement fronting on Beaconsfield Avenue, in the City of Montreal, known and designated as subdivision number fifty eight of official lot number one hundred and sixty four (No. 164-58) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by ninety three feet in depth, English measure, and more or less. With the dwelling house thereon erected, bearing civic No. 407 Beaconsfield Avenue.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office,
Montreal, April 5th, 1932. 2236—15-2

[First publication, April 9, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OMER LAMARCHE,
No 100352. } demandeur; vs EMILE BELZIL, défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur l'avenue Montcalm, maintenant Notre-Dame-des-Anges, de la cité de Montréal, connus et désignés respectivement sous les numéros quarante et un et quarante-deux de la subdivision du lot No trente-quatre (34-41 et 42) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Saint-Laurent—avec bâtisses dessus érigées et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OMER LAMARCHE,
No. 100.352. } plaintiff; vs EMILE BELZIL, defendant.

Two lots of land fronting on Montcalm Avenue, now Notre-Dame des Anges, of the city of Montreal, known and designated respectively under numbers forty one and forty two of the subdivision of lot number thirty four (34-41 and 42) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected and forming one and the same lot of land.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon

Un dépôt de \$300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 4 avril 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1932. 2237—15-2
[Première publication, le 9 avril 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ANTOINETTE
No D-93656. } PROULX, veuve de
Joseph-D. de Lamirande, en son vivant, imprimeur, du même lieu, et y faisant affaire seule comme imprimeur sous la raison sociale de "J.-D. de Lamirande & Cie", demanderesse; vs FELIX-A. BLAIN, défendeur.

1. L'emplacement No 1088 du lot originaire numéro 14, du village d'Hochelaga, paroisse de Montréal, borné en front vers le nord-est par l'avenue Pie IX (No 14-1107), en profondeur vers le sud-ouest par une ruelle (No 14-1083), d'un côté au nord-ouest par le No 14-1087 et de l'autre côté au sud-est par le No 14-1089, contenant cinquante pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, formant cinq mille sept cent cinquante pieds en superficie (5750).

2. L'emplacement No 1089 du lot originaire numéro 14, du village d'Hochelaga, paroisse de Montréal, borné en front, vers le nord-est, par l'avenue Pie IX (No 14-1107), en profondeur vers le sud-ouest par une ruelle (No 14-1083), d'un côté au nord-ouest par le No 14-1088, et de l'autre côté au sud-est par le No 14-1090, contenant cinquante pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, formant cinq mille sept cent cinquante pieds en superficie (5750).

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 avril 1932.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2239—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN,
No D-93987. } demanderesse; vs A. CÉRÉ, défendeur.

Un lot de terre vacant, ayant front sur le boulevard de l'Aqueduc, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le lot No 882 de la subdivision du lot No 4669 (4669-882) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$59.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Patterson, daté le 1er avril 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1932. 2273—15-2
[Première publication, le 9 avril 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LACITE DE VERDUN,
No F-95999. } demanderesse; vs
PATRICK CURRIE, ALICE CURRIE, DAVID CURRIE et JAMES-C. O'RYAN, en sa

A deposit of \$300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Judge Patterson, dated April 4, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1932. 2238—15-2
[First publication, April 9, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ANTOINETTE
No. D-93656. } PROULX, widow of
Joseph D. de Lamirande, in his lifetime, printer, of the same place, and there carrying on business alone as printer, under the firm name and style of "J. D. de Lamirande & Cie", plaintiff; vs FELIX A. BLAIN, defendant.

1. The emplacement No. 1088 of original lot No. 14 of the village of Hochelaga, parish of Montreal, bounded in front, to the Northeast, by Avenue Pie IX (No. 14-1107), in depth, to the Southwest, by a lane (No. 14-1083), on one side, to the Northwest, by No. 14-1087 and on the other side, to the Southeast, by No. 14-1089, measuring fifty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure, forming an area of five thousand seven hundred and fifty feet, (5750).

2. The emplacement No. 1089 of original lot No. 14, of the village of Hochelaga, parish of Montreal, bounded in front, to the Northeast, by Avenue Pie IX (No. 14-1107), in depth, to the Southwest, by a lane (No. 14-1083), on one side, to the Northwest, by No. 14-1088, and on the other side, to the Southeast, by No. 14-1090, measuring fifty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure, forming an area of five thousand seven hundred and fifty feet, (5750).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5th., 1932.
[First publication, April 9th., 1932]
2240—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VER-
No. D-93987. } DUN, plaintiff; vs
A. CÉRÉ, defendant.

A vacant lot of land fronting on Aqueduc Boulevard, in the city of Verdun, known and designated as being lot No. 882 of the subdivision of lot No. 4669 (4669-882) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

A deposit of \$59.00 will be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Patterson, dated April 1, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1932. 2274—15-2
[First publication, April 5, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VER-
No. F-95999. } DUN, plaintiff; vs
PATRICK CURRIE, ALICE CURRIE, DAVID CURRIE and JAMES C. O'RYAN, in his

qualité de tuteur aux dits Patrick, David et Alice Currie, tous des cité et district de Montréal, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Ethel, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le No 177 de la subdivision du lot originaire No 3401, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les constructions y érigées portant les numéros civiques 3709-3711 de la dite rue Ethel (terrain 25' x 100')

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$354.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 1er avril 1932.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 5 avril 1932.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2275—15-2

quality of tutor to the said Patrick, David and Alice Currie, all of the city and district of Montreal, defendants.

An emplacement fronting on Ethel Street, in the city of Verdun, known and designated as being No. 177 of the subdivision of the original lot No. 3401, on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 3709-3711 of said Ethel Street (land 25' x 100').

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$354.00 will be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Patterson, dated April 1st., 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 5th., 1932.
[First publication, April 9th., 1932]
2276—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VER-
No 92987. } DUN, demanderesse;
vs GEORGE DUNN, défendeur.

Un emplacement situé sur le Boulevard Lasalle, en la cité de Verdun, connu et désigné, comme étant le lot de subdivision numéro trois cent vingt-deux du numéro originaire quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4687-322) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, avec tous les droits et appartenances y attachés, situé sur le Boulevard Lasalle, coin Foch.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$96.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Patterson, en date du 1er avril 1932.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 5 avril 1932.
[Première publication, 9 avril 1932]
2277—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE VERDUN,
No 93996. } demanderesse; vs
O. FAUTEUX et al., défendeurs.

Deux lots de terre vacants, ayant front sur l'avenue de l'Eglise, en la cité de Verdun, connus et désignés comme étant les lots numéros 862 et 863 de la subdivision du lot numéro 3405 (3405-862 et 863) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$320.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant Jugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 1er avril 1932.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 5 avril 1932.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2279—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VER-
No. 92987. } DUN, plaintiff; vs
GEORGE DUNN, defendant.

An emplacement situated on Lasalle Blvd. in the City of Verdun, known and designated as subdivision lot number three hundred and twenty two of the original number four thousand six hundred and eighty seven (4687-322) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, with all the rights and appurtenances thereto, situated on Lasalle Blvd. corner Foch.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at HALF PAST THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$96.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of the Hon. Justice Patterson, dated April 1st 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 5th., 1932.
[First publication, April 9, 1932]
2278—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VER-
No. 93996. } DUN, plaintiff; vs
O. FAUTEUX et al., defendants.

Two vacant lots of land fronting on Church Avenue, in the city of Verdun, known and designated as being lots Nos. 862 and 863 of the subdivision of lot No. 3405 (3405-862 and 863) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$320.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to judgment of Hon. Judge Patterson, dated April 1st., 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 5th., 1932.
[First publication, April 9th., 1932]
2280—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **L** A CITE DE VERDUN,
No 94988. { demanderesse; vs JOS.
WOODHEAD, défendeur.

Un lot vacant ayant front sur la rue Aqueduc, en la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinquante-sept du lot numéro quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4687-357) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-six pieds et cinq pouces de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$35.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant Jugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 1er avril 1932.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1932. 2281—15-2
[Première publication, le 9 avril 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **T**HE CITY OF VER-
No. 94988. { DUN, plaintiff; vs
JOS. WOODHEAD, defendant.

A vacant lot of land fronting on Aqueduc Street, in the City of Verdun, known and designated as being lot number three hundred and fifty seven of lot number four thousand six hundred and eighty seven (4687-357) on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, measuring twenty six feet and five inches in width by eighty seven feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$35.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to judgment of Hon. Judge Patterson, dated April 1st, 1932.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1932. 2282—15-2
[First publication, April 9, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **T**HE MANUFACTU-
No A-96297. { RERS LIFE IN-
SURANCE CO., demanderesse; vs ULRIC AR-
CHAMBAULT, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, contenant, d'après le plan officiel, vingt-cinq pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur dans chaque ligne de côté et étant composé de:

(a) La subdivision numéro sept du lot numéro deux mille six cent trente (2630-7) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de largeur par trente et un pieds onze pouces de profondeur dans la ligne de côté nord-ouest et trente-trois pieds dix pouces dans la ligne de côté sud-est; et

(b) De la subdivision numéro deux cent vingt-deux du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490-222) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur trente-huit pieds et un pouce de profondeur dans la ligne de côté nord-ouest et trente-six pieds deux pouces de profondeur dans la ligne de côté sud-est.

Avec une bâtisse à trois étages dessus érigée portant les numéros civiques 8055 et 8 59 rue Saint-Hubert, les murs de côté de ladite bâtisse sont mitoyens.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 avril 1932.
[Première publication, 9 avril 1932]
2283—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **T**HE MANUFACTU-
No. A-96297. { RERS LIFE IN-
SURANCE CO., plaintiff; vs ULRIC ARCHAM-
BAULT, defendant.

An emplacement fronting on Saint Hubert Street, in the city of Montreal, containing, according to the official plan, twenty five feet in width by seventy feet in depth in either side line and being composed of:

(a) Subdivision number seven of lot number twenty six hundred and thirty (2630-7) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing twenty five feet in width by thirty one feet eleven inches in depth in the North West side line and thirty three feet ten inches in the South East side line; and

(b) Subdivision number two hundred and twenty two of lot number four hundred and ninety (490-222) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, containing twenty five feet in width by thirty eight feet and one inch in depth in the North West side line and thirty six feet two inches in depth in the South East side line.

With the three story building bearing civic numbers 8055 and 8059 Saint Hubert Street, thereon erected, the side walls whereof are mitoyens.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 6th, 1932.
[First publication, April 9, 1932]
2284—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **T**HE MANUFACTU-
No B-97296. { RERS LIFE INSUR-
ANCE CO., demanderesse; vs ULRIC AR-
CHAMBAULT, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, contenant, d'après le plan officiel, vingt-cinq pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur dans chaque ligne de côté et étant composé de:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **T**HE MANUFACTU-
No. B-97296. { RERS LIFE INSUR-
ANCE CO., plaintiff; vs ULRIC ARCHAM-
BAULT, defendant.

An emplacement fronting on Saint Hubert Street, in the city of Montreal, containing, according to the official plan, twenty five feet in width by seventy feet in depth in either side line and being composed of:

a. La subdivision numéro six du lot numéro deux mille six cent trente (2630-6) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur trente pieds de profondeur dans la ligne de côté nord-ouest et trente et un pieds onze pouces de profondeur dans la ligne de côté sud-est; et

b. De la subdivision numéro deux cent vingt et un du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490-221) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur trente-huit pieds un pouce de profondeur dans la ligne de côté sud-est et quarante pieds de profondeur dans la ligne de côté nord-ouest.

Avec une bâtisse à trois étages dessus érigée, portant les numéros civiques 8061 à 8065 de la rue Saint-Hubert, les murs de côté de la dite bâtisse sont mitoyens.

Les mesures précitées sont mesures anglaises et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 6 avril 1932. 2285-15-2
[Première publication, le 9 avril 1932]

a. Subdivision number six of lot number twenty six hundred and thirty (2630-6) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing twenty five feet in width by thirty feet in depth in the North-West side line and thirty one feet eleven inches in depth in the South-East side line; and

b. Subdivision number two hundred and twenty one of lot number four hundred and ninety (490-221) on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, containing twenty five feet in width by thirty eight feet one inch in depth in the South-East side line and forty feet in depth in the North-West side line.

With the three story building bearing civic numbers 8061 to 8065 Saint Hubert Street, thereon erected, the side walls whereof are mitoyens.

The above measurements are English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 6th, 1932. 2286-15-2
[First publication, April 9, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs ALFRED-F. LASALLE, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, formant le coin sud-est des rues Notre-Dame Ouest et Saint-Martin, composé des lots Nos onze cent soixante-huit (1168) et de la subdivision No un du lot originaire numéro onze cent soixante-neuf (1169-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, moins et à distraire desdits lots la partie expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Notre-Dame—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$4,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Patterson, daté le 12 mars 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1932.
[Première publication, 19 mars 1932]
1765-12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs ALFRED F. LASALLE, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, forming the South East corner of Notre Dame West and Saint Martin streets, composed of lots numbers eleven hundred and sixty eight (1168) and of subdivision number one of the original lot number eleven hundred and sixty nine (1169-1) on the official plan and book of reference for Saint Ann's ward, less, and to be deducted from said lots that part expropriated by the City of Montreal, for the widening of Notre-Dame Street—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$4,000.00 will be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Patterson, dated March 12, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15, 1932.
[First publication, March 19, 1932]
1766-12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA, corporation légalement constituée ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, et MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée ayant son principal bureau d'affaires à Waterloo, dans la province d'Ontario, et une place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs J. ACHILLE-FERNAND LAURIN, défendeur.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille quatre cent de la

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, and MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate having its principal place of business at Waterloo, in the Province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiffs; vs J. ACHILLE-FERNAND LAURIN, defendant.

An emplacement fronting on Saint Lawrence Boulevard, in the city of Montreal, known and designated under number one thousand four

subdivision du lot numéro onze (11-1400) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, (à distraire cependant en front dudit lot une lisière de terrain de six pieds de profondeur par toute la largeur dudit lot qui a été vendue à la cité de Montréal pour l'élargissement du Boulevard Saint-Laurent)—avec une maison à trois étages et dépendances y érigées, portant les numéros civiques 7144, 7146 et 7148 du Boulevard Saint-Laurent. Tel que le tout se trouve actuellement avec tous les droits et servitudes y attachés.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$910.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Patterson, en date du 2 mars 1932.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1932.
[Première publication, 19 mars 1932]
1767—12-2

hundred of the subdivision of lot number eleven (11-1400) on the official plan and book of reference for the village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by ninety three feet in depth, English measure and more or less, (to be deducted however from the front of the said lot a strip of land of six feet in depth by all the width of the said lot which has been sold to the city of Montreal for the widening of the Saint Lawrence Boulevard)—with a three story house and dependencies thereon erected, bearing civic numbers 7144, 7146 and 7148 on Saint Lawrence Boulevard. As the whole presently subsists with all the rights and servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$910.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Patterson, dated the 2nd of March, 1932.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, March 15, 1932.
[First publication, March 19, 1932]
1768—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MARCEL LAFLAMME
No 53234. { demandeur; vs J. SYLVA PARADIS, défendeur.

Un immeuble ayant front sur la 11ième Avenue à Rosemont, dans les cité et district de Montréal, connu et désigné comme étant partie sud-est de la subdivision officielle No 59 et partie nord-ouest de la subdivision officielle No 58, du lot 173 du village incorporé de la Côte Visitation—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars, 1932. 1769—12-2
[Première publication, 19 mars, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MARCEL LAFLAMME,
No. 53234. { plaintiff; vs J. SYLVA PARADIS, defendant.

An immovable fronting on 11th Avenue, Rosemont, in the city and district of Montreal, known and designated as being the Southeast part of the official subdivision No. 59 and the Northwest part of the official subdivision No. 58 of lot 173 for the incorporated village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, March 15, 1932. 1770—12-2
[First publication, March 19th, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir: { J. BEAUDOIN LIMI-
No B-91662. { L. TÉE, demanderesse;
vs ERNEST DURANT, défendeur.

Un emplacement formant l'encoignure nord-est des avenues Western et Northcliffe, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro cinq cent soixante-dix-neuf de la redivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (184-579) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, lequel lot mesurant quatre-vingt-six pieds de largeur par cent soixante-huit pieds et quatre pouces de profondeur, dans la ligne sud-ouest, longeant l'avenue Northcliffe, et cent soixante et dix-huit pieds et deux pouces de profondeur dans la ligne nord-est, soit une superficie de quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf pieds carrés, le tout mesure anglaise, plus ou moins—avec deux maisons de rapport dessus érigées portant anciennement les Nos civiques 1, 3, 5, 7 de l'avenue Northcliffe, actuellement les Nos civiques 2001 à 2021 de la dite avenue, comprenant vingt-quatre logements et treize garages, y compris tous les frigidaire, poêles à gaz, fixtures et appliques électriques contenus dans les susdites maisons de rapport.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: { J. BEAUDOIN LIMI-
No. B-91662. { L. TÉE, plaintiff; vs ERNEST DURANT, defendant.

An emplacement forming the Northeast corner of Western and Northcliffe Avenues, in Notre Dame de Grâce Ward, in the city of Montreal, known and designated as being lot number five hundred and seventy nine of the official redivision of the original lot number one hundred and eighty four, (184-579) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, said lot measuring eighty six feet in width by one hundred and sixty eight feet and four inches in depth, in the Southwest line, along Northcliffe Avenue, and one hundred and seventy eight feet and two inches in depth in the Northeast line, namely: an area of fourteen thousand eight hundred and ninety nine square feet, the whole English measure, more or less—with two apartment houses thereon erected, formerly bearing civic numbers 1, 3, 5, 7 of Northcliffe Avenue, actually civic numbers 2001 to 2021 of said Avenue, comprising twenty four tenements and thirteen garages, including all the refrigerators, gas stoves, fixtures and electric appliances contained in the aforesaid apartment houses.

Ainsi que le tout se trouve présentement—avec toutes les servitudes actives et passives s'y rapportant, sans aucune réserve ou exception.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1932. 1771—12-2
[Première publication, 19 mars, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { OMER DESERRES,
No E-100249. { LTÉE, demande-
resse; vs UBALD MORNEAU, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Taillon, cité et district de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro trois cent cinquante-six du lot originaire numéro quatre cent quatre (404-356) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 mars 1932. 1793—12-2
[Première publication, 19 mars 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { LA COMPAGNIE MU-
No E-100217. { TUELLE D'IMMEU-
BLES, LIMITÉE, demanderesse; vs WILLIAM
CHAMBERLAND, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, portant le numéro soixante-douze de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-72) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt-six pieds de largeur, par cent quarante-deux pieds et demi de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées consistant en une maison portant les Nos civiques 1314 à 1318 de ladite rue Parthenais et une boutique à l'arrière de la susdite maison portant le No civique 189 de la rue Lafrance, et toutes les autres dépendances, et le droit de passage en commun dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 mars 1932. 1795—12-2
[Première publication, 19 mars 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { ARTHUR MADDA-
No C-86451. { LENA, deman-
deur; vs DOMINIQUE SCOTTI, défendeur.

Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue Saint-Dominique, portant le numéro de subdivision mil neuf cent cinquante-quatre du lot originaire numéro dix (10-1954) du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 mars 1932. 1797—12-2
[Première publication, 19 mars 1932]

As the whole presently subsists, with all active and passive servitudes attached thereto, without any reserve or exception.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15, 1932. 1772—12-2
[First publication, March 19th, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { OMER DESERRES,
No. E-100249. { LTÉE, plaintiff; vs
UBALD MORNEAU, defendant.

A lot of land fronting on Taillon street, city and district of Montreal, known and designated as being number three hundred and fifty six of original lot number four hundred and four (404-356) on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe—with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 16, 1932. 1794—12-2
[First publication, March 19, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { LA COMPAGNIE MU-
No. E-100217. { TUELLE D'IMMEU-
BLES, LIMITÉE, plaintiff; vs WILLIAM
CHAMBERLAND, defendant.

A lot of land fronting on Parthenais street, in the city of Montreal, bearing number seventy two of the official subdivision of lot number eleven (11-72) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty six feet in width by one hundred and forty two feet and a half in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected comprising a house bearing civic Nos. 1314 to 1318 in said Parthenais street and a shop in rear of the aforesaid house bearing civic No. 189, in Lafrance street, and all other dependencies and the right of way in common in the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 16, 1932. 1796—12-2
[First publication, March 19, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : { ARTHUR MADDA-
No. C-86451. { LENA, plaintiff; vs
DOMINIQUE SCOTTI, defendant.

An emplacement situate at Montreal, fronting on Saint Dominique street, bearing subdivision number one thousand nine hundred and fifty four of original lot number ten (10-1954) of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 16, 1932. 1798—12-2
[First publication, March 19, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **WILLIAM RYAN**, demandeur;
No D-99335. {
vs DAME ANNIE-H. POWERS, défenderesse.

Un lopin ou parcelle de terrain, étant et formant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro six cent cinquante-cinq (655) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, lequel dit lopin ou parcelle de terrain contient environ quarante-trois pieds dix pouces de largeur en front, environ quarante pieds de largeur en arrière, sur une profondeur d'environ soixante et un pieds, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et sans aucune garantie quant aux mesures ci-dessus mentionnées, et est bornée en front par la rue Farm, en arrière par une ruelle, douze pieds de largeur, d'un côté, par la partie du dit lot officiel numéro six cent cinquante-cinq (655), appartenant aux héritiers ou représentants légaux de feu Dame Ellen Kavanagh, en son vivant veuve de feu John Quinn, et de l'autre côté par la ruelle Sainte-Agnès—avec une maison en brique à deux étages et autres édifices dessus érigés sur le dit lopin ou parcelle de terrain, portant les numéros civiques 616, 618, 620 et 622, et avec le droit de passage à pied et en voiture, en commun avec tous les autres ayant ou qui pourront avoir le droit de passage dans, par et sur la dite ruelle de douze pieds de largeur et dans, par et sur la dite ruelle Sainte-Agnès.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Honorable Juge Patterson, en date du 11 mars 1932.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif, Montréal, le 16 mars 1932. 1801—12-2
[Première publication, le 19 mars 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **WILLIAM JOHN RYAN**, plaintiff;
No. D-99335. {
vs DAME ANNIE H. POWERS, defendant.

A piece or parcel of land, being and forming part of the lot of land known and designated as number six hundred and fifty five (655) on the official plan and book of reference of the Sainte Ann's Ward, of the city of Montreal, which said piece or parcel of land contains about forty three feet ten inches in width in front, about forty feet in width in rear, by a depth of about sixty one feet, the whole English measure, more or less, and without any warranty as to the above specified measurements, and is bounded in front by Farm Street, in rear by a lane, twelve feet wide, on one side, by the part of the said lot official number six hundred and fifty five (655) belonging to the heirs or legal representatives of the late Dame Ellen Kavanagh, in her lifetime widow of the late John Quinn, and on the other side by Saint Agnes lane—with a two story brick house and other buildings erected, on the said piece or parcel of land, bearing civic numbers 616, 618, 620 and 622, and with the right of passage on foot and with animals and vehicles, in common with all others having or who may have such right of passage, in and through and over the said lane of twelve feet wide, and in and through and over the said Saint Agnes lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$450.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of Hon. Justice Patterson, dated March 11th, 1932.

OMER LAPIERRE, Sheriff.

Sheriff's office, Montreal, March 16th, 1932. 1802—12-2
[First publication, March 19, 1932]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **ERNEST ALLARD**,
District de Richelieu, } commerçant, de
No 8432. } Saint-Zéphirin de Courval, district de Richelieu, demandeur; vs DELLE ALICE MARCOTTE, fille majeure et usant de ses droits, domiciliée à Saint-Zéphirin de Courval, et CELESTIN COURCHENÉ, du même lieu, en sa qualité de tuteur à Jeanne Marcotte et Cécile Marcotte, enfants mineures de feu Ernest Marcotte, en son vivant du même lieu, de Saint-Zéphirin de Courval, district de Richelieu, défendeurs.

Une terre contenant deux arpents moins une demi-perche de largeur, la juste moitié en largeur du lot de terre décrit au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, sous le numéro cent quarante-deux (142), borné au sud-est par la Petite Rivière Noire, au nord-ouest par la concession Saint-Louis, du côté sud-ouest à la concession nord-est Saint-Pierre, et de l'autre côté au reste du lot dont il fait partie, (Pt. 142), le tout étant une sucrerie en exploitation—avec le bois et le grément de sucrerie, qui se trouve sur la dite sucrerie et spécialement destinés à icelle.

A la charge par l'acquéreur de payer les cotisa-

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **ERNEST ALLARD**,
District of Richelieu, } trader, of Saint
No. 8432. } Zephirin de Courval, district of Richelieu, plaintiff; vs MISS ALICE MARCOTTE, spinster of age, and in use of her rights, domiciled at Saint Zephirin de Courval, and CELESTIN COURCHENE, of the same place, in his quality of tutor to Jeanne Marcotte and Cecile Marcotte, minor children of the late Ernest Marcotte, in his lifetime of the same place of Saint Zephirin de Courval, district of Richelieu, defendants.

A farm measuring two arpents less half a perch in width, the exact half in width of that lot of land described on the official cadastre for the parish of Sainte Brigitte des Saults, under number one hundred and forty two (142) bounded on the Southeast by La Petite Rivière Noire; on the Northwest by the Saint Louis concession, on the Southwest side by the Northeast Concession Saint Pierre, and on the other side by the residue of the lot of which it forms part (Pt. 142) the whole being a sugary, as a going concern—with the timber and the sugary equipment which is to be found in the said sugary and specially intended for the use thereof.

Subject to the charge of future payments by

tions pour réparation d'église et presbytère non encore échues, à l'avenir.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Brigitte-des-Saults, district de Nicolet, LUNDI, le SEIZIEME jour du mois de MAI prochain, (1932), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Nicolet, le 1er avril 1932. J.-H. ROUSSEAU.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2203—15-2

the purchaser of the assessments not yet matured for church and presbytery repairs.

To be sold at the parochial church door of Sainte Brigitte des Saults, district of Nicolet, on MONDAY, the SIXTEENTH day of the month of MAY next, (1932), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. H. ROUSSEAU,
Nicolet, April 1st., 1932. Sheriff.
[First publication, April 9th., 1932]
2204—15-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 3753-28. } contre J.-CAMILLE
RICHARD, ci-devant de notre cité de Québec,
dans notre district de Québec, à savoir:

1. La subdivision No 5-21 (cinq-vingt et un) du lot No 431 (quatre cent trente et un) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le Boulevard des Alliés—circonstances et dépendances.

2. La subdivision No 5-19 (cinq-dix-neuf) du lot No 431 (quatre cent trente et un) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le Boulevard des Alliés—circonstances et dépendances.

3. La subdivision No 5-P. 20 (cinq-P. vingt) du lot No 431 (quatre cent trente et un) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le Boulevard des Alliés—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (Heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, 6 avril 1932. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 9 avril 1932]
[Deuxième publication, 23 avril 1932]
2249—15-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } OMER GOSSELIN, de
No 21236. } la cité de Lévis, garagiste;
contre ALBERT ALLARD, de Chaudière,
comté de Lévis, à savoir:

La subdivision No 14 (quatorze) du lot No 1 (un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne, comté de Lévis, étant un terrain situé maintenant dans la paroisse de Saint-Rédempteur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Rédempteur, comté de Lévis, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin, heure solaire.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, le 6 avril 1932. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, le 9 avril 1932]
[Deuxième publication, le 23 avril 1932]
2255—15-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 3753-28. } against J. CAMILLE
RICHARD, heretofore of Our City of Quebec,
in Our District of Quebec, to wit:

1. Subdivision No. 5-21 (five-twenty one) of lot No. 431 (four hundred and thirty one) on the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, in the City of Quebec, being an emplacement situate on Boulevard des Alliés—circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 5-19 (five-nineteen) of lot No. 431 (four hundred and thirty one) on the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on Boulevard des Alliés—circumstances and dependencies.

3. Subdivision No. 5-P. 20 (five-P. twenty) of lot No. 431 (four hundred and thirty one) on the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Boulevard des Alliés—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, April 6, 1932.
[First publication, April 9, 1932]
[Second publication, April 23, 1932]
2250—15-2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } OMER GOSSELIN, of
No. 21236. } the City of Lévis, garage
owner; against ALBERT ALLARD, of Chau-
dière, County of Lévis, to wit:

Subdivision No. 14 (fourteen) of lot No. 1 (one) on the official cadastre for the parish of Saint Etienne, county of Lévis, being a lot of land now situate in the parish of Saint Rédempteur—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Rédempteur, county of Lévis, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, (standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Québec, April 6, 1932. 2256—15-2
[First publication, April 9, 1932]
[Second publication, April 23, 1932]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **D**AME VEUVE ALICE
No 22379. } **D**E LA BRUYERE
FORTIER, DE LA BROQUERIE FORTIER,
étudiant, DE LA BRUYERE FORTIER,
notaire, tous trois de Québec, en leur qualité d'exé-
cuteurs-testamentaires de feu René Fortier,
médecin, de son vivant du même lieu; contre
DAME ALICE FAFARD, épouse contractuelle-
ment séparée de biens de J.-Raoul Filteau, de
Québec, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse
aux fins des présentes, à savoir:

Le lot No 2612 (deux mille six cent douze) du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis,
maintenant quartier Champlain, de la cité de
Québec, étant un emplacement situé au coin des
rues Haldimand et Mont-Carmel, mesurant à
peu près 34 pieds et trois pouces sur la rue Haldi-
mand sur à peu près 71 pieds et six pouces de
profondeur, sur la rue Mont-Carmel—avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le TREIZIEME jour de MAI prochain,
à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 6 avril 1932. 2253—15-2
[Première publication, le 9 avril 1932]
[Deuxième publication, le 23 avril 1932]

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec à savoir: } **L**A CITE DE QUEBEC;
No 3438/29. } **L** contre CHARLES DES-
GAGNE, de notre cité de Québec, dans notre
district de Québec, à savoir:

1. La subdivision No 36-T du lot No 583
(cinq cent quatre-vingt-trois trente-six-T) du
cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, mainte-
nant quarsier Jacques-Cartier, de la cité de Qué-
bec, étant un terrain situé sur la rue de la Ron-
de—circonstances et dépendances.

2. La subdivision No 36-V du lot No 583 (cinq
cent quatre-vingt-trois, trente-six-V) du cadastre
officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quar-
tier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant
un terrain situé sur la rue de la Ronde—circons-
tances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL pro-
chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 24 mars 1932. 1931—13-2
[Première publication, le 26 mars 1932]
[Deuxième publication, le 9 avril 1932]

Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: } **E**UGENE GERMAIN, cul-
No 28963. } **E**tivateur, Saint-Thuribe,
Co. Portneuf, P. Q., contre les terres et tenements
de ALBERT LEGARE, boucher, Saint-Marc-des
Carrières, Co. Portneuf, P. Q., à savoir: Partie du
lot No 4 (quatre), du cadastre officiel pour la
paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf,
étant un lot de terre situé à Saint-Marc des Car-
rières, ayant 71 pieds de largeur pour 100 pieds
de profondeur, par 47 pieds de largeur du côté
nord et une profondeur de 70 pieds pour les 24
pieds du côté sud, borné au nord à Pierre Naud,
au nord-est au chemin public; au sud à la rue
publique; au sud-ouest partie à Pierre Naud, et
partie à Clovis Légare—avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **D**AME WIDOW ALICE
No. 22379. } **D**E LA BRUYERE
FORTIER, DE LA BROQUERIE FORTIER,
student, DE LA BRUYERE FORTIER, notary,
all three of Quebec, in their quality of testamen-
tary executors of the late René Fortier, physician,
in his lifetime of the same place; against DAME
ALICE FAFARD, wife separate as to property
by marriage contract of J. Raoul Filteau, of
Quebec, and the latter to authorize his said wife
for the purposes hereof, to wit:

Lot No. 2612 (two thousand six hundred and
twelve), on the official cadastre for Saint Louis
ward, now Champlain ward of the city of Quebec,
being an emplacement situate at the corner of
Haldimand and Mount Carmel Streets, measuring
about 34 feet and three inches on Haldimand
Street by about 71 feet and six inches in depth on
Mount Carmel Street—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
on the THIRTEENTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, April 6, 1932. 2254—15-2
[First publication, April 9, 1932]
[Second publication, April 23, 1932]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } **T**HE CITY OF QUEBEC;
No. 3438/29. } **T** against CHARLES DES-
GAGNE, of Our City of Quebec, in Our district
of Quebec, to wit:

1. Subdivision No. 36-T of lot No. 583 (five
hundred and eighty three, thirty six-T) on the
official cadastre for Saint Roch North, now Jac-
ques-Cartier Ward, in the city of Quebec, being a
lot of land situate on De la Ronde Street—cir-
cumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 36-V of lot No. 583 (five
hundred and eighty three, thirty six-V) on the
official cadastre for Saint Roch North, now
Jacques-Cartier Ward, in the city of Quebec,
being a lot of land situate on De la Ronde Street—
circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
on the THIRTIETH day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, March 24, 1932. 1932—13-2
[First publication, March 26, 1932]
[Second publication, April 9, 1932]

Magistrate's Court.

Quebec, to wit: } **E**UGENE GERMAIN, far-
No. 28963. } **E**mer, of Saint Thuribe,
Co. of Portneuf, P. Q., against the lands and
tenements of ALBERT LEGARE, butcher, Saint
Marc des Carrières, Co. Portneuf, P. Q., to wit:
Part of lot number 4 (Four), on the official ca-
dastre for the parish of Saint Alban, county of
Portneuf, being a lot of land situate at Saint
Marc des Carrières, measuring 71 feet in width
for a depth of 100 feet by 47 feet in width on the
North side, and a depth of 70 feet for the 24 feet
on the South side, bounded on the North by
Pierre Naud, on the Northeast by the public
highway; on the South by the public Street; on
the Southwest, partly by Pierre Naud, and partly
by Clovis Légare—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marc-des-Carières, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 17 mars 1932. 1933—13-2
[Première publication, 26 mars 1932]
[Deuxième publication, le 9 avril 1932]

To be sold at the parochial church door of Saint Marc des Carrières, on the TWENTY NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, March 17, 1932. 1934—13-2
[First publication, March 26, 1932]
[Second publication, April 9, 1932]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } A POLLINAIRE GI-
No 21295. } ROUX, garçon de
table, de Sainte-Thérèse-de-Beauport; contre
JOSEPH-FERDINAND GIROUX, cultivateur,
de Beauport-Est, à savoir:

Partie du lot No 329 (trois cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un lot de terre situé dans ladite paroisse, mesurant un arpent et deux perches de largeur sur 17 arpents, 7 perches et 7 pieds de profondeur où la largeur se trouve de six perches et 11 pieds et demi; de là 5 perches sur 6 arpents, 8 perches et 15 pieds, où la largeur se trouve de 4 perches; de là 1 perche, 12 pieds sur 6 perches et 6 pieds; de là 5 perches sur 2 arpents, 4 perches et 6 pieds; de là, 7 perches et 9 pieds de largeur sur 192 arpents aussi de profondeur, contenant en superficie 96 arpents, 6 perches et 76 pieds, plus ou moins; bornée au nord-ouest par la ligne seigneuriale entre Beauport et Beauport, au sud-est par la haute marée du fleuve Saint-Laurent, au sud-ouest par les lots Nos 331, 332, 334, 335 et 336 et au nord-est par le lot No 328—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A déduire les parties vendues au Chemin de fer Québec-Montmorency et Charlevoix et Canadian Northern Québec-Montmorency Branch et aussi tous les emplacements et parties de terrains vendus à d'autres personnes suivant leurs titres respectifs et leurs actes de transport.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, comté de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 23 mars 1932. 1935—13-2
[Première publication, 26 mars 1932]
[Deuxième publication, 9 avril 1932]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } A POLLINAIRE GI-
No. 21295. } ROUX, waiter, of Sainte
Thérèse de Beauport; against JOSEPH FERDI-
NAND GIROUX, farmer, of Beauport-Est, to
wit:

Part of lot No. 329 (three hundred and twenty nine) on the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being a lot of land situate in the said parish, measuring one arpent and two perches in width by 17 arpents and 7 perches and 7 feet in depth where the width is of six perches and 11 feet and one half; thence 5 perches by 6 arpents 8 perches and 15 feet, where the width is of 4 perches; thence 1 perch 12 feet by 6 perches and 6 feet; thence 5 perches by 2 arpents 4 perches and 6 feet; thence 7 perches and 9 feet in width by 192 arpents also in depth, containing an area of 96 arpents 6 perches and 76 feet, more or less; bounded on the Northwest by the seigniorial line between Beauport and Beauport, on the Southeast by the highwater mark of the Saint Lawrence river, on the Southwest by lots Nos. 331, 332, 334, 335 and 336 and on the Northeast by lot No. 328—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be deducted the parts sold to the Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway and Canadian Northern Québec-Montmorency Branch, and also all the emplacements and parts of lots of land sold to other persons according to their respective titles and deeds of transfer.

To be sold at the parochial church door of Beauport, county of Quebec, on the TWENTY NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, March 23, 1932. 1936—13-2
[First publication, March 26, 1932]
[Second publication, April 9, 1932]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

District de Richelieu, } A DELARD COUR-
Province de Québec, } CHESNE, culti-
No 8550. } vateur, de la paroisse
de Saint-Bonaventure-d'Upton, district de Richelieu, demandeur; contre EMILE BEAUCHEMIN, cultivateur, du même lieu, défendeur, à savoir:

Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, contenant deux arpents et demi de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, tenant, en front, au chemin de front, du 4e rang, en arrière au 5e rang nord-est, à Simon Lauzon et de l'autre côté à Uldéric Houle, laquelle portion de terre est connue et désignée comme étant le No deux cent cinquante-cinq (255), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton.

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Superior Court.

District of Richelieu, } A DELARD COUR-
Province of Quebec, } CHESNE, farmer,
No. 8550. } of the parish of Saint
Bonaventure d'Upton, district of Richelieu, plaintiff; against EMILE BEAUCHEMIN, farmer, of the same place, defendant, to wit:

A parcel of land being and situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, measuring two and one half arpents in front by twenty five arpents in depth, more or less, bounded in front by the front road of the 4th range, at the rear by the 5th range North East, by Simon Lauzon, and on the other side by Uldéric Houle, said parcel of land being known and designated as being number two hundred and fifty five (255) on the official cadastre for the parish of Saint Bonaventure d'Upton.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bonaventure-d'Upton, MARDI, le DIXIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent trente-deux (1932) à UNE heure de l'après-midi.

Un dépôt de \$1000.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement rendu par la Cour, en date du 15 mars, 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 5 avril 1932.
[Première publication, 9 avril 1932]
2241—15-2

To be sold at the parochial church door of Saint Bonaventure d'Upton, on TUESDAY, the TENTH day of the month of MAY, nineteen hundred and thirty two (1932) at ONE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1000.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment rendered by the Court, dated March 15, 1932.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office,
Sorel, April 5, 1932.
[First publication, April 9, 1932]
2242—15-2

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME GRACIOSA
District de Richelieu, } HALDE, veuve
No 8527. } non-remariée de Oza
Martel, de la cité de Outremont, district de
Montréal, tant en sa qualité d'usufruitière qu'en
sa qualité d'exécutrice testamentaire, demande-
resse; contre ARSENE GUERTIN, cultivateur,
de la paroisse de Belœil, district de Richelieu,
défendeur, à savoir:

Une terre située dans la troisième concession de Belœil, connue sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil, sous le No deux cent trente-huit (No 238), contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, bornée d'un côté par Charles Trudeau, et de l'autre côté par H. Trudeau.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu, à deux heures de l'après-midi, mardi, le vingt-neuvième jour du mois de mars mil neuf cent trente-deux (1932), à la porte de l'église paroissiale de Belœil, aura lieu à DEUX heures de l'après-midi, MARDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-deux (1932), au même endroit.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 5 avril 1932. 2243

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Québec, } DAME GRACIOSA
District of Richelieu, } HALDE, unre-
No. 8527. } married widow of
Oza Martel, of the city of Outremont, district of
Montreal, both in her quality of usufructuary as
in her quality of testamentary executrix, plaintiff;
against ARSENE GUERTIN, farmer, of the
parish of Belœil, district of Richelieu, defendant,
to wit:

A farm situate in the third concession of Belœil, known on the official plan and book of reference for the parish of Belœil, under number two hundred and thirty eight (No. 238) measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected, bounded on one side by Charles Trudeau and on the other side by H. Trudeau.

Notice is hereby given that the sale of immovable properties seized in this case, that was to take place at two o'clock in the afternoon, on Tuesday, the twenty second day of the month of March, nineteen hundred and thirty two (1932), at the parochial church door of Belœil, will be made at TWO o'clock in the afternoon, on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty two (1932), at the same place.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, April 5, 1932. 2244

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, } JOSEPH BARRIAULT
No 3348. } vs CHARLES BEAU-
DOIN, savoir:

Les lots Nos vingt et un B, vingt et un D, et vingt-deux A, au cadastre officiel du premier rang du canton Romieu, paroisse des Capucins, bornés à l'ouest à Jos. Ross, à l'est à Johnny Larri-
vée—avec bâtisses, à charge de la répartition pour l'église pour l'avenir.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Paul-des-Capucins, le ONZIEME jour de MAI 1932, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, le 5 avril 1932.
[Première publication, le 9 avril 1932]
2287—15-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, } JOSEPH BARRIAULT;
No. 3348 } vs CHARLES BEAU-
DOIN, to wit:

Lots Nos. twenty one B, twenty one D, and twenty two A, of the official cadastre for the first range of the township of Romieu, parish of Capucins, bounded on the West by Jos. Ross, on the East by Johnny Larri-
vée—with the build-
ings, subject to the payment of the church appor-
tionments to become due in the future.

To be sold at the church door of Saint Paul des Capucins, on the ELEVENTH day of MAY, 1932, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, April 5th., 1932.
[First publication, April 9th., 1932]
2288—15-2

ROBERVAL

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DONAT FORTIN**,
 District de Roberval, } cultivateur, de
 No 7512. } Sainte - Monique, dis-
 (Art. 733, C. P. C.) } trict de Roberval, de-
 mandeur principal; vs **EDGAR GIRARD**, de
 Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval, dé-
 fendeur principal; et le dit **EDGAR GIRARD**,
 journalier, de Saint-Joseph-d'Alma, district de
 Roberval, demandeur en garantie; vs **MEDERIC**
LAVOIE, de Métabetchouan, district de Roberval,
 défendeur en garantie.

Avis est par le présent donné que la vente des
 immeubles saisis dans la présente cause, qui de-
 vait avoir lieu à deux heures de l'après-midi,
 mercredi, le vingt-troisième jour de mars 1932,
 à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jé-
 rôme, (Métabetchouan), aura maintenant lieu,
MARDI, le **VINGT-SIXIÈME** jour d'**AVRIL**
 courant (1932), à **DIX** heures de l'avant-midi,
 à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jé-
 rôme, (Métabetchouan).

Bureau du shérif, } **GEO. LEVESQUE**,
 Roberval, ce 4 avril 1932. } 2209

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **FELIX MARCOUX**,
 District de Roberval, } de Saint - Prime,
 No 7502. } cultivateur, deman-
 deur; vs **EMILE PLOURDE**, du même lieu, dé-
 fendeur; et **HENRI DELISLE**, en sa qualité de
 syndic autorisé à la faillite du dit **Emile Plourde**,
 de Roberval, mis-en-cause, à savoir:

Un emplacement situé en le village de Saint-
 Prime, et faisant partie des lots de terre connus
 et désignés sous les numéros douze-A et douze-D
 (Ptie Nos 12A et 12D), du deuxième rang, aux
 plan et livre de renvoi officiels du cadastre du
 canton Ashuapmouchouan—avec les bâtisses
 dessus construites, circonstances et dépendances,
 le dit emplacement borné en front au nord-est, au
 chemin public, en profondeur au sud-ouest et du
 côté sud-est au résidu du dit lot numéro douze-A,
 tenant au nord-ouest au terrain d'**Alfred Potvin**,
 et mesurant quatre-vingt-quinze pieds de largeur
 sur deux cent dix pieds de profondeur, dont cent
 quatre-vingts pieds de profondeur à prendre sur le
 lot douze-D et trente pieds de profondeur à pren-
 dre sur le lot numéro douze-A.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-Prime, **MARDI**, le **DIXIÈME**
 jour de **MAI** prochain (1932), à **DIX** heures de
 l'avant-midi.

Bureau du shérif, } **GEO. LEVESQUE**,
 Roberval, 6 avril 1932. } 2297—15-2
 [Première publication, le 9 avril 1932]

FIERI FACIAS.*Cour de Magistrat siégeant à Saint-Cœur-de-Marie.*

Province de Québec, } **LES COMMISSAIRES**
 District de Roberval, } **D'ÉCOLES DE LA**
 No 1542. } **MUNICIPALITÉ** ou
CORPORATION SCOLAIRE DE GARNIER
 demandeurs; vs **JEAN-BAPTISTE FORTIN**,
 journalier, La Tuque, Co. Champlain, défen-
 deur, à savoir:

Un certain terrain-emplacement situé dans le
 village de l'Ascension, faisant partie du lot de
 terre connu et désigné sous le numéro vingt-six

ROBERVAL

In the Superior Court.

Province of Quebec, } **DONAT FORTIN**,
 District of Roberval, } farmer, of Sainte
 No. 7512. } Monique, district of Ro-
 (Art. 733, C. C. P.), } berval, principal plain-
 tiff; vs **EDGAR GIRARD**, of Saint Joseph
 d'Alma, district of Roberval, principal defen-
 dant; and the said **EDGAR GIRARD**, laborer,
 of Saint Joseph d'Alma, district of Roberval,
 plaintiff in warranty; vs **MEDERIC LAVOIE**,
 defendant in warranty.

Notice is hereby given that the sale of the
 immovables seized in the present cause, which
 was to have taken place at two o'clock in the
 afternoon, on Wednesday, the twenty third day
 of March, 1932, at the church door of the parish
 of Saint Jérôme, (Metabetchouan), shall now
 take place on **TUESDAY**, the **TWENTY SIXTH**
 day of **APRIL** instant, (1932), at **TEN** o'clock
 in the forenoon, at the church door of the parish
 of Saint Jerome, (Metabetchouan).

Sheriff's office, } **GEO. LEVESQUE**,
 Roberval, April 4, 1932. } Sheriff.
 2210

FIERI FACIAS.*Superior Court.*

Province of Quebec, } **FELIX MARCOUX**,
 District of Roberval, } of Saint Prime,
 No. 7502. } farmer, plaintiff; vs
EMILE PLOURDE, of the same place, defen-
 dant; et **HENRI DELISLE**, in his quality of
 authorized trustee to the bankruptcy of the said
Emile Plourde, of Roberval, mis-en-cause, to wit:

An emplacement situate in the village of Saint
 Prime, and forming part of those lots of land
 known and designated under numbers twelve-A
 and twelve-D (Pt. Nos. 12A and 12D) in the
 second range, on the official cadastral plan and
 book of reference for the township of Ashuap-
 mouchouan—with the buildings thereon erected,
 circumstances and dependencies; said emplace-
 ment bounded in front on the Northeast by the
 public highway, on the depth, on the Southwest
 and on the Southeast side by the residue of said
 lot number twelve-A, adjoining on the Northwest,
 the land of **Alfred Potvin**, and measuring ninety
 five feet in width by two hundred and ten feet in
 depth, of which one hundred and eighty feet in
 depth, to be taken on lot twelve-D and thirty
 feet in depth to be taken on lot number twelve-A.

To be sold at the church door of the parish of
 Saint Prime, on **TUESDAY**, the **TENTH** day of
MAY next, 1932, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, } **GEO. LEVESQUE**,
 Roberval, April 6, 1932. } Sheriff.
 2298—15-2
 [First publication, April 9, 1932]

FIERI FACIAS.*Magistrate's Court sitting at Saint Cœur de Marie.*

Province of Quebec, } **THE SCHOOL COM-**
 District of Roberval, } **MISSIONERS OF**
 No. 1542. } **THE SCHOOL MU-**
NICIPALITY or **CORPORATION OF GAR-**
NIER, plaintiffs; vs **JEAN BAPTISTE FOR-**
TIN, labourer, La Tuque, Co. of Champlain,
 defendant, to wit:

A certain lot of land or emplacement situate in
 the village of l'Ascension, forming part of the
 lot of land known and designated under number

(Ptie No 26), duf septième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Delisle—sans bâtisses, circonstances et dépendances, ledit emplacement mesurant cent pieds de front sur deux cents pieds de profondeur et borné comme suit: au nord, à une rue projetée qui prolongera la rue réservée par la Fabrique sur le terrain de Adélard Lemay, à l'est à Adélard Lemay, au sud et à l'ouest par le terrain de Joseph Tremblay, tel que ledit emplacement a été réservé dans la vente par Jean-Baptiste Fortin à Joseph Tremblay, devant le notaire Rosario Angers, le 22 avril 1926, et enregistré sous No 25822 à Hébertville.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Ascension, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1932) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 14 mars 1932.
[Première publication, 19 mars 1932]
1755—12-2

twenty six (Pt. No. 26) in the seventh range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Delisle—without buildings, circumstances and dependencies, said emplacement measuring one hundred feet in front by two hundred feet in depth, and bounded as follows: on the North by a projected street which will prolong the street reserved by La Fabrique on the land of Adélard Lemay, on the East by Adélard Lemay, on the South and West by the land of Joseph Tremblay, as the said emplacement has been reserved in the sale by Jean Baptiste Fortin to Joseph Tremblay, before Rosario Angers, notary, on the 22nd of April, 1926, and registered under No. 25822, at Hébertville.

To be sold at the church door of the parish of l'Ascension, on TUESDAY, the NINETEENTH day of APRIL next, 1932, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, March 14, 1932.
[First publication, March 19, 1932]
1756—12-2

FIERI FACIAS

Cour de Magistrat siégeant à Saint-Cœur de Marie.
Province de Québec, } LES COMMISSAIRES
District de Roberval, } D'ÉCOLES DE LA
No 1541. } MUNICIPALITÉ ou
CORPORATION SCOLAIRE DE GARNIER,
demandeurs; vs ADELARD ROUSSEAU, cultivateur-colon, Ascension, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt-six (No 26), du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ascension, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1932) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 14 mars 1932. 1757—12-2
[Première publication, 19 mars, 1932]

Magistrate's Court sitting at Saint Cœur de Marie.
Province of Quebec, } THE SCHOOL COM-
District of Roberval, } MISSIONERS OF
No 1541. } THE SCHOOL MU-
NICIPALITY or CORPORATION OF GAR-
NIER, plaintiffs; vs ADELARD ROUSSEAU, farmer-settler, Ascension, defendant, to wit:

That lot of land now known and designated under number twenty six (No. 26) in the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Delisle—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Ascension, on TUESDAY, the NINETEENTH day of APRIL next, 1932, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff
Roberval, March 14, 1932. 1758—12-2
[First publication, March 19th, 1932]

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } PAUL MOREL, mar-
District de Roberval, } chand, de Mistas-
No 6789. } sini, dans ce district,
demandeur; vs WILLIAM ST-GELAIS et JOSEPH ST-GELAIS, tous deux de Sainte-Jeanne d'Arc, dans ce district, défendeurs, à savoir:

1. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro deux (No 2), du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Proulx—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro cinquante-deux (No 52), du huitième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc, MERCREDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain (1932) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 14 mars 1932. 1759—12-2
[Première publication, le 19 mars 1932]

Superior Court.
Province of Quebec, } PAUL MOREL, mer-
District of Roberval, } chant, of Mistas-
No. 6789. } sini, in the said district, plaintiff; vs WILLIAM ST-GELAIS and JOSEPH ST-GELAIS, both of Sainte Jeanne d'Arc, in said district, defendants, to wit:

1. The lot of land now known and designated under number two (No. 2) in the fifth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Proulx—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. The lot of land now known and designated under number fifty two (No. 52) in the eighth range on the official cadastral plan and book of reference for the township of Dolbeau—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Jeanne d'Arc, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, 1932, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, March 14, 1932. 1760—12-2
[First publication, March 19th, 1932]

TROIS-RIVIÈRES

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure. Superior Court.

Canada, } VINCENT LA-
 Province de Québec, } MARRE,
 District des Trois-Rivières, } comptable et li-
 No 69. } quidateur, des cité
 et district de Montréal, et HENRI BISSON, city and district of Montreal, and HENRI BIS-
 comptable et liquidateur, des cité et district des SON, accountant and liquidator, of the city and
 Trois-Rivières, en leur qualité de syndics, sont district of Trois-Rivières, in their quality of joint
 joints à la faillite de Michel Nassif ci-devant com- trustees to the bankruptcy of Michel Nassif,
 merçant, de ladite cité des Trois-Rivières, deman- heretofore trader, of the said city of Trois-
 deurs; vs DAME EDNA BOOKALAM, épouse Rivières, plaintiffs; vs DAME EDNA BOOKA-
 séparée de biens de Thomas Nassif, des cité et LAM, wife separate as to property of Thomas
 district de Montréal, et ce dernier pour autoriser Nassif, of the city and district of Montreal, and
 sadite épouse aux fins des présentes, défenderesse. the latter to authorize his said wife for the pur-
 poses hereof, defendant.

1. Le lot de terre numéro cent quatre-vingt- huit (188) de la subdivision officielle du lot numé- ro dix-sept cent cinquante-cinq (1755) du cadas- tre pour la cité des Trois-Rivières—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Les lots de terre numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et la moitié longitudinale nord-est du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt et un (1121-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et ½ nord-est No 8) du ca- dastre officiel de la cité des Trois-Rivières, lesdits lots situés sur la sixième avenue du coteau Saint- Louis, en la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendu chaque lot séparément au bu- reau du shérif, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIXIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Trois-Rivières, le 4 avril 1932. L.-P. MERCIER.
 [Première publication, 9 avril 1932]
 2205—15-2

Canada, } VINCENT LA-
 Province of Quebec, } MARRE,
 District of Trois-Rivières, } accountant and li-
 No. 69. } quidator, of the
 city and district of Montreal, and HENRI BIS-
 SON, accountant and liquidator, of the city and
 district of Trois-Rivières, in their quality of joint
 trustees to the bankruptcy of Michel Nassif,
 heretofore trader, of the said city of Trois-
 Rivières, plaintiffs; vs DAME EDNA BOOKA-
 LAM, wife separate as to property of Thomas
 Nassif, of the city and district of Montreal, and
 the latter to authorize his said wife for the pur-
 poses hereof, defendant.

1. Lot of land number one hundred and eighty eight (188) of the official subdivision of lot num- ber seventeen hundred and fifty five (1755) on the cadastre for the city of Trois Rivières—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lots of land numbers one, two, three, four, five, six, seven and the longitudinal North East half of lot number eight of the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty one (1121-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and North East ½ No. 8) on the official cadastre for the city of Trois- Rivières, said lots situate on Sixth Avenue of Coteau Saint Louis, in the city of Trois-Rivières.

To be sold, each lot separately, at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois- Rivières, on the TENTH day of MAY, nineteen hundred and thirty two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
 Trois-Rivières, April 4, 1932. Sheriff.
 [First publication, April 9, 1932]
 2206—15-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 15

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Joyal vs Boivin.....	1535
" Levine vs Feigenbaum.....	1535
" Silverberg vs Gass.....	1535

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1505

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—

Concernant les Bureaux d'Informations... 1552

ASSEMBLÉE:—

Montreal Tramways Company.....	1533
Quebec Central Railway Company.....	1533

ASSURANCES:—

Association des Employés des Postes de Montréal.....	1534
---	------

AVIS DIVERS:—

Bastien, Trefflé.....	1534
Canadian Bond & Share Corp.....	1534
La Cie d'Aqueduc de la paroisse de Belœil.....	1555

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Joyal vs Boivin.....	1535
" Levine vs Feigenbaum.....	1535
" Silverberg vs Gass.....	1535

ADVERTISERS:—Notice to..... 1505

ORDER IN COUNCIL:—

Concerning Information Bureaux..... 1552

MEETING:—

Montreal Tramways Company.....	1533
Quebec Central Railway Company.....	1533

INSURANCES:—

Association des Employés des Postes de Montréal.....	1534
---	------

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Bastien, Trefflé.....	1534
Canadian Bond & Share Corp.....	1534
La Cie d'Aqueduc de la paroisse de Belœil.....	1555

CHARTES—ABANDON DE:—

Canadian Bond & Share Corp.....	1536
Delaware Securities Corporation.....	1536
Greenshields & Company, Inc.....	1535
Greenshields & Company, Inc.....	1535

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Saint-Philippe-de-Philipsburg.....	1536
------------------------------------	------

ERRATUM:—

Concernant la sollicitation et le règlement relatif aux chalets.....	1533
---	------

LETTRES PATENTES:—

Billings, Limited.....	1506
City House Furniture, Inc.....	1509
D. C. Breault Co., Ltd.....	1512
Falcon Investment Co., Ltd.....	1514
General Credit, Limited.....	1519
Glassberg's, Limited.....	1523
Joseph Dress Co., Ltd.....	1524
Jos. Lacasse Footwear Co., Ltd.....	1526
Jos. St-Onge, Limitée.....	1528
Maison Chambord, Ltée.....	1529
Shawinigan Sweet & Tea Room, Ltd.....	1530
The Diamond Clothing House, Ltd.....	1531

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Cercle Agricole de la municipalité de Saint-François-de-Pabos.....	1537
Cercle Agricole de la paroisse de Sacré- Cœur-de-Jésus.....	1537
Huntingdon Clydesdale Breeding Syndi- cate.....	1537

MINUTES DE NOTAIRES:—

Rheault, David-Hercule.....	1537
Rouleau, Avila.....	1537

NOMINATIONS:—

Cour de commissaires à Saint-Julien-de- Wolfetown.....	1553
Diverses.....	1554

ORDRE DE COUR:—

A. R. Côté, Ltée vs Hallé.....	1554
--------------------------------	------

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:—

Canadian Pacific Express Co.....	1538
----------------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Allen, Anselme.....	1550
Bédard, Ulric.....	1549
Bidégare, Louis-Ph.....	1543
Bouchard, Albert.....	1541
Boutin, Joseph.....	1544
Brodeur, Charles.....	1546
Chicoine, Dame Philomène.....	1538
Deschênes, Philias.....	1551
Dufresne, J.-Chs.....	1545
Durocher, Armand.....	1540
Garceau, Donat.....	1540
Grenon, Aimé.....	1538
J.-B. Roy & Cie.....	1541
J. M. Robinson & Sons.....	1545
Lafrance, Antoine.....	1546
Lavergne, Auguste.....	1547

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Canadian Bond & Share Corp.....	1536
Delaware Securities Corporation.....	1536
Greenshields & Company, Inc.....	1535
Greenshields & Company, Inc.....	1535

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Saint-Philippe-de-Philipsburg.....	1536
------------------------------------	------

ERRATUM:—

Respecting soliciting and the regulation concerning Bungalows.....	1533
---	------

LETTERS PATENT:—

Billings, Limited.....	1506
City House Furniture, Inc.....	1509
D. C. Breault Co., Ltd.....	1512
Falcon Investment Co., Ltd.....	1514
General Credit, Limited.....	1519
Glassberg's, Limited.....	1523
Joseph Dress Co., Ltd.....	1524
Jos. Lacasse Footwear Co., Ltd.....	1526
Jos. St-Onge, Limitée.....	1528
Maison Chambord, Ltée.....	1529
Shawinigan Sweet & Tea Room, Ltd.....	1530
The Diamond Clothing House, Ltd.....	1531

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Farmers' Club of the municipality of Saint-François-de-Pabos.....	1537
Farmers' Club of the parish of Sacré- Cœur-de-Jésus.....	1537
Huntingdon Clydesdale Breeding Syndi- cate.....	1537

NOTARIAL MINUTES:—

Rheault, David-Hercule.....	1537
Rouleau, Avila.....	1537

APPOINTMENTS:—

Commissioners' Court at Saint-Julien- de-Wolfetown.....	1553
Miscellaneous.....	1554

RULE OF COURT:—

A. R. Côté, Ltée vs Hallé.....	1554
--------------------------------	------

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Express Co.....	1538
----------------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Allen, Anselme.....	1550
Bédard, Ulric.....	1549
Bidégare, Louis-Ph.....	1543
Bouchard, Albert.....	1541
Boutin, Joseph.....	1544
Brodeur, Charles.....	1546
Chicoine, Dame Philomène.....	1538
Deschênes, Philias.....	1551
Dufresne, J.-Chs.....	1545
Durocher, Armand.....	1540
Garceau, Donat.....	1540
Grenon, Aimé.....	1538
J.-B. Roy & Cie.....	1541
J. M. Robinson & Sons.....	1545
Lafrance, Antoine.....	1546
Lavergne, Auguste.....	1547

Lebrun, Charles.....	1548	Lebrun, Charles.....	1548
Nadeau, Lucien.....	1543	Nadeau, Lucien.....	1543
Pellerin, Alexandre.....	1544	Pellerin, Alexandre.....	1544
Poirier, Napoléon.....	1542	Poirier, Napoléon.....	1542
Robert, Victor.....	1539	Robert, Victor.....	1539
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Guinard vs Guinard <i>et al.</i>	1551	Guinard vs Guinard <i>et al.</i>	1551
VENTE POUR TAXES:—		SALE FOR TAXES:—	
Ville de Sainte-Thérèse.....	1553	Town of Sainte Thérèse.....	1553
VENTES PAR LES SHERIFFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
Philps vs Lalonde.....	1555	Philps vs Lalonde.....	1555
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ver- cruysse <i>et vir.</i>	1556	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ver- cruysse <i>et vir.</i>	1556
IBERVILLE:—		IBERVILLE:—	
Breitman vs Truteau.....	1557	Breitman vs Truteau.....	1557
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
Michaud vs Deschênes.....	1557	Michaud vs Deschênes.....	1557
MONTREAL:—		MONTREAL:—	
Alliance Nationale vs Lasalle.....	1565	Alliance Nationale vs Lasalle.....	1565
Cardinal vs Bourbonnais.....	1558	Cardinal vs Bourbonnais.....	1558
Cité de Verdun vs Céré.....	1562	City of Verdun vs Céré.....	1562
Cité de Verdun vs Currie <i>et al.</i>	1562	City of Verdun vs Currie <i>et al.</i>	1562
Cité de Verdun vs Dunn.....	1563	Cité de Verdun vs Dunn.....	1563
Cité de Verdun vs Fauteux <i>et al.</i>	1563	City of Verdun vs Fauteux <i>et al.</i>	1563
Cité de Verdun vs Champagne.....	1558	City of Verdun vs Champagne.....	1558
Cité de Verdun vs Greenberg Woollens, Ltd.....	1559	City of Verdun vs Greenberg Woollens, Ltd.....	1559
Cité de Verdun vs St. Lawrence Proper- ties, Ltd.....	1559	City of Verdun vs St. Lawrence Proper- ties, Ltd.....	1559
Cité de Verdun vs Succession de J. Rielle.....	1560	City of Verdun vs Estate of J. Rielle.....	1560
Cité de Verdun vs Woodhead.....	1564	City of Verdun vs Woodhead.....	1564
Coutu <i>et al</i> vs Haskell.....	1560	Coutu <i>et al</i> vs Haskell.....	1560
Gurd vs Stanley.....	1560	Gurd vs Stanley.....	1560
Huntingdon vs Simons.....	1561	Huntingdon vs Simons.....	1561
La Cie Mutuelle d'Immeubles, Ltée vs Chamberland.....	1567	La Cie Mutuelle d'Immeubles, Ltée vs Chamberland.....	1567
La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada <i>et al</i> vs Laurin.....	1565	La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada <i>et al</i> vs Laurin.....	1565
Laflamme vs Paradis.....	1566	Laflamme vs Paradis.....	1566
Lamarche vs Belzil.....	1561	Lamarche vs Belzil.....	1561
L.-J. Beaudoin, Ltée vs Durant.....	1566	L.-J. Beaudoin, Ltée vs Durant.....	1566
Maddalena vs Scotti.....	1567	Maddalena vs Scotti.....	1567
Omer Deserres, Ltée vs Morneau.....	1567	Omer Deserres, Ltée vs Morneau.....	1567
Proulx vs Blain.....	1562	Proulx vs Blain.....	1562
Ryan vs Powers.....	1568	Ryan vs Powers.....	1568
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Archambault.....	1564	The Manufacturers Life Ins. Co. vs Archambault.....	1564
The Manufacturers Life Ins. Co. vs Archambault.....	1564	The Manufacturers Life Ins. Co. vs Archambault.....	1564
NICOLET:—		NICOLET:—	
Allard vs Marcotte <i>et al.</i>	1568	Allard vs Marcotte <i>et al.</i>	1568
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Cité de Québec vs Desgagné.....	1570	City of Quebec vs Desgagné.....	1570
Cité de Québec vs Richard.....	1569	City of Quebec vs Richard.....	1569
Fortier <i>et al</i> vs Fafard <i>et vir.</i>	1570	Fortier <i>et al</i> vs Fafard <i>et vir.</i>	1570

Germain vs Lëgaré.....	1570	Germain vs Lëgaré.....	1570
Giroux vs Giroux.....	1571	Giroux vs Giroux.....	1571
Gosselin vs Allard.....	1569	Gosselin vs Allard.....	1569
RICHELIEU:—		RICHELIEU:—	
Courchesne vs Beauchemin.....	1571	Courchesne vs Beauchemin.....	1571
Halde vs Guertin.....	1572	Halde vs Guertin.....	1572
RIMOUSKI:—		RIMOUSKI:—	
Barriault vs Beaudoin.....	1572	Barriault vs Beaudoin.....	1572
ROBERVAL:—		ROBERVAL:—	
Commissaires d'écoles de Garnier vs Fortin.....	1573	School Commissioners of Garnier vs Fortin.....	1573
Commissaires d'écoles de Garnier vs Rousseau.....	1574	School Commissioners of Garnier vs Rousseau.....	1574
Fortin vs Girard.....	1573	Fortin vs Girard.....	1573
Marcoux vs Plourde.....	1573	Marcoux vs Plourde.....	1573
Morel vs St-Gelais <i>et al.</i>	1574	Morel vs St-Gelais <i>et al.</i>	1574
TROIS-RIVIERES:—		TROIS RIVIERES:—	
Lamarre <i>et al</i> vs Bookalam <i>et vir.</i>	1575	Lamarre <i>et al</i> vs Bookalam <i>et vir.</i>	1575